

SPÉCIAL CORONAVIRUS

VISÓ

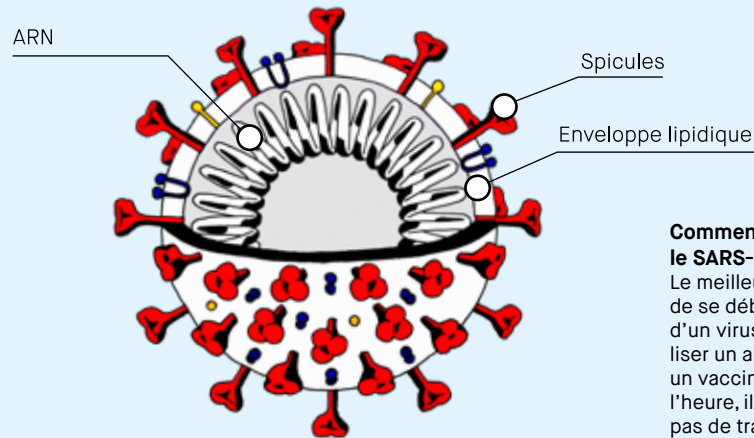


**INCERTAIN
TEMPS**

ANATOMIE D'UN TUEUR

Encore méconnu, le SARS-CoV-2 est à l'origine d'une nouvelle maladie : le Covid-19. Qui est ce tueur qui met le monde sous cloche ?

■ Rahma Adjadj



Le SARS-CoV-2 est un coronavirus appartenant à la famille des *Coronaviridae*. Leur nom vient de la couronne de protéines qui les recouvre. Inconnu jusqu'alors, le SARS-CoV-2, qui entraîne la maladie du Covid-19, serait apparu en Chine, dans la région de Wuhan, dès le 17 novembre 2019*. Bien qu'apparenté, il est différent du SARS-CoV responsable de l'épidémie de SRAS en 2003 et bien distinct du MERS-CoV qui évolue depuis 2012 au Moyen-Orient. Au 19 avril 2020, le Covid-19 a tué près de 159 511 personnes dans le monde**.

* Source : Institut Pasteur.
** Source : santepubliquefrance.fr

Qu'est-ce qu'un virus ? Un virus est composé d'un génome viral qui ne possède qu'un seul type d'acide nucléique, ADN (acide désoxyribonucléique) ou ARN (acide ribonucléique). Contrairement à une bactérie, qui est un micro-organisme capable de vivre seul, un virus ne possède pas de système d'énergie. Il a besoin de parasiter une cellule et donc d'utiliser ses fonctions pour survivre. Une fois dans la cellule, le virus détourne la machinerie de son hôte pour assurer sa propre répllication.

Comment le SARS-CoV-2 détourne-t-il nos cellules ? Le virus est composé d'une nucléocapside entourée d'une enveloppe. Cette dernière est faite de protéines appelées « spicules » : ce sont elles qui sont organisées comme une couronne. Celles-ci permettent au virus de s'attacher et de s'introduire dans une cellule. La cellule attaquée va créer des anticorps pour neutraliser les spicules. Mais la bataille est rude pour les petites usines que sont nos cellules. Le virus utilise alors l'électricité et les ouvriers de nos usines pour copier son génome et se répliquer.

De quelle manière le corps réagit-il ? Le virus pénètre dans le corps par le nez, la bouche ou les yeux et va se fixer sur les cellules des voies respiratoires. Le système immunitaire est en alerte, ce qui provoque une forte fièvre. Dans des cas sévères, le système immunitaire s'emballe et attaque ses propres cellules pulmonaires. Les poumons s'obstruent alors de cellules mortes et de liquide. Dans de rares situations, des bactéries opportunistes profitent d'un système immunitaire fragilisé pour se multiplier. Cela peut provoquer une détresse respiratoire aiguë et, dans le pire des cas un décès.

Comment détruire le SARS-CoV-2 ? Le meilleur moyen de se débarrasser d'un virus est d'utiliser un antiviral ou un vaccin mais pour l'heure, il n'existe pas de traitement approuvé par les scientifiques. Les antibiotiques ne sont pas efficaces, sauf en cas de détresse respiratoire, pour éliminer ces bactéries opportunistes. Le SARS-CoV-2 est un virus enveloppé qui résiste peu aux milieux extérieurs et au savon qui a les propriétés chimiques pour détruire l'enveloppe lipidique du virus.

Vous trouverez dans ces pages des « nes », des « es » ou encore des « professeure ». Ce ne sont pas des fautes d'orthographe. Nous avons fait le choix de l'écriture inclusive. Car toutes et tous les signataires de ce magazine pensent que cette méthode est la meilleure manière de représenter l'égalité. Pour retranscrire au mieux la parole de nos interlocuteurs et interlocutrices, les propos rapportés ne sont pas en écriture inclusive.

ÉDITO

■ Maëlle Benisty et Hippolyte Radisson

Les voyages ont toujours leur part d'inconnu. Mars 2020 devait emmener l'équipe éditoriale de ce magazine à la découverte de Gibraltar. Le Covid-19 a sabordé l'expédition, juste avant le départ. Retour à la maison où un confinement s'impose. Pour la première fois dans l'histoire du XXI^e siècle, la moitié de l'humanité est embarquée dans un périple commun aux allures de fin du monde - et nous avec. Un combat contre un ennemi invisible. Partout, la lutte s'organise, à l'extérieur comme au sein des foyers en quarantaine. La patience devient une alliée pour accepter ce répit anormal dans les sociétés post-industrielles.

Le monde est à l'arrêt mais les cerveaux tournent à plein régime. La pandémie bouscule des évidences et amplifie des colères trop longtemps étouffées. Au front, des forçats de « l'emploi sous-qualifié », d'ordinaire méprisés, deviennent des idoles nationales. Le virus tue à l'aveugle tandis que les inégalités nous transpercent de leur brutale réalité. Cette épidémie est une maladie de la mondialisation effrénée. Plusieurs fois déjà, des sommations avaient été lancées pour avertir de ses dangers. Trop lointaine, trop abstraite, la réalité est venue surcharger nos hôpitaux. Face aux pertes humaines, impossible d'éviter la remise en question. Visó a saisi l'occasion pour réfléchir au monde de demain.

Les voix qui s'expriment dans ces pages envisagent l'après alors même qu'elles sont en proie à un présent douloureux. Nous n'avons malheureusement pas pu les rencontrer. Les membres de la rédaction ont bâti ce magazine à distance. Si la technologie est un atout indéniable, elle ne saurait faire oublier la richesse du contact humain. Car la crise a aussi révélé le meilleur. Les initiatives de solidarité se sont multipliées pour faire de cette épreuve solitaire une odyssee collective. La résilience est passée par la créativité. Humour 2.0, fictions de contagion, fêtes par visioconférence... tout est bon pour contrer l'ennui ou l'anxiété.

La pandémie a suscité des émotions aussi vives que diverses. Ces réactions spontanées sont d'autant plus fortes que l'être humain est confronté à sa condition de mortel. Qu'en restera-t-il une fois le virus vaincu ? Personne ne saurait le dire. À l'heure où nous écrivons ces lignes, l'incertitude est toujours de mise. Ce magazine ne se veut pas devin. Visó, « regard » en gascon, est plutôt un témoin de cette errance singulière. ■

SURPRISE

PAGE
14

DOSSIER VILLES OU CAMPAGNES, NOS CŒURS BALANCENT

- 16 **L'exode urbain**
Eve Guyot
- 18 **L'herbe n'est pas plus verte ici**
Clément Bouynet
- 20 **À Creil, entre quatre murs**
Louisa Benchabane
- 22 **À Garlin, dans les champs**
Pierre Larquier

- 24 **ÉDUCATION**
Galop d'essai pour l'école de demain
Rahma Adjadj et Alix Fourcade

- 27 **ÉCOLOGIE**
Un virus bon pour la planète ?
Louisa Benchabane, François Beneytou, Philippine Kauffmann et Lio Viry

- 31 **MÉDIAS**
Retour en grâce
François Beneytou et Clément Bouynet

- 35 **INTERNET**
De bons élèves ?
Guillaume Ptak

- 36 **Guerre souterraine**
Thibaut Ghironi

- 38 **EMPLOI**
Réinventer le travail
Maëlle Benisty

- 41 **POLICE**
Plongée dans le grand bain
Hippolyte Radisson

COLÈRE

PAGE
46

DOSSIER À BOUT DE SOUFFLE

- 48 **La recherche publique en détresse**
Maëlle Benisty
- 52 **Colère transfrontalière**
Marti Blanco
- 56 **En France, les maux du système de santé**
Romain Bouvet
- 57 **Disparités médicales en Nouvelle-Aquitaine**
Romain Bouvet, Clément Bouynet, Alix Fourcade et Lio Viry
- 58 **MOUVEMENTS SOCIAUX**
Pas de répit pour la contestation
Hippolyte Radisson, François Beneytou, Louisa Benchabane et Juliette de Guyenro
- 63 **3 questions à Juliette Rousseau**
Matthias Hardoy

TRIS TESSE

PAGE
66

DOSSIER LES FORÇATS DU CORONA

- 68 **Les oubliés du e-commerce**
Alix Fourcade
- 69 **Désarroi sur les étals**
Alix Fourcade
- 70 **Seules face à la souffrance des ancien-nés**
Alix Fourcade
- 72 **Le plus dur métier du monde**
Philippine Renon
- 73 **Funèbre époque**
Lio Viry
- 75 **FINANCE**
Krach pandémique
Louisa Benchabane
- 77 **ÉCONOMIE**
Changement de cap
Romain Bouvet
- 78 **MATERNITÉ**
Baby blouse
Juliette de Guyenro et Philippine Renon
- 80 **VIE QUOTIDIENNE**
Mon confinement, c'est pas Insta
Rébecca Laplagne
- 82 **La fête est finie**
Philippine Kauffmann

PEUR

PAGE
86

DOSSIER TURBULENCES POLITIQUES

- 88 **Les mots du pouvoir**
Hippolyte Radisson
- 88 **Les grandes dates de la pandémie**
Philippine Kauffmann
- 91 **Régime de crise**
Clément Bouynet
- 95 **Les fourmis de la République**
Thibaut Ghironi
- 98 **ÉCONOMIE**
Crash test pour l'écologie
Romain Bouvet
- 100 **CULTURE**
La fiction, antidote à la peur
Thibaut Ghironi et Pierre Larquier
- 103 **PSYCHIATRIE**
Stress post-traumatique
Lio Viry
- 105 **PRISONS**
Pas de distanciation en surpopulation
Philippine Kauffmann
- 107 **VOYAGES**
Pour un tourisme éthique
Guillaume Ptak
- 109 **Protéger avant de visiter**
Clément Bouynet

HORIZONS

- 126 **GRAND ENTRETIEN**
Le goût de la liberté en péril
Juliette de Guyenro et Philippine Renon
- 132 **ÉPILOGUE**
Anticorps
Pierre Larquier et Philippine Renon

JOIE

PAGE
112

DOSSIER PLAISIRS COUPABLES

- 114 **Sex vibes et corona**
Rébecca Laplagne et Pierre Larquier
- 116 **Dernier rapport d'un confiné**
Pierre Larquier
- 117 **RÉSEAUX SOCIAUX**
L'humour viral
Eve Guyot, Marti Blanco et Rébecca Laplagne
- 120 **INTERNET**
Le monde entier est à nous
Rébecca Laplagne
- 122 **AGENDA**
Les bugs de l'an 2020
Clément Bouynet et Thibaut Ghironi
- 124 **JEUX**
Clément Bouynet, Alix Fourcade, Eve Guyot et Lio Viry

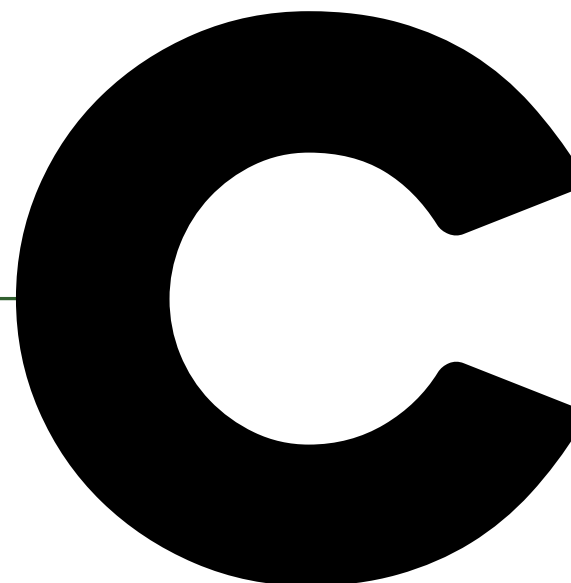
PAGE
7

GÉNÉRATION COVID



GÉNÉRATION COVID

■ François Beneytout et Eve Guyot



e serait bien de pouvoir se dire que c'était mieux avant. Mais pour ça, il faudrait avoir connu ce fameux « avant », lorsqu'on ne se souciait pas qu'un virus puisse forcer la moitié de la population mondiale à rester cloîtrée entre quatre murs. L'époque où le changement climatique ne donnait pas au futur des allures d'enfer terrestre, celle où un·e terroriste ne risquait pas de débarquer au coin de la rue. On peut rêver à cela quand on est accoudé·e à sa fenêtre ; parce que c'est le seul moyen de prendre l'air à Bordeaux, au printemps 2020.

D'ici, on aperçoit les quais, la place de la

Bourse, le pont de pierre. Normalement, la porte de Bourgogne est un échangeur bruyant qui relie les marchés de Saint-Michel, les bars d'habitué·es et les cafés touristiques. En quelques jours, le brouhaha des foules et la sonnette des tramways ont été remplacés par le seul écho du flot de la Garonne. Plus de tablées bruyantes devant le kebab, de verres qui trinquent en pleine nuit, de rires aux éclats devant l'épicerie. Depuis cette fenêtre qui surplombe le quartier désert, on repense, presque avec mélancolie, à celles et ceux qui y défilaient. Mais comme les autres, la nouvelle génération a disparu de la circulation.

Confinée dans des chambres, des appartements ou des maisons, elle fait les cent pas. Une marée d'émotions a ébranlé ses idées et ses convictions. Hier de la panique, aujourd'hui de la tristesse et demain, peut-être, de la colère ou de l'espoir. Alors que Nicolas se repose, Lina commence à s'interroger, mais Mathias bouillonne déjà. Nous sommes coincé·es là, à nous demander ce que nous allons faire de ces passions dont nous ne pouvons même pas débattre autour d'un café ou d'une bière. À moins de trinquer avec son écran.

Marie, étudiante à la Sorbonne, est enfermée avec une amie, rue d'Alésia. « *On ne le dit pas, mais on le sait : tout le monde attend le jour de la sortie.* » Pourtant, rien ne devrait nous sembler plus rassurant que notre propre toit. Quelle génération pourrait en avoir plus conscience que la nôtre ? Aujourd'hui, c'est un virus invisible qui menace notre sécurité dehors. Mais à la vue de ces rues désertes, des souvenirs encore trop frais dans les esprits remontent à la surface. La dernière fois, c'était le 14 novembre 2015 à Paris, le 15 juillet 2016 à Nice, le 12 décembre 2018 à Strasbourg.

Des lendemains tragiques, chargés d'interrogations angoissantes. Combien de fois encore des innocentes perdront la vie sans raison ? « *En ce moment, ce que tout le monde se dit, c'est que ça commence à faire beaucoup* », glisse Frédéric Worms, professeur de philosophie à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, avec un sourire sans joie, alors qu'il est cloîtré entre les murs couverts de livres de son appartement. Les attentats, la crise climatique et maintenant, une pandémie. Quand on a entre 20 et 35 ans en 2020, on a connu tout cela. Les choses se sont accélérées depuis 2015 et ses centaines de morts. *Charlie* et le 13 novembre allaient faire date, nous le savions. Mais la pandémie et le confinement qui en a découlé en mars 2020 ont noirci encore un peu plus un tableau déjà bien sombre pour une jeunesse qui se serait peut-être contentée d'être la « Génération Griezmann », celle de Diam's ou de Stromae. Pas le choix, elle a dû s'habituer.

Aux militaires dans la rue, aux heures d'attente dans les aéroports, aux portiques de sécurité déployés en masse aux quatre coins du monde. Cette sacro-sainte

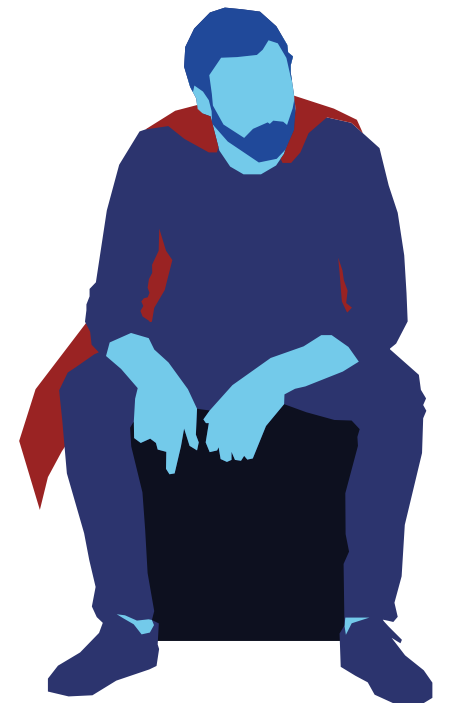


« sécurité », la Terre entière cherche à la renforcer depuis bientôt 20 ans. Depuis que deux avions ont percuté les tours jumelles du World Trade Center, un matin de septembre 2001. Ce jour-là, en France comme partout ailleurs, le monde a basculé. Pendant une décennie, l'Hexagone avait dansé le Mia, mis en place les 35 heures et chaviré devant les exploits de ses Bleus. « *Avant 2001, il y avait une fête dans la fête* », se rappelle le philosophe Frédéric Worms. Au moment des attentats, toutes celles et ceux qui les découvraient avec des yeux d'en-

fants étaient partagés entre l'incompréhension et l'horreur. D'un coup, la vie pouvait s'arrêter du jour au lendemain, sans même habiter sur une terre en guerre. Charlène a pu s'en rendre compte. Elle se trouvait à Paris pour une formation au début du mois de novembre 2015. Son ami Maxime l'héberge pour quelques jours. Un vendredi soir, elle va dîner avec deux amies : la soeur et la petite amie de Maxime. Il a décidé d'aller voir un concert. « *Quand on m'a dit ce soir là qu'il y avait déjà des morts au Bataclan, je savais au fond de moi que Maxime s'était fait tuer. Et ça, je ne l'explique pas.* » L'angoisse l'a longtemps suivie, que ce soit dans les rues de Paris où elle se sentait « *tétanisée* », comme à la terrasse du bar de son petit village au sud de la Dordogne, où elle avait l'habitude de boire un verre avec Maxime. Normalement, plus on vieillit, plus on a peur. L'historien Denis Peschanski, directeur de recherche au CNRS, nous dresse un triste constat : depuis 2016, « *ce sentiment est anormalement élevé chez les 18-25 ans. Il est aussi présent que chez les personnes âgées.* » Pour celui qui travaille sur les mémoires du 13 novembre, c'est du jamais vu. « *Dans l'histoire, ça n'arrive pas. Sauf dans ce cas-là.* »

Cette même peur, Chloé la sait ancrée dans son esprit. Les coups de feu tirés par Chérif Chekatt sur le marché de Noël de Strasbourg, elle les a entendus depuis le petit appartement d'étudiante où elle vit son confinement. « *C'est quelque chose qu'on ne peut pas oublier, ça restera toujours pesant* », glisse-t-elle. Comme beaucoup d'autres, elle est une victime indirecte. « *Quand on a failli être à la place des victimes, on a tendance à beaucoup culpabiliser, à se sentir mal.* »

La voix teintée de fatalisme, elle regrette que les gens de son âge aient pu s'habituer à ce genre d'événements. « *On est presque désensibilisé quand quelque chose comme ça se produit, parce qu'on a vécu beaucoup en un laps de temps très court. On n'a pas connu la guerre, mais on vit sur le traumatisme.* » Une génération d'insensibles ? Pas du tout, selon le philosophe Frédéric Worms. « *Ces événements font un tout. On devrait être terrifié par chacun d'entre eux et on est surpris de ne pas l'être, mais ce n'est pas parce qu'on est insensible. C'est parce qu'on le vit comme un ensemble, une époque.* »

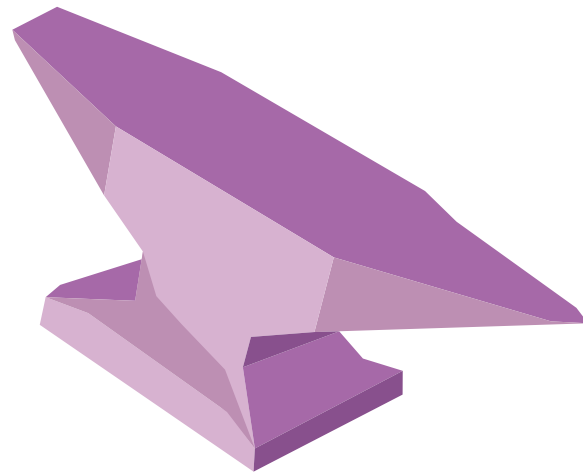


La période est terrible, meurtrière et «*émotionnellement traumatisante*», comme l'explique Chloé. Mais elle a agi comme un déclic chez certain·es. Nicolas a 21 ans, il habite Tours. Avant que tout bascule, il profitait d'une belle soirée d'été sur la promenade des Anglais à Nice, le 14 juillet 2016. Un camion a foncé sur la foule, laissant 86 victimes dans son sillage. «*Il faisait très chaud et pourtant l'atmosphère était glaçante.*» L'étudiant en management a cependant vite rebondi. «*Ces attentats visaient à détruire un mode de vie axé sur le plaisir, le partage et la liberté. Et je pense que c'est ce mode de vie que chacun doit adopter et user sans freins.*»

Lieux de concentration de cette jeunesse insouciante, les lycées craignent aussi d'être pris pour cibles. On renforce les mesures de sécurité, on change les serrures. Parfois même, on met en place des exercices anti-intrusion. «*Ça peut être traumatisant pour des jeunes adultes*», nous confie Denis Ferrand, professeur d'histoire dans un établissement de Dordogne. En une dizaine d'années, il constate que ses élèves parviennent de moins en moins à se projeter. «*C'est la première génération qui développe une vraie inquiétude face à l'avenir.*» En novembre 2015, Lina débutait ses études à Paris. Elle avait eu le sentiment que le monde était «*en train de s'écrouler*». Mais désormais, les futures adultes doivent aussi composer avec des rapports écologiques alarmants et un risque accru de pandémies mondiales. «*Alors à quoi bon ?*», entend-t-on dans les salles de classe.

Consciente de ne pas figurer parmi les moins bien loties, mais gagnée par une anxiété permanente, cette génération «*Y*», «*Z*» ou «*terrasse*» aurait pu se transformer en génération «*victime*». Elle serait condamnée à se cloîtrer chez elle pour échapper à un environnement devenu trop hostile, vouée à conjurer le sort depuis son canapé, les yeux absorbés par les écrans. «*Ça aussi, ça entretient la peur*», remarque Hugo, qui a gardé à l'esprit les vidéos en direct du Bataclan, les témoignages saisissants et les théories par milliers qui circulaient en boucle sur les réseaux sociaux.

Mais pour Frédéric Worms, la jeunesse a trop encaissé pour laisser tomber maintenant. «*Cette génération ne pourra pas être spectatrice. Elle n'aura pas le choix.*» Dans son petit village béarnais, Mathias sait qu'il ne prendra jamais les choses «*de plein fouet*» et pourtant, il est en colère. «*C'est*

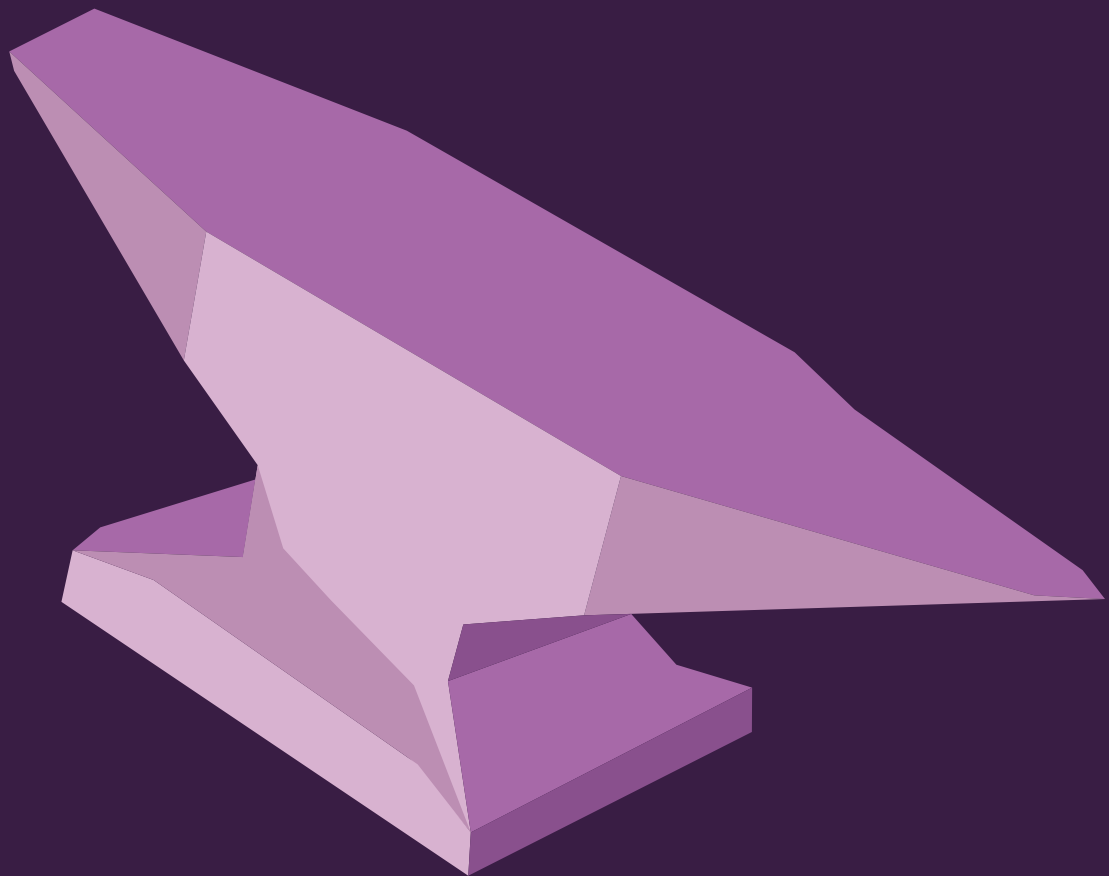


une constante de ma vie d'adulte, de ma construction, de ma compréhension du monde», lâche le trentenaire. Chez certain·es, le confinement semble faire muter les sentiments. «*Avant j'étais paniquée, maintenant je suis énermée*», affirme Marie. Je pense que le gros effet que cette crise sanitaire aura, sur moi en tout cas, c'est l'engagement politique. En sortant, j'aurai encore plus envie de me battre pour que le monde aille mieux.» Peut-être qu'elle rejoindra les Marches pour le climat ayant arpenté les villes du monde entier avec détermination depuis 2014, qu'elle s'engagera dans l'après «*#MeToo*» pour une société plus juste et égalitaire, qu'elle participera à l'apparition de nouveaux mouvements nés d'une crise sanitaire déjà historique.

Cet état d'esprit pourrait bien être au cœur des mois, voire des années qui vont suivre. «*Je pense plus qu'on assiste à un retour de l'histoire qu'à la fin de l'histoire. Vous allez être dans l'action*», nous prévient le philosophe Frédéric Worms. Dans une société souvent décriée pour son individualisme galopant, où le «*chacun pour soi*» serait le nouveau credo, le défi est de taille. Mais sa réussite est la condition de la naissance d'une génération tangible, palpable. À l'aune de ce qui a pu se faire lors de l'après-guerre, Denis Peschanski estime lui aussi que la prise en main de son destin par la jeunesse sera déterminante. «*Elle peut commencer à se construire pendant la crise avec des gestes de solidarité face à l'épreuve, mais c'est surtout l'après qui va compter. Il faudra voir si ça ouvre sur un modèle de société où on peut se construire un espoir, comme après la Seconde Guerre mondiale.*»

Voilà maintenant la grande question, celle de l'après. Dans l'événement subi depuis le début de l'année 2020, il y a cette émotion brûlante. Il ne faut pas la perdre. Les vingt dernières années ne nous ont pas laissé le choix, la peur et la colère sont toujours là. Les mettre sous le tapis et s'imaginer la suite sans les prendre en compte serait trop simple. Se les faire dérober et laisser le soin aux autres de leur donner un sens serait dommage. La jeunesse peut faire le choix de les assimiler et d'accepter qu'elles font partie de son histoire. Mais elle peut surtout s'en servir, pour orienter l'espoir qui viendra inévitablement lorsqu'elle pourra de nouveau franchir le seuil de sa porte. Ce même espoir auquel elle songe à sa fenêtre, cloîtrée. ■





SURPRISE



DOSSIER

Ville ou campagne, nos cœurs balancent

Obligé·es de rester à la maison !
Et chacun·e de disserte sur les avantages
et les inconvénients d'être confiné·e ici ou là.
Une chose est sûre : le rapport entre les villes
et les campagnes est complexe et la crise sanitaire
ne fait que le souligner.



© Eve Guyot



© Louisa Benchabane

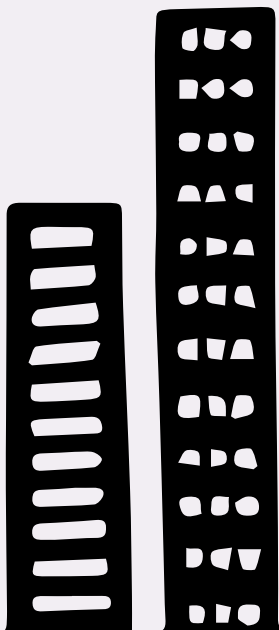


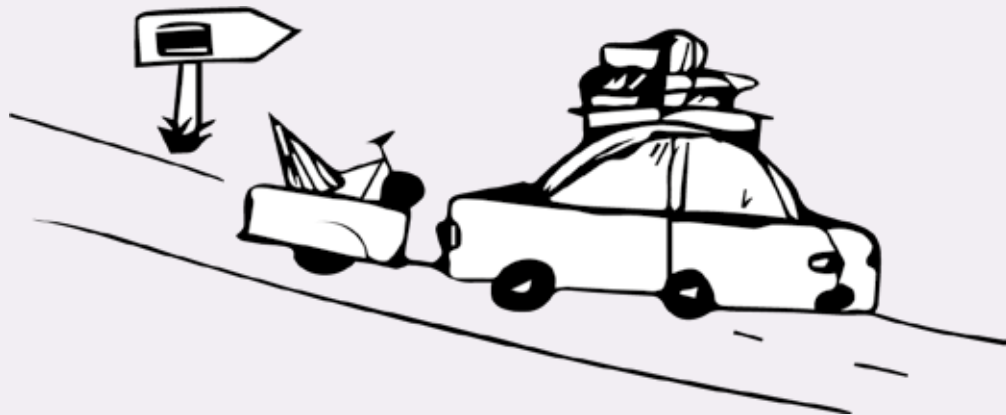
© Rebecca Laplagne



© Hippolyte Radisson

« Une fenêtre sur le monde.
Cette expression n'a jamais
aussi bien résonné
dans mon quotidien »





L'EXODE URBAIN

Partir à la campagne. Un luxe pour celles et ceux qui possèdent une résidence secondaire ou qui ont de la famille au village. Un aller sans retour ?

■ Eve Guyot

Ce lundi 16 mars 2020, il fait encore nuit quand Mathilde et Jérémie s'engouffrent dans leur voiture. Du 11^e arrondissement de Paris jusqu'à leur maison de vacances bretonne, il y a presque six heures de route. La Toyota Aygo risque d'être lourde, leur coffre déborde : « *On a pris des livres, une console, des papiers administratifs et tous les restes du frigo.* » Depuis dimanche soir, des rumeurs circulent à la télé, sur Facebook et même par SMS. Elles conseillent de se préparer à un confinement de cinq semaines. Avec à peine 48 heures pour élire son lieu de résidence.

À Paris, comme à Nantes ou à Lyon, celles et ceux qui ont le choix décident de quitter la ville pour gagner la campagne. La fuite est massive et soudaine. « *J'ai hésité, mais je n'avais que*

quelques heures devant moi », explique Alexandre, un étudiant bordelais qui a rejoint son domicile familial dans le Lot-et-Garonne. Selon une analyse statistique réalisée par Orange le 26 mars 2020, plus d'un million de Francilien·nes ont fui la métropole parisienne entre le 13 et le 20 mars. « *On ne s'imaginait pas rester cloîtré entre quatre murs* », avoue Jérémie depuis le village de Port-Manec'h (Finistère).

Grand classique dans les périodes de crises historiques, le phénomène repose sur un idéal tenace par lequel les concerné·es cherchent à améliorer leur quotidien, invoquant le « *retour aux grands espaces* », « *l'envie de nature* » et « *le besoin d'air pur* ». Mais la sociologue Anne Lambert estime que cela ne présage en rien d'un bouleversement démographique des territoires à l'avenir. Pour la chercheuse, la lecture sociale de cet « *exode rural* » est bien plus importante que la lecture spatiale. « *Cette crise met en lumière et renforce les inégalités sociales et économiques qui existent au sein des métropoles.* »

Le mythe du grand retour à la campagne

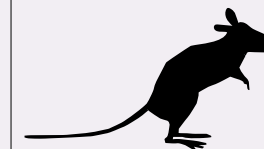
Alors qu'une majorité de familles n'a d'autre choix que de vivre agglomérée dans des habitations étroites, quelques étudiant·es s'entassent dans les trains pour retourner dans leur village natal. Certain·es profitent des opportunités amicales ou familiales tandis que les plus aisé·es gagnent leur résidence secondaire. Pour les urbain·es, ce mode de confinement est avant tout un privilège. Outre la question du logement et du moyen de transport, « *nous avons la chance d'être équipés, connectés et de pouvoir télétravailler* », reconnaît Mathilde.

Bien qu'aucune enquête représentative n'ait été réalisée à la mi-avril, Anne Lambert estime qu'il s'agit d'une population hétérogène composée d'étudiant·es et d'employé·es aux conditions de vie dégradées, mais aussi de cadres supérieur·es, bien inséré·es dans la société. « *On peut raisonnablement faire l'hypothèse que les populations concernées par ces départs précipités et celles qui manifestent un désir d'installation permanente au vert ne sont pas les mêmes* », précise-t-elle.

Souvent très attaché·es à leur travail, à la proximité des centres de décision et de pouvoir, à leurs modes d'interaction et de socialisation, ces « *exilé·es* » temporaires ne sont pas préparé·es sur le long terme au mode de vie en zone rurale. « *D'ailleurs, au bout de deux semaines seulement, nombreux sont ceux qui commencent déjà à trouver le temps long.* » Pour la chercheuse, c'est clair : « *Le mythe du grand retour à la campagne n'aura pas lieu...* » Si, du moins, la sortie de crise intervient dans les prochaines semaines. ■



Anne Lambert est sociologue, chercheuse à l'Institut national d'études démographiques (INED) et directrice de l'unité de recherche « Logement, inégalités spatiales et trajectoires ». Elle travaille notamment sur la croissance urbaine et la périurbanisation, l'accès à la propriété, les politiques de logement et les inégalités sociales. Elle a contribué à de nombreuses publications, dont *The suburbanization of poverty: Homeownership policies and spatial inequalities in France*, de L. Gobillon, S. Pellet et A. Lambert, coll. Documents de travail n°250, éd. INED, 2019.



L'HERBE N'EST PAS PLUS VERTE ICI

Qui du virus ou des urbain·es est arrivé en premier dans les campagnes ? En Dordogne, l'irruption massive des citadin·es n'a pas toujours été bien reçue par la population rurale.

■ Clément Bouynet

Dans l'arrière-cuisine de la salle polyvalente de Journiac, la phrase claque comme une balle : « *Ils nous apportent la peste.* » Elle est sortie du vacarme ambiant de la pièce, où une trentaine de personnes bavarde après avoir voté pour l'élection municipale ce dimanche 15 mars 2020. Le temps est printanier. Le confinement semble loin pour ce village de 400 habitant·es au beau milieu du Périgord. « *Une question de jours* », tempère Michel, un verre d'apéritif anisé dans une main, le téléphone connecté au journal de 13 heures dans l'autre. Les images montrent la foule se pressant sur les quais de la gare Montparnasse, direction le Sud-Ouest. Evelyne maugrée : « *Ils ne pensent qu'à leur petite personne. Bizarrement, le bruit des cloches ou l'odeur des animaux ne les effraient plus.* » Une heure durant, l'égoïsme des « *gens de la ville* » est disséqué dans ce village d'irréductibles qu'Uderzo aurait eu plaisir à décrire. Ces phrases un peu outrancières, l'élu régional socialiste Benjamin Delrieux les entend tous les jours : « *Dans une situation de crise, les gens cherchent un coupable.* » Avec les inégalités croissantes ces dernières années, il est tout trouvé. « *J'entends souvent : les Parisiens, les Bordelais, ils nous prennent pour des ploucs et là, ils viennent se réfugier.* » Audrey, factrice sur le secteur touristique de Trémolat, corrobore les faits : « *Les boîtes aux lettres qui ne servent que l'été ont de nouveau été actives pendant le confinement.* »

« Il faut que chacun balaie devant sa porte, ce genre de crise doit nous apprendre à vivre ensemble »

« *Le problème, c'est qu'on ne peut pas fermer les départements. On sait que l'afflux massif dans le Sud-Ouest est déstabilisant avec ce genre de virus volatile.* » Ce constat, c'est celui d'un médecin de campagne, Philippe Ducène. Isolationniste sur le plan sanitaire, celui qui est également maire sans étiquette de Val-de-Louyre-et-Caudeau se veut bien plus accueillant sur le plan politique : « *Il faut que chacun balaie devant sa porte, ce genre de crise doit nous apprendre à vivre ensemble.* »

« **Les gens se sentent abandonnés** »

La sociologue Anne Lambert se méfie des oppositions binaires. Elle constate pourtant que la défiance entre la population locale et les urbain·es en villégiature s'est installée dans certains espaces bien avant la pandémie : « *C'est le cas dans les espaces ruraux prisés ou dans certaines stations balnéaires où le prix de l'immobilier a augmenté et empêche les jeunes ménages locaux d'accéder à un logement autonome sur place.* » Avant de nuancer : « *Certaines communes rurales ou périurbaines s'en sortent bien, d'autres moins. Cela dépend du niveau de richesse de leurs habitants et de leur capacité à parcourir la distance qui les sépare des centres urbains et des bassins d'emplois.* » Il faut presque trois heures à Benjamin Delrieux, 29 ans, pour gagner Bordeaux depuis son village de Siorac-en-Périgord alors que la ligne à grande vitesse place la capitale girondine à deux heures de Paris. Benjamin insiste : « *Depuis la gare Saint-Jean, on voit des grues partout, alors qu'en zone rurale, il faut se battre pour obtenir un permis de construire. Les gens se sentent abandonnés. On l'a vu avec les Gilets jaunes.* » En janvier 2020, une étude du Conseil d'analyse économique sur les politiques territoriales a entériné la corrélation entre mobilisation des Gilets jaunes et difficultés d'accès aux services et équipements publics et privés, notamment les commerces. Une fois la crise terminée, les populations rurales n'espèrent qu'une chose : pouvoir bénéficier des mêmes services que celles et ceux qui se sont réfugié·es à la campagne. ■

repères

6 %

des Français·es ont changé de résidence principale à cause de la mise en place du confinement. La moitié s'est installée dans une autre région.

12 %

des Parisien·nes ont quitté leur logement contre 5 % des habitant·es dans les autres régions.

63 %

des Français·es étaient confiné·es dans une maison contre 12 % dans un appartement sans balcon, terrasse ou jardin privatif.

Enquête IFOP pour Consolab réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 21 au 23 mars 2020 auprès d'un échantillon de 3 011 personnes, représentatif de la population âgée de 18 ans et plus résidant en France métropolitaine.

À CREIL, ENTRE QUATRE MURS

Dans les quartiers populaires,
on connaissait déjà la promiscuité.
La pandémie n'a fait qu'ajouter
des difficultés.

■ Louisa Benchabane

E mmitouffé dans son écharpe, assis sur des marches d'escalier dans son hall d'immeuble, Hamza regarde des animés – séries d'animation inspirées de mangas – en streaming. L'adolescent vit avec sa famille de sept dans un quatre pièces niché dans un grand ensemble du quartier Rouher à Creil, le premier *cluster* [ndlr: foyer de contamination] de France. Il partage sa chambre avec deux de ses frères, aussi adolescents. « *Je sors pour me retrouver seul. Je suis bien ici et je ne fais prendre de risque à personne.* »

Creil, c'est la première agglomération de l'Oise, plus de 35 000 habitant·es et des transports en commun pour rejoindre Paris en 30 minutes. Mais c'est aussi et surtout un recul des services publics, une surpopulation et près de 60 % de logements sociaux. Largement de quoi faire sauter le vieux clivage ville/campagne d'après la sociologue Anne Lambert : « *Certains chercheurs ou journalistes parlent des villes comme des métropoles mondialisées avec une population très aisée et bien insérée. C'est le cas, mais il ne faut pas oublier que c'est là que l'on trouve le plus de ménages pauvres et de grands exclus. Et que c'est à leurs abords que les conditions de vie dans les habitats sociaux sont les plus difficiles.* »

Le poumon social du quartier, c'est le PMU. Les riverain·es de tous âges y défilent à longueur de journée. Le commerce est l'un des derniers encore ouverts pendant le confinement. Devant l'établissement, un groupe de vieux amis échange des blagues. « *Nous, on venait ici quasi tous les jours pour se retrouver et discuter de tout et de rien. On n'a pas grand-chose d'autre*

à faire, depuis le début de l'épidémie on fait attention et on vient seulement quelques minutes, déclare Mohamed, père de huit enfants et aujourd'hui à la retraite. Chez moi, c'est petit. Si j'y reste, je risque de rouiller à force de passer les journées dans mon lit. »

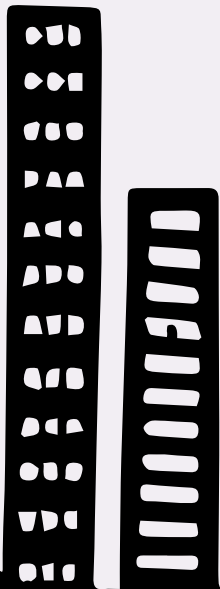
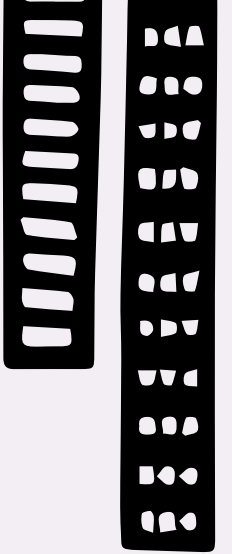
Rien de plus normal, selon Anne Lambert. « *Dans les quartiers populaires, les logements sont souvent étroits et les espaces densément peuplés. Dans ces conditions, on ne peut pas respecter la distanciation sociale et encore moins s'isoler. Une grande partie de la vie sociale se déroule à l'extérieur du logement.* » Redwan est étudiant en première année d'économie-gestion. Il a décidé de quitter les neuf mètres carrés de sa résidence Crous pour rejoindre l'appartement où vivent son père et son frère à Creil. « *Ici, c'est vrai qu'on est les uns sur les autres. Mais au moins on est ensemble.* »

« C'est une cité dortoir depuis toujours »

À quelques fenêtres de là, Nora profite de sa vue aérienne sur le quartier. Depuis son balcon qui domine les immeubles voisins, elle se questionne sur l'avenir. « *Il n'y a pas grand-chose à faire ici, nos enfants s'ennuient. C'est une cité-dortoir depuis toujours. La seule solution pour respirer et voir de la verdure, c'est de partir* », confie la mère de cinq enfants avec une once de fatalisme. Mais encore faut-il en avoir les moyens. La sociologue y voit une nouvelle preuve de l'aberration du clivage entre la ville et la campagne : « *La vision binaire est dépassée et dangereuse politiquement. Il faut voir le territoire métropolitain comme un triptyque. Car la réalité des banlieues n'est pas celle des campagnes ni celle des villes.* »

À quelques mètres de là, le docteur Boudjemai collecte les inquiétudes des riverain·es. « *Beaucoup d'entre eux se rabattent sur le médecin traitant pour se confier, notamment parce qu'ils ne se sentent pas entendus* », souligne-t-il.

Il reçoit chaque jour une soixantaine de patient·es, contre une quarantaine habituellement. Plusieurs fois pendant la crise, le médecin était le seul à ouvrir les portes de son cabinet dans le quartier Rouher qui compte 15 000 habitant·es. ■



À GARLIN, DANS LES CHAMPS

Depuis des années, nos campagnes hurlent leur sentiment d'abandon.

La crise sanitaire fera-t-elle entendre ces cris du cœur ?

■ Pierre Larquier

Raphaël se lève à 6 h 15 tous les matins. Il part à jeun nourrir ses 165 veaux dans les bâtiments jouxtant sa maison. Depuis 2017 et la greffe de cœur de son père, il est seul aux commandes de son exploitation à Garlin, un village béarnais de 1400 âmes. Vers 8 heures, les chiens signalent leur faim. Les poules, les brebis et les chats les imitent. À 9 heures, Raphaël prend une pause. Un parfum réconfortant de café embaume sa cuisine. La boisson, toujours prête sur un coin de gazinière, est d'ordinaire servie très chaude dans des verres Duralex pour les habitué·es et dans des tasses pour les gens de passage. Mais depuis quelques semaines, il boit son arabica seul. « *Je me coupe du monde, je ne vois personne, dit le jeune agriculteur. Mais sinon c'est pareil, je devais juste recevoir une nouvelle herse d'Italie. Avec la fermeture des frontières, je ne l'aurai pas à temps pour la campagne du maïs.* »

Les déserts médicaux, une urgence

« Les "travailleurs du confinement" sont aussi actifs à la campagne qu'en ville, explique la sociologue Anne Lambert. Ce n'est pas la géographie de l'emploi qui est remise en question, mais bien notre contrat social. A-t-on assez investi dans les domaines qui nous sont essentiels ? » À quelques kilomètres de là, Céline Dastouet continue sa tournée. Elle est infirmière libérale à Garlin et travaille tous les jours depuis le début de l'épidémie. Quarante-cinq minutes par malade, six

patient·es par jour avec le strict minimum. « *Les patients ne sont pas testés, certains se déplacent normalement. J'ai 18 masques par semaine. Je les change à chaque consultation et j'en donne aux malades quand ils n'en ont pas* », alerte l'infirmière. Anne Lambert affirme : « *C'est le moment de reconnaître la valeur des métiers et de repenser la distribution. Dans les zones rurales, nous allons probablement réaliser que le problème des déserts médicaux est une urgence.* »

Au cœur du village, le bar du petit Marcadieu fait vivre la place éponyme. Les client·es sont devenu·es rares et moins sédentaires. Pascal, le propriétaire, vend encore du tabac et d'autres services. « *Quitte à m'ennuyer, autant bosser. Une corporation qui ramène 12 milliards de recettes fiscales par an à l'État, je n'en connais pas beaucoup* », argumente le gérant.

Gérer au jour le jour

À la campagne, certains secteurs se maintiennent dans leur vulnérabilité. Étienne aussi est agriculteur. Pour travailler ses cultures, le trentenaire se fait prêter du matériel. Mais depuis fin mars et l'apparition de symptômes, il accumule du retard. La peur de la contagion a freiné les échanges. Céline n'avait plus de masque pour lui. « *Mon entreprise agricole est en chute libre, je suis au sac* », s'inquiète le maraîcher. Les premier·es concerné·es sont toujours les plus averti·es.

Mais l'après n'est pas dans les têtes. À la campagne, on gère le présent au jour le jour, depuis des années déjà. Les populations rurales prennent le mégaphone pour crier leurs difficultés, mais celles-ci sont mises en sourdine.

Tout sera terminé quand le café de Raphaël sera à nouveau partagé, et quand Céline aura récupéré son enfant qu'elle avait confié à un proche. Les client·es profiteront d'une bière au soleil sur la terrasse du bar de Pascal et Étienne regagnera son potager. La liberté sera retrouvée. Mais les plaies ne seront pas pour autant refermées. ■



Confiné ou non, Raphaël Broca travaille tous les jours dans les bâtiments qu'arpentaient son père et son grand-père autrefois.
© Raphaël Broca





Galop d'essai pour l'école de demain

Plus d'école ! Le confinement a poussé professeur·es, parents et élèves à réinventer leur rapport à l'enseignement et au numérique. Une bascule qui s'inscrira peut-être dans le futur de l'Éducation nationale.

■ Rahma Adjadj et Alix Fourcade

Seul devant le bureau de sa chambre d'ado, Jean, en Terminale littéraire à Bordeaux, se désole : « *J'aimerais retrouver ma classe pour poser directement mes questions au professeur. Je travaillerais mieux au lycée que chez moi...* » À la mi-mars 2020, le quotidien de ce futur bachelier a radicalement changé. Fini le lycée et les ami·es, place aux visioconférences de français, d'histoire et de maths, et aux discussions sur WhatsApp pour échanger sur les cours et les potins. Un nouveau rythme qui a mis ses capacités d'apprentissage à rude épreuve. « *Le bruit parasite des micros qui crépitent, les camarades qui vont et viennent au gré des mauvaises connexions, c'est très fatigant* », ajoute le jeune de 18 ans, à l'autre bout du combiné. D'autant plus que les 740 000 élèves qui préparaient le bac cette année ont dû attendre le 4 avril pour savoir que leurs épreuves étaient annulées au profit d'un contrôle continu.

Comme Jean, une dizaine de millions d'élèves du primaire et du secondaire ont dû faire l'école à la maison pendant le confinement. Possession d'un ordinateur, bonne connexion Internet et grande autonomie, ce nouvel enseignement creuse les inégalités et demande beaucoup d'efforts. « *Face à mon écran, je suis tenté de me divertir ou de me mettre dans mon lit* », avoue l'adolescent. À Paris, Noémie fait face aux mêmes enjeux. « *Les premiers jours, je trouvais ça drôle d'avoir des cours en ligne*, confie la lycéenne. *Mais déjà que c'est dur en cours, là c'est encore plus compliqué de se concentrer.* » Pour les plus jeunes, le défi est majeur. Il s'agit de trouver le bon équilibre entre leur énergie débordante et l'apprentissage. Pour Lucie, mère de Nino, cinq ans, la tâche est rude : « *Internet n'est pas évident pour lui, il reste concentré un quart d'heure ou vingt minutes sur l'écran* », témoigne-t-elle depuis Le Bugue (Dordogne). En chômage partiel, cette dernière a du temps



Au-delà de 20 minutes sur une même activité, un enfant entre quatre et six ans perd sa capacité de concentration.
© DR

à lui consacrer, mais elle le reconnaît : « *Cela doit être plus compliqué pour d'autres parents.* »

Capsules vidéo et sites de jeux

De l'autre côté de l'écran, des milliers d'enseignant·es s'échinent pourtant à capter l'attention de leurs élèves et à maintenir le contact. Entre vie de famille et sites Internet qui rament, les journées de Frédéric, professeur de CM1 à Paris, se sont rallongées. De 6 à 22 heures, il répond aux questions, enregistre des capsules vidéo pour expliquer une notion, cherche des applications pour créer des jeux interactifs. « *Je dois souvent réajuster la pédagogie et abandonner l'idée de faire autant qu'en classe* », confie-t-il.

Tout le personnel enseignant n'a pas la même aisance face au Web. Édouard, professeur de CM2 à Orléans, a été désigné « référent numérique » par sa direction pour accompagner ses collègues dans leur transition en temps de confinement. « *Cette période va à coup sûr faire monter en compétence les institutrices et*

3 QUESTIONS À...



Rémy Challe

directeur général d'EdTech France

Quelles solutions proposez-vous pour stimuler l'attention des élèves ?

Il n'y a pas de formule magique. Il faut que l'activité proposée leur plaise. Le numérique apporte un certain nombre de *stimuli* qui suscitent l'intérêt par l'attribution de récompenses, par exemple, comme dans les jeux vidéo. Certaines de nos activités ont recours à l'intelligence artificielle (IA). C'est le cas de l'application Lalilo, qui permet à chaque enfant d'apprendre la lecture à son rythme. Son algorithme s'adapte au parcours de chacun, en fonction des réponses données aux questions précédentes. En cours, ce type d'outil permet aux professeur·es de mieux s'adapter à la progression des jeunes.

L'école de demain sera-t-elle 100 % virtuelle ?

Il s'agit d'un fantasme, non réalisable et non souhaitable. En temps de crise, le numérique peut assurer le coup et maintenir le lien entre élèves et professeur·es. Si tant est que les personnes concernées ne soient pas en zone blanche et aient le matériel nécessaire, car cette crise met aussi le doigt sur la fracture numérique dans notre société. Le numérique vient donc en complément de la pédagogie. Non pour la remplacer, mais pour l'enrichir. On aura toujours besoin d'un humain pour apprendre.

instituteurs», sourit-il au bout du fil. D'autres enseignant·es rivalisent d'imagination pour accrocher les écolier·es en investissant des plateformes où les jeunes ont l'habitude d'aller pour jouer en ligne. Comme Discord, un réseau social de gamers utilisé par la professeure de SVT de Léon, en Terminale S à Angers, pour échanger avec sa classe. Sur leur fil de discussion commun, pas de commentaires sur les dernières versions de *Fortnite*, mais plutôt des échanges sur tel ou tel chapitre de leur manuel. La professeure envoie aussi des vidéos pour expliquer des notions plus compliquées. Encore faut-il être équipé pour avoir accès à toutes ces innovations. Les enseignant·es interrogé·es ont conscience des inégalités engendrées par l'école à la maison. «*J'ai de la chance, tous mes étudiants ont Internet*», indique Édouard. Selon l'Éducation nationale, 5 % des élèves ne peuvent pas travailler à distance, faute d'avoir un ordinateur à domicile.

Apprendre efficacement

«*Sur les écrans, l'attention est plus difficile à capter qu'en présentiel pour les enseignants. De nombreux indices comme le contact visuel, la*

voix ou les gestes dirigés vers nous sont réduits via ces technologies. D'où la difficulté à rester concentré», explique Nawal Abboub, enseignante en sciences cognitives à l'École normale supérieure de Paris. Toutefois, la chercheuse nuance: «*Si nous maîtrisons mieux les technologies, elles peuvent nous stimuler et nous faire apprendre efficacement.*» Nawal Abboub recommande les quiz où les participant·es bénéficient d'un retour direct sur leurs erreurs. «*Internet permet ce retour individualisé, utile à l'apprentissage.*»

La situation inédite que traverse la France amène les enseignant·es à dynamiser leurs cours et à faire preuve de créativité. Édouard et Frédéric soulignent d'ailleurs que ce confinement les aide à «*repenser*» leur métier et que les outils mis en place perdureront bien après la crise sanitaire. Confiant·es dans le numérique, ils n'en oublient pas l'humain.

«*L'interaction "en vrai" avec les élèves nous manque*», concèdent-ils. Mais, au fond, personne ne leur demande de choisir entre l'un et l'autre. Un pied dans la classe, une main sur le clavier: l'école jouera de plus en plus sur les deux tableaux. ■

Un virus bon pour la planète ?

Les premières conséquences de la pandémie semblent positives pour l'environnement. Mais sans modification durable de l'activité humaine, ces changements ne seront que temporaires.

Louisa Benchabane, François Beneytou, Juliette de Guyenro,

Philippine Kauffmann et Lio Viry

repères

12
MILLIONS
D'ÉLÈVES

ont fait « l'école à la maison » pendant le confinement.

Les enseignant·es ont perdu contact avec

5 À 8 %
DES
ÉLÈVES

d'après Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale.

53 %
des parents déplorent le manque de concentration des enfants.

68 %
des parents jugent le travail scolaire à distance de bonne qualité.

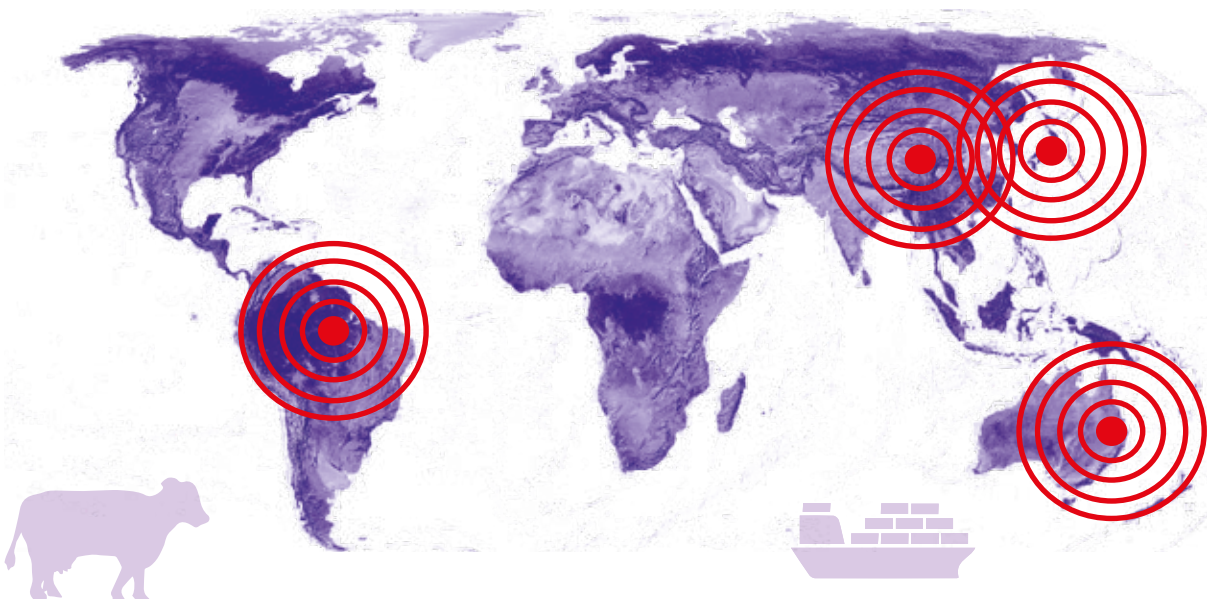
D'après une enquête Odoxa-CGI pour Franceinfo et France Bleu, réalisée par Internet entre le 25 et le 30 mars 2020 auprès d'un échantillon représentatif de la population de 3 004 Français·es âgé·es d'au moins 18 ans.

9
ENSEIGNANTES
SUR
10
reconnaissent les bénéfices du numérique et l'utilisent pour préparer leurs cours dans le premier degré, d'après le ministère de l'Éducation nationale.



Dans le quartier de Harold Hill à Londres, des cerfs ont été aperçus broutant les pelouses le 4 avril 2020 alors que les rues ont été vidées de leurs habitant·es depuis le début de l'épidémie.

© Ben Stansall / AFP



AMAZONIE

L'élevage intensif favorise la propagation des virus

Chauve-souris ou pangolin, le nouveau coronavirus provient vraisemblablement d'un animal sauvage. Mais les élevages intensifs ont aussi leur part de responsabilité. Comme l'explique Léopoldine Charbonneaux, directrice France de Compassion in World Farming, une ONG qui milite pour une agriculture durable, « la production d'aliments pour les animaux d'élevage pousse l'humain à s'accaparer des terres jusqu'ici préservées, dans des zones géographiques éloignées et peuplées d'espèces sauvages ». Le bouleversement de ces écosystèmes expose alors les êtres humains à des agents pathogènes.

En Amazonie, une étude datée de 2010 montre qu'en accentuant la déforestation de 4 %, le nombre de cas de malaria augmente de 50 % à cause des moustiques qui transmettent la maladie et se reproduisent dans les zones ouvertes par la déforestation. On soupçonne la grippe A (H1N1) d'être née dans un élevage intensif en avril 2009, avant qu'elle ne frappe le monde entier. Ces élevages, par le manque de diversité génétique des animaux, leurs faibles défenses immunitaires et la forte densité au sein des bâtiments, favorisent la propagation des zoonoses, ces maladies animales transmissibles à l'humain (*E.coli*, *Campylobacter*, *Salmonelles*...). Pour en prévenir l'apparition, Léopoldine Charbonneaux préconise « le retour à un élevage à taille humaine à travers des systèmes agricoles durables et respectueux de l'environnement ».

AUSTRALIE

Les bateaux à l'arrêt, une aubaine ?

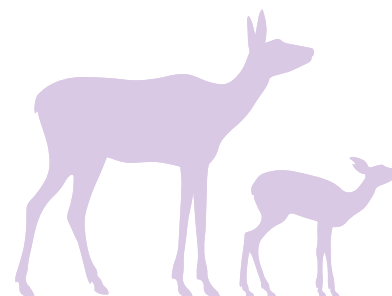
Le monde s'est habitué aux cris de détresse lancés par Tedros Adhanom Ghebreyesus, le directeur de l'Organisation mondiale de la santé. Mais un autre signal d'alarme a retenti. « Les plaques tournantes du transport maritime sont touchées », explique Kitack Lim, secrétaire général de l'Organisation maritime internationale. Une nouvelle qui pourrait ressembler à une aubaine pour l'environnement. En moyenne, 80 % à 90 % des biens qui sont transportés dans le monde transitent par bateau. Mais l'activité du secteur a été perturbée par les quarantaines imposées. Certains navires se sont même vu interdire l'accès à des ports fermés. À Melbourne, en Australie, des dockers ont refusé de décharger

un porte-conteneurs en provenance de Chine le 31 mars 2020, alors que sa dernière escale remontait à 12 jours. L'affaire pourrait donc être belle dans l'optique d'une baisse des émissions de gaz polluants. Les porte-conteneurs les moins nocifs produisent autant d'oxyde de soufre, polluant qui accélère la formation des particules fines, qu'un million de voitures, selon les calculs partagés entre autres par France Nature Environnement. Seule une réduction significative durable du trafic maritime serait susceptible d'avoir de réelles conséquences sur la quantité de gaz rejetés. Le fret maritime est par ailleurs loin d'être la principale source de pollution en provenance du transport, largement surpassé par le transport de passagers ou le fret en surface.

JAPON

Une chance pour les animaux ?

Au Japon, les cerfs sika vivent en liberté dans le parc de Nara, pas en dehors. Mais ils ont été vus dans les rues de la ville, peu après le début de la crise sanitaire. Il ne s'agissait pas d'une balade de santé,



ils étaient à la recherche de nourriture, habituellement fournie par les milliers de touristes visitant le parc. Et ce ne sont pas les seuls à vivre grâce aux vacancier-es. En Afrique, l'économie de nombreux pays, comme l'Afrique du Sud, est dépendante du tourisme. L'argent qu'il rapporte finance souvent les plans de protection et de conservation d'espèces menacées, comme les éléphants ou les rhinocéros, dans les réserves naturelles. Alors, à long terme, la paralysie du secteur touristique menacerait-elle la faune sauvage ? Rien n'est moins sûr. En Antarctique, l'afflux croissant de voyageurs et voyageuses depuis dix ans met en péril l'environnement fragile des manchots. En République démocratique du Congo, la proximité des touristes avec les grands singes favorise la transmission de maladies fatales à ces derniers. Le 29 mars 2020, le parc de Virunga a même fermé ses portes pour éviter toute transmission du nouveau coronavirus. Et au Botswana, des professionnels demandent l'extension de la saison de chasse, empêchée par les restrictions de voyage. La pandémie soulignerait-elle la nécessité de revoir les politiques de conservation des espèces plus que les retombées positives du tourisme ?

CHINE

Baisse des émissions de gaz polluants

Cent millions de tonnes d'émissions de dioxyde

d'azote (NO₂) en moins. C'est ce qu'aurait engendré l'épidémie de Covid-19 dans le monde. Les mesures prises par les autorités chinoises pour contenir le coronavirus ont entraîné une réduction de 15 % à 40 % de la production dans les principaux secteurs industriels. « La demande d'électricité et la production industrielle restent bien en deçà de leurs niveaux habituels », analyse Simon Evans du site spécialisé Carbon Brief, qui a étudié les émissions de gaz à effet de serre de l'empire du Milieu depuis le début de la crise sanitaire. Le pays – premier importateur mondial de pétrole et plus gros émetteur de NO₂ – tourne au ralenti. À partir du mois de mars, ses émissions ont baissé d'un quart. Sur la même période en 2019, la Chine avait rejeté environ 400 millions de tonnes de NO₂. Cette diminution peut-elle être durable ? Les émissions pourraient augmenter globalement sur l'année, si les autorités engageaient un plan massif de relance économique, comme en 2008, après la crise financière. Les émissions de NO₂ chinoises s'étaient effondrées jusqu'à ce que Pékin effectue un investissement massif pour « relancer les secteurs économiques les plus énergivores et les plus polluants », rappelle Lauri Myllyvirta du Centre de recherche sur l'énergie et la propreté de l'air. Ceux qui croient pouvoir saluer une pause bienvenue dans l'urgence climatique devraient réfréner leur optimisme. »

« Pour un impact positif, il faut que la diminution perdure »



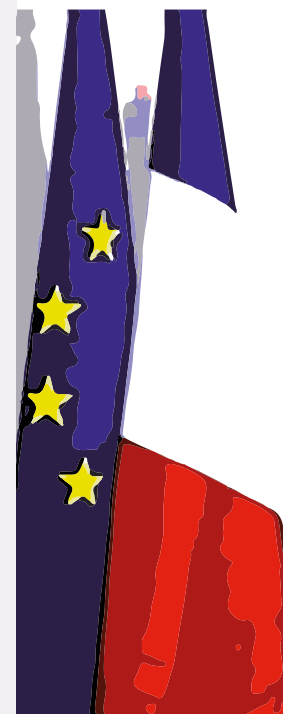
© Martin Dubourg

Martin Dubourg

Depuis fin 2019, l'ingénieur anime des ateliers de *La Fresque du Climat*, au cours desquels les participants apprennent à mieux comprendre les composantes du dérèglement climatique et son caractère systémique.

■ Propos recueillis par Juliette de Guyenro

« L'impact majeur de l'épidémie, c'est la prise de conscience qu'elle va engendrer. » Martin Dubourg est catégorique : « Trois mois, ce n'est rien. » Rien à l'échelle des gaz à effet de serre (GES) qui ont déjà été émis. « Avec la crise, on voit qu'il est possible de réduire à des niveaux acceptables nos émissions de GES, mais aussi qu'il faut modifier fortement nos modes de vie pour y arriver », nuance l'ingénieur. La diminution du taux de dioxyde de carbone (CO₂) estimée en Chine pourrait donc être de courte durée car « l'ensemble des politiques vont se concentrer sur la relance de l'emploi et de l'économie », explique-t-il. Au détriment de la transition écologique. L'argent qui aurait pu être investi dans la reconversion écologique sera redirigé vers les entreprises déjà en place, polluantes. « Nos impôts doivent-ils servir à faire redémarrer le secteur de l'aviation ou à réformer celui de l'industrie ? », interroge-t-il. En trois mois, difficile également de mesurer l'impact du transport maritime sur ces émissions. « S'il a un effet non négligeable sur le taux de CO₂, il est moindre que le transport routier, rappelle l'animateur. Pour qu'il y ait vraiment un impact positif, il faut que cette diminution dure dans le temps. » À long terme, il compte donc plus sur les comportements individuels que sur une épidémie miracle. « Ce sont les citoyens qui peuvent faire changer les politiques, espère Martin Dubourg. Et ce sont les Occidentaux qui pourront montrer la marche à suivre aux pays en développement. » Car ces derniers tendent à imiter les pays développés. « Prendre conscience que la déforestation est vectrice de maladies ne changera rien si les grandes puissances n'aident pas les pays en développement », insiste le spécialiste. Une coopération internationale doit donc émerger de la crise si les politiques veulent maintenir les bienfaits du confinement. Pour Martin Dubourg, il y a urgence. « Le réchauffement climatique aura des effets largement plus dévastateurs que ceux que nous connaissons aujourd'hui, alerte-t-il. Et cette fois, il n'y aura pas de retour à la normale. »



Jérôme Salomon, directeur général de la santé, annonce chaque jour le bilan quotidien de l'épidémie en France. Cette intervention est aussi relayée par les médias, notamment via les live numériques.

Retour en grâce

Avec l'arrivée du Covid-19, la population se tourne massivement vers les médias traditionnels, après des années de défiance vis-à-vis de l'information.

■ François Beneytou et Clément Bouynet



Brice Laemle, journaliste au Monde, peut gérer depuis chez lui le flux de millions de connexions sur le site, aussi sereinement que son chat.
© Brice Laemle



Seule Anne-Sophie Lapix ne porte pas de masque à la rédaction du 20 heures de France 2. Même la rédactrice en chef, Agnès Molinier, est obligée de s'y mettre.
© Agnès Molinier

La dernière fois que les écrans de télévisions avaient rassemblé autant de monde, les Bleus ajoutaient une deuxième étoile sur leur maillot. Les Français-es s'enlaçaient sans se soucier du moindre geste barrière. C'était le 15 juillet 2018, au soir de la finale de la Coupe du monde de football en Russie. Ces souvenirs enfiévrés paraissent bien lointains, mais le phénomène d'audience est comparable: chaque soir, pendant le confinement, près d'un tiers de la population française se réunit devant les différents journaux télévisés. «*On disait avant la crise que le 20 heures était mort. Le virus l'a peut-être ressuscité*», s'enthousiasme Agnès Molinier, rédactrice en chef du journal de France 2.

Ces chiffres historiques ne surprennent pas vraiment Marie-Julie Catoir-Brisson, chercheuse en sciences de l'information à l'Université Bordeaux-Montaigne. «*C'est le retour de la grand-messe de l'information qu'on regarde en famille. L'écran a remplacé le feu de cheminée, il symbolise le foyer.*» Une valeur refuge en réponse à un quotidien chamboulé.

Une plus grande interaction

«*Le pays s'est arrêté et les médias n'ont eu qu'une actualité à traiter, celle du Covid-19*», témoigne Jean-Pierre Dorian, rédacteur en chef du journal *Sud Ouest*. Face à une réalité aussi anxiogène, la population a préféré adapter ses usages. «*Les gens se sont imposé des règles. Ils ont limité leurs visites sur les réseaux sociaux et privilégié le retour à une information plus classique et plus fiable*», théorise Marie-Julie Catoir-Brisson (voir ci-contre).

Certains médias en ont d'ailleurs profité. Brice Laemle est *social media editor* au *Monde*. Chargé, entre autres, des réseaux sociaux, il explique n'avoir jamais vu un tel trafic sur le site du quotidien: «*Lors des deux semaines suivant la mise en place du confinement, le nombre de visiteurs s'est même situé au-dessus des chiffres records de la semaine post-attentats du 13 novembre.*» Le site du *Monde* a d'ailleurs été l'un des plus fréquentés avec celui de *France Info*. «*Le public confiné s'est rapidement fatigué de lire des informations, des contre-informations et des fake*

repères



36,7 millions

c'est le nombre de Français-es devant leur télévision le 13 avril 2020 pour l'allocution d'Emmanuel Macron annonçant la prolongation du confinement jusqu'au 11 mai.
«*Un record absolu pour une intervention télévisée*», selon Médiamétrie.

Ce record avait déjà été battu le 16 mars pour le discours du chef de l'État déclarant le début du confinement. Ils et elles étaient alors 35,3 millions devant leurs écrans.

news. Il s'est orienté vers des contenus où tout est censé être vérifié», analyse la chercheuse bordelaise Marie-Julie Catoir-Brisson.

La contribution du public à la construction de l'information a toutefois pris une importance inédite. Le *live* du *Monde* a reçu plus de 1,5 million de visites quotidiennes, la rédaction enregistrant plus de 12 000 questions d'internautes par jour. Constat partagé par *Sud Ouest*: «*Nous avons fait le pari de l'interaction avec les gens et ça a marché*», note Jean-Pierre Dorian.

22,36 millions

c'est le nombre de Français-es devant les journaux de 20 heures de TF1 et France 2, le 19/20 de France 3 et le 19:45 de M6 le 20 mars 2020, quatre jours après le début du confinement. Des chiffres similaires ont été constatés dans la dernière quinzaine de mars et la première d'avril. Deux mois plus tôt, le 20 janvier, ils n'étaient que 17,09 millions devant leur écran à regarder ces programmes. La dernière fois que ces chiffres avaient été atteints – hors allocution présidentielle, soirée électorale ou événement sportif majeur –, c'était pour les attentats de 2015. Le 14 novembre, au lendemain des attentats terroristes, 23,7 millions de Français-es avaient suivi un journal le soir sur l'une des quatre chaînes précitées. Ils et elles étaient 23,6 millions le 7 janvier, au soir de la tuerie de *Charlie Hebdo*.

Nos questions/réponses avec les lecteurs ainsi que nos podcasts thématiques nous ont permis d'enregistrer des résultats records sur le site.»

Renouer le lien de confiance

Le 15 janvier 2020 sortait le traditionnel baromètre de la confiance des Français-es dans les médias, réalisé par Kantar pour *La Croix*. Soixante-et-onze pour cent des sondés n'avaient pas le sentiment que les médias



Sud Ouest fournit chaque jour à Jeanine, 77 ans, son attestation de sortie.
© Clément Bouynet

rendaient « mieux et davantage compte » de leurs préoccupations. Le confinement a poussé les rédactions à se rapprocher de leurs publics et la donne est peut-être en train de changer. « Sur ce type de crise, nous n'avons aucun précédent. Le journaliste expert n'existait pas. La profession a donc dû se poser les mêmes questions que nos concitoyens, et faire preuve d'humilité », confesse Agnès Molinier. « Depuis une quinzaine d'années, on reproche aux journalistes d'être loin du peuple, d'être du côté du pouvoir. C'est peut-être le moment de renouer un lien de confiance avec le public », estime Marie-Julie Catoir Brisson. Quitte à mettre de côté certains totems dans les rédactions. Des téléspectateurs et téléspectatrices ont même pu poser leurs questions, complémentaires à celles des journalistes, directement aux membres du gouvernement. Une petite révolution dans la mécanique si huilée du journal de 20 heures.

Agnès Molinier s'en amuse : « Avant, il était inconcevable de diffuser un sujet avec une mauvaise image ou un mauvais son. Pendant le confinement, nous avons réalisé des interviews Skype avec des ministres mal éclairés et un son pourri. »

Une embellie devant un avenir sombre

Face au confinement, à la distanciation sociale et à l'injonction gouvernementale du recours au télétravail, les rédactions ont dû se réorganiser en un temps record pour assurer la conti-

nuité de l'information. *Sud Ouest* a fait le choix de l'impression d'une édition unique pour toutes ses zones de diffusion. Cette décision historique et contrainte n'a pas semblé gêner le lectorat. « Nous avons eu une pléiade de messages de soutien et de remerciements. Je n'avais jamais vu ça », constate Jean-Pierre Dorian. Le journaliste a par ailleurs pu se rendre compte par lui-même de l'importance de son journal dans le quotidien de ses lecteurs et lectrices. « Chaque jour, nous avons publié les attestations d'autorisation de sortie au cas où certains de nos abonnés ne puissent pas les imprimer. Le seul jour où nous n'avons pas pu le faire, la réaction des lecteurs ne s'est pas fait attendre. »

Ce regain de confiance et d'attachement au service rendu ne laisse pourtant pas présager un futur radieux pour les médias. Le coup économique a été rude, comme le déplore Jean-Pierre Dorian. « *Sud Ouest* est d'habitude tiré à 180 000 exemplaires. Sur la période de confinement, on en a vendu 20 000 de moins. Les causes sont claires : la fermeture d'environ 10 % de nos points habituels de distribution et les difficultés de livraison par voie postale. »

Confinées, les Françaises n'ont souvent que l'information, produite par des professionnelles, pour se relier à l'extérieur. « On est en train de rendre compte que certains corps de métier sont indispensables à la vie », estime Marie-Julie Catoir Brisson. Avant d'ajouter, comme un espoir : « *Le journalisme en fait partie.* » ■

De bons élèves ?

Pour la première fois, les géants du Web s'unissent contre la désinformation. Un front commun à la fois prometteur et salutaire.

■ Guillaume Ptak

Ce fut inédit : le 16 mars 2020, Google, Facebook, LinkedIn, Reddit, Microsoft, Twitter et YouTube annonçaient dans une rare déclaration commune leur intention d'unir leurs efforts à ceux des gouvernements pour lutter contre la propagation de fausses informations autour du SARS-CoV-2. Visualisations démontrant les effets bénéfiques du confinement, promotion de contenus issus d'expertes de la santé publique ou d'institutions gouvernementales ou encore mise en place de « chatbots » pour relayer des informations vérifiées, les géants de la Silicon Valley n'ont pas lésiné sur les moyens. Des initiatives d'une importance vitale, car l'épidémie de Covid-19 s'est accompagnée dès ses débuts d'un flot de désinformation. Ce phénomène, d'une ampleur sans précédent, a poussé l'Organisation mondiale de la Santé à inventer un nouveau terme : « l'infodémie ». Vidéo conspirationniste attribuant la responsabilité du nouveau coronavirus à l'Institut Pasteur ou aux Juifs, remède miracle à base de javel ou publications remettant en cause la nécessité du confinement, les fausses informations abondent

sur les réseaux sociaux. Or, avec une communauté active de 37 millions d'utilisateurs et d'utilisatrices mensuel-les en France fin 2019, Facebook est devenu une source d'information privilégiée pour bon nombre de Français-es. Et chez des populations confinées avec Internet pour seule fenêtre ouverte sur le monde, l'usage des réseaux sociaux a explosé : selon une étude de l'entreprise Kantar réalisée dans une trentaine de pays, l'engagement sur les différentes plateformes en France a augmenté de 32 % au cours du mois de mars.

Désinformation

Dans un tel contexte, la désinformation nuit considérablement aux efforts pour endiguer la propagation du virus. Pour la seule vidéo mettant en cause l'Institut Pasteur, le nombre de vues a ainsi dépassé le million en seulement quelques jours. La viralité de certaines fausses informations semble encore plus grande que celle du virus. « Les algorithmes de ces sites favorisent les engagements et les clics et les informations les plus sensationnelles deviennent naturellement les plus populaires », explique la docteure Emma Bloomfield, experte en rhétorique

et communication sur les questions scientifiques. « Les outils de fact-checking interviennent après coup, mais il est difficile d'estimer le nombre de personnes ayant été en contact avec la fausse information initiale. » Les initiatives des réseaux sociaux, bien que récentes, semblent cependant porter leurs fruits. Une note interne de Facebook publiée le 23 mars dans le *New York Times* révèle ainsi que les utilisateurs-rices intéressés par des articles sur le SARS-CoV-2 tendent à s'informer sur des sites à l'indice de fiabilité plus élevé comparé à des informations sur d'autres sujets. Couplé au retour en grâce des médias traditionnels (selon l'étude précédemment citée, 51 % des Français-es les considèrent ainsi comme une source fiable contre seulement 6 % pour les réseaux sociaux), le succès de ces initiatives laisse entrevoir la possibilité d'une solution durable contre la désinformation, si tant est qu'elles soient maintenues après la crise. En septembre 2019, Facebook déclarait son intention d'exempter les déclarations des politiques des outils de fact-checking, signe que les revirements en la matière sont possibles. ■

Guerre souterraine

Bonne surprise, Internet a tenu bon pendant la crise. De quoi mettre un peu de baume au cœur de tous les confinés-es. Mais derrière les écrans, une bataille fait rage.

■ Thibaut Ghironi

Sale temps pour les adeptes de 4K en ligne. En plein confinement, les géants du Web ont baissé leurs débits en Europe. Apple TV, Facebook, Instagram, Amazon Prime Video et Twitch ont agi de leur propre chef. Netflix et YouTube – filiale de Google – ont, eux, accepté de réduire la qualité de leurs vidéos suite à la requête de Thierry Breton, commissaire européen pour le marché intérieur et ancien dirigeant de France Télécom de 2002 à 2005. La nouvelle plateforme Disney + a même vu son lancement en France reporté « à la demande du gouvernement français » et de Stéphane Richard, PDG d'Orange, qui en avait émis le vœu dans les colonnes du quotidien *Le Figaro* le 20 mars 2020.

Au sein du gouvernement, des fournisseurs d'accès à Internet (Orange, SFR, Bouygues, Free) et de la presse généraliste, le même argument est revenu : il fallait soulager le réseau pour éviter la saturation d'Internet. Pourtant, « il a parfaitement tenu le coup parce qu'il est dimensionné très au-dessus de l'utilisation moyenne », assure Serge Abiteboul, directeur de

recherche en informatique à l'École normale supérieure de Paris, à l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (Inria) et membre du collège de l'Arcep – le gendarme des réseaux. Le trafic mondial a certes augmenté de plus de 50 % durant le confinement, mais cela s'est traduit par une hausse de 10 % du débit dans les points d'échange français. Largement supportable. Si les grands opérateurs sont montés au créneau, c'est avant tout pour défendre leur modèle économique.

Derrière la matrice, une dispute commerciale

Il y a 21 ans, le jeune *hacker* Neo découvrait la vérité sur le monde qui l'entoure en avalant une pilule rouge dans *Matrix*. Aujourd'hui, c'est la pandémie de Covid-19 qui a rendu visible la guerre des réseaux : « La crise sanitaire a été utilisée dans une partie de bras de fer qui remonte à plusieurs années », raconte Stéphane Bortzmeyer, architecte système et réseau à l'Association française pour le nommage Internet en coopération (Afnic). « C'est un affrontement entre les grosses plateformes de vidéo étasuniennes et les fournisseurs d'accès à Internet français qui aimeraient que les plateformes les paient pour pouvoir passer sur leur réseau. » Soyons rassurant-es. Dans cette affaire, aucune trace d'êtres humains réduits en esclavage par des machines comme dans le film culte des sœurs Wachowski. Plutôt une banale histoire d'argent. Les grands opérateurs veulent « protéger leur écosystème de box TV et les revenus associés », assure Nicolas Guillaume, dirigeant de l'opérateur Netalis et secrétaire général de l'Association des opérateurs télécoms alternatifs (AOTA). Thierry Breton et Cédric O, secrétaire d'État



chargé du Numérique, se sont fait les relais des fournisseurs d'accès à Internet. « Il y a eu une pression politique et un discours médiatique forts. Netflix et les autres ne voulaient pas apparaître comme les méchants », justifie Stéphane Bortzmeyer. Le secteur des télécommunications est évidemment primordial : « Le gouvernement, pour des raisons protectionnistes, est du côté des fournisseurs d'accès français. » Bien que moins visible par le passé, ce conflit existait déjà avant la pandémie et va se poursuivre. « Dans trois à cinq ans, le modèle aura radicalement changé. On cherchera à se connecter via un opérateur proposant un service basique d'accès Internet sur lequel on connectera une box de son choix (Amazon, Apple...) », estime le dirigeant de Netalis.

La neutralité du Net en danger ?

La question de la neutralité du Net s'est mécaniquement retrouvée au centre des débats. Ce principe garantit l'égalité de traitement de tous les flux de données sur le Web. Que vous préférerez regarder des vidéos complotistes rythmées

par la musique de *Requiem for a Dream* ou vous documenter sur l'histoire de l'art, peu importe. Depuis 2016, l'organe des régulateurs européens des communications électroniques (Orece) protège la neutralité du Net et, en France, l'Arcep veille à son application. « Pour éviter une congestion imminente du réseau, la loi autorise les fournisseurs d'accès à Internet à brider certains contenus de façon totalement exceptionnelle », explique Serge Abiteboul.

L'insistance des pouvoirs publics et des opérateurs à demander une baisse des débits des plateformes de vidéo à la demande n'a-t-elle pas menacé la neutralité du Net ? Pas pour le membre de l'Arcep : « Si Netflix accepte de baisser la qualité de ses images, c'est son choix. Si Orange décide de filtrer les contenus Netflix de façon arbitraire, là on serait dans une violation de la neutralité du réseau. » Aux États-Unis, ce principe fondateur a été aboli le 11 juin 2018 pour des raisons commerciales. Espérons qu'il parviendra à surmonter les crises à venir en Europe, sanitaires ou non. ■



Internet ne se confine jamais

Certains sites web ont été surchargés d'activité comme celui du Centre national d'enseignement à distance (CNED) ou celui du ministère de l'Intérieur, après la mise en ligne des attestations de déplacement dérogatoire. Dans ces cas-là, le problème est venu de la faiblesse des sites web eux-mêmes, pas du réseau global. Les tuyaux de l'Internet se portaient bien. L'augmentation du trafic a été moins importante que ce qui pouvait être craint : beaucoup de professions utilisaient déjà Internet au bureau. Que cet usage se déplace à la maison n'a rien changé.

Et même si la consommation de vidéos a augmenté, elle s'est mieux répartie dans le temps : les pics de connexion sont en temps normal entre 19 et 23 heures, ils sont dispatchés toute la journée en période de confinement. Dernier élément à prendre en compte, Internet croît

constamment et le volume de données consommé aussi (plus de 30 % par an). Voilà pourquoi les fournisseurs d'accès à Internet n'ont pas eu de difficulté à gérer une faible augmentation du trafic, comme le montrent ces statistiques publiques de France-IX, le principal point d'échange français.





Réinventer le travail

Crise sanitaire oblige, des millions de personnes ont vu leur activité professionnelle réorganisée. Certaines en ont souffert, d'autres se sont adaptées plus volontiers, mais toutes ont réfléchi à l'après.

■ Maëlle Benisty

Méto, boulot, dodo. Et on recommence. La sacro-sainte routine des sociétés post-industrielles a dû marquer un temps d'arrêt face à la pandémie de Covid-19. Ou plutôt, un temps de réajustement. Des travailleurs et travailleuses en première ligne ont été encouragés à «*assurer la continuité économique du pays*», d'après les mots de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie. Le premier jour du confinement, Véronique, contrôleur des impôts à Gérardmer (Vosges), a «*reçu une avalanche de mails*». «*Virus ou pas, j'ai 1 500 entreprises à gérer alors rien ne sert de se plaindre*», commente-

t-elle. Même refrain chez Thomas, pharmacien près de Lille. «*On a dû organiser des roulements pour assurer le service en continu. C'est dur, mais c'est la mission intrinsèque à notre métier*.» En 2017, 70 % des Européen·nes considéraient le travail comme un «*devoir*», selon l'enquête *European Values Study*. Alors, épidémie ou non, s'arrêter était impensable.

Une frontière brouillée

«*Ne pas voir leurs yeux briller me rappelle pourquoi j'ai choisi ce métier*», soupire Céline, profes-

« Notre vision du travail est construite sur une certaine métaphysique de la religion qui voudrait qu'on souffre pour mériter le paradis »

seure des écoles en CE1 dans le Maine-et-Loire. Elle a refusé de faire la classe virtuelle, «*trop frontale*». Chaque jour, l'institutrice a transmis les devoirs aux élèves et les a agrémentés de «*petits bonheurs quotidiens*». «*À l'école, on a une boîte à bonheur où les enfants mettent des mots ou des dessins. Même si c'était par mails, il fallait que je continue ce principe, pour eux*», explique-t-elle. La reconnaissance des familles est au rendez-vous, mais Céline a

très mal vécu «*le manque de la classe*». «*Les inconvénients du télétravail font ressortir les aspects positifs du travail habituel, comme celui d'être un lien social*», souligne Dominique Méda, professeure de sociologie à l'Université Paris Dauphine. Plus encore, «*cette crise est l'occasion de voir à quel point le travail structure nos vies, peut-être trop*», appuie-t-elle.

La population active vit au rythme des horaires de travail. «*En confinement, j'ai pu choisir mon organisation alors je travaillais tôt le matin et tard le soir. Je faisais largement mes heures, voire plus*», estime Rose, assistante de gestion en Nouvelle-Aquitaine. «*C'était plutôt agréable et je pouvais profiter de ma famille en parallèle*», ajoute-t-elle. «*Le télétravail peut libérer de certaines contraintes habituelles. Cependant, il faut être attentif à ses effets sur le long terme, car il brouille la frontière entre vie professionnelle et vie personnelle*», souligne Dominique Méda. Lorsqu'elle n'est pas devant son ordinateur, Rose cuisine ou aide ses enfants pour l'école à distance. «*Il y a une absence de frontières entre tâches domestiques et professionnelles. On sait que les femmes s'occupent plus de ce travail supplémentaire, mais la crise va peut-être rendre cela visible aux hommes confinés*», espère la chercheuse.

Travail ou bullshit jobs

L'expérience inédite du travail en confinement pousse à la réflexion. Pour Thomas Schauder, philosophe, «*la crise actuelle doit nous inviter à repenser nos temporalités. Par exemple, peu de personnes ont le temps de se mêler des affaires de la cité. Il y a là un enjeu démocratique à reconsidérer*», argumente-t-il. Comme un quart des Français·es, Rose est bénévole dans des associations, mais elle admet qu'avec «*40 heures par semaine et des enfants à la maison, c'est loin d'être facile*». «*L'idéologie du progrès basé sur la croissance nous enjoint à travailler toujours plus. Il faudrait revoir nos indicateurs de bien-être*», affirme Dominique Méda.

Pour autant, le travail «*n'est pas mauvais en soi. Il faudrait mieux distinguer les métiers dits inutiles des métiers indispensables à nos sociétés*», argue Thomas Schauder. La question des «*bullshit jobs*» est apparue sous la plume de l'anthropologue américain David Graeber.



© Philippe MATSAS/Leemage

Dominique Méda

Sociologue et philosophe, Dominique Méda est professeure de sociologie à l'Université Paris-Dauphine. Ses recherches portent sur le rapport au travail et les politiques sociales. Elle est titulaire de la chaire « Reconversion écologique, travail, emploi, politiques sociales » à la Fondation maison des sciences de l'Homme (FSMH). Son ouvrage, *Le travail, une valeur en voie de disparition*, paru pour la première fois en 1995, a été perçu comme un manifeste contre le travail et comme une prophétie annonçant le déclin de la valeur qu'on lui confère. Le débat qu'il a ouvert ne s'est jamais refermé.



© Agnès Werly

Thomas Schauder

Philosophe, écrivain et conférencier, il enseigne la philosophie à Troyes et travaille en parallèle à l'Institut Universitaire européen Rachy. Depuis octobre 2017, il tient la chronique « Phil' d'actu » sur le site Internet du *Monde Campus*, une semaine sur deux. Juste avant le confinement, il s'est intéressé à la question du temps libre et au rapport qu'on entretient avec lui. Il a publié *Le travail permanent* (Hebdo-Blog n° 175, 2019), *Menaces sur l'intime et construction de la subjectivité*, (avec Claude Schauder, in *Mutations ou métamorphoses des subjectivités à l'ère du numérique*, n° 98, 2018).

Plongée dans le grand bain

Leur formation n'était pas achevée mais les élèves policier·es ont été envoyés sur le front du Covid-19. Un premier pas brûlant dans ce métier vivement critiqué, qu'ils et elles ont pourtant choisi d'exercer.

■ Hippolyte Radisson



Elle patrouille dans les rues de Paris avec son arme de poing, une paire de menottes et sa « patience ». Carmen*, la vingtaine, n'a pas eu le temps de passer son habilitation pour l'usage de la matraque et du pistolet mitrailleur. Sa formation n'est pas achevée, mais la jeune élève gardienne de la paix a tout de même été réquisitionnée en mars 2020 sur le front du Covid-19, comme environ 3 000 autres apprentis·es. Le cursus de douze mois, accessible après le bac, a été interrompu pour le temps indéterminé de la crise. « Je suis un peu paniquée, mais j'essaie de le cacher », confiait-elle deux jours avant le début de ce stage pour le moins singu-

« En fait, c'est la question de l'utilité sociale. Certains métiers seraient inutiles dans le sens où leur seul but est de maintenir de l'emploi. Or, on travaille déjà beaucoup trop par rapport à la soutenabilité écologique de la production », pense le philosophe. Cécile est employée de banque près de Saint-Étienne. Un boulot « alimentaire », selon elle. À force d'y aller « la boule au ventre », elle a voulu tout arrêter. « Si on part, on ne revient jamais. J'ai pris sur moi et ai accepté un nouveau poste », avoue-t-elle. « Notre vision du travail est construite sur une certaine métaphysique de la religion qui voudrait qu'on souffre pour mériter le paradis. À partir de la révolution industrielle, toutes nos vies se sont organisées autour de cette activité », note Thomas Schauder.

Revenir à l'essentiel

Loin de leurs bureaux habituels, les confinés ont parfois eu des prises de conscience. « Je le savais déjà un peu, mais là j'ai vraiment réalisé que mon travail n'était pas essentiel », confie Rose. Pour Samy, journaliste indépendant, c'était tout le contraire. « Plus que jamais, j'avais besoin d'écrire, de sentir que je faisais mon métier. Si je restais sans rien faire je me sentais atrocement mal », raconte-t-il. « Nous avons lié l'identité d'un individu à son travail. S'il est privé d'un rôle productif, il perd toute valeur aux yeux de la société », se désole Thomas Schauder. Alors travailler, oui, mais à quelles fins ? « Le travail devrait servir au bien commun. Il faut revaloriser les métiers de service et leurs salaires. Écologiques, sanitaires, les prochaines crises imposent de tout repenser », argumente Dominique Méda. Par définition, le travail est une transformation de la nature pour satisfaire un besoin. Peut-être en a-t-on abusé. ■

lier. Avant de se rassurer: «*Un jour ou l'autre, on aurait de toute façon fait face à une circonstance particulière.*»

Il n'y a pas eu de préparation spécifique «*pour un tel événement*», explique un autre élève. Les futures membres de la police nationale sont tout de même «*formés à l'exercice de leur mission en toutes circonstances*», assure le Sicop, service de communication de la police nationale. Un constat nuancé par Denis Hurth, délégué national formation pour le syndicat Unsa Police: «*Même quand la formation est achevée, le policier n'arrive pas du jour au lendemain sur le terrain à 100 % de ses moyens.*» Contrôle des attestations, missions de police secours, bureau des plaintes... L'aide des élèves est pourtant la bienvenue à l'heure où, fin mars, près de 300 titulaires ont été contaminé-es et 10 000 placé-es en confinement par précaution. La mort a aussi frappé les rangs: début avril, un premier policier est décédé du Covid-19.

Des vocations nées en 2016

«*Ce n'est pas ce dont on rêve, de verbaliser les gens. Mais humainement, c'est intéressant. Et puis on n'est pas en confinement*», explique Flavy*. À tout juste 20 ans, elle a été mobilisée dans le Grand Est, une région sévèrement touchée par l'épidémie. Pas de quoi lui faire peur pour autant: «*Plus tard, on pourra dire qu'on était là*», s'enthousiasme-t-elle.

Avant de rejoindre son lieu d'affectation, Carmen avait fait une provision de masques et de gants. Des protections qui n'étaient disponibles qu'en stock restreint dans les commissariats. «*J'espère juste avoir un minimum pour pouvoir travailler dans de bonnes conditions*», lâche Amaury*, élève gardien de la paix de 34 ans. La crise sanitaire signe le baptême du feu d'une génération de futures policières marquée par les attentats qu'a connus la France en 2015 et 2016. Florent*, 18 ans, a trouvé sa vocation durant cette période. Le lycéen va passer les concours pour entrer en école de police, il se rappelle: «*Tout le pays a félicité les forces de l'ordre. Certains embrassaient les agents. Ça m'a touché.*»

À partir de novembre 2018, tout a changé. Les manifestations des Gilets jaunes se muaient

parfois en scènes de guérilla urbaine. Ces mois de contestation sociale ont été marqués par la multiplication de scènes de violences policières. Plus de trente manifestant-es mutilé-es, selon le décompte du journaliste indépendant David Dufresne. Trois mort-es à la suite d'opérations de police. Ce qui n'a pas laissé l'opinion publique insensible. En janvier dernier, les Français-es n'étaient que 43 % à exprimer leur confiance envers les forces de l'ordre, selon un sondage Ifop pour *L'Express*, le niveau le plus bas depuis la première vague de l'enquête, il y a 20 ans.

«Je n'arrive pas à comprendre ceux qui nous haïssent»

«*Oui, il y a eu des violences du côté de la police, reconnaît Marion*, élève policière de 25 ans. Mais la plupart du temps, c'est un mec qui pète un câble ou qui est naturellement violent. Il y a des cons, comme dans chaque métier.*» «*Je n'arrive pas à comprendre ceux qui nous haïssent*», souffle quant à elle Flavy. «*Ça m'énerve. Derrière ces vidéos qui dénoncent de prétendues violences policières, moi je vois ce qu'on nous apprend à l'école.*» Quelle formation face à ces situations de tension? L'épreuve de gestion du stress a été supprimée du concours des élèves gardien-nes de la paix en 2019, «*afin de le simplifier*», note Denis Hurth. «*Cela fait désormais partie intégrante de la scolarité*», explique Emmanuel Pasquier, délégué national formation au syndicat Unité SGP Police. Carmen, entrée en école en 2019, indique pourtant ne pas «*réellement avoir ce type d'exercice*».

L'envie d'un second souffle

S'ils et elles ne semblent pas se faire d'illusions sur la popularité de la police dans l'après Covid, certain-es comptent dynamiser l'institution. «*Tout est vieillot: l'uniforme, le matériel, la formulation des phrases, les logiciens... Quand tu as l'impression d'avoir en face de toi des gens qui ne sont pas à la page, comment veux-tu que le respect s'impose facilement?*», feint de demander Marion, avant de noter tout de même une «*ouverture progressive*» de la maison police: «*Le recrutement laisse place à davantage de mixité, l'homo-*

sexualité n'est plus perçue comme un tabou.»

Le nombre d'incorporations en école de police a plus que doublé depuis 2010. Pourtant, les crédits alloués à la formation restent au même niveau depuis cinq ans. Fin novembre 2019, un rapport de la commission des lois du Sénat s'inquiétait de la baisse de la sélectivité à l'entrée du concours, craignant une diminution «*trop importante [de] la qualité de recrutement*». En juin 2020, le cursus va changer. «*Rien à voir avec le contexte actuel*», tient à préciser Emmanuel Pasquier. L'apprentissage à l'école passera de 12 à 8 mois, suivi de 16 mois de stage. «*On a besoin de davantage de policiers. Moins d'école, c'est plus d'hommes sur le terrain*», explique le syndicaliste Denis Hurth, qui reste «*circonspect*» sur cette diminution de la formation initiale. Contactée à ce sujet, la communication de la police nationale a indiqué «*ne pas pouvoir répondre*» à ce sujet «*pas du tout prioritaire*» à l'heure de la crise sanitaire. Un événement qui reflète l'importance de la formation des élèves de la police nationale, envoyé-es en première ligne en temps de pandémie. ■

*Les élèves de la police étant soumis-es, comme leurs ainé-es, au devoir de réserve et à la discrétion professionnelle, les prénoms ont été modifiés.



Face au manque de protections, des syndicats ont menacé d'exercer leur droit de retrait au début de la crise. Fin mars, ils ont obtenu l'autorisation de l'usage du masque «*lorsque les circonstances l'exigent*». Mais les stocks restent limités.

© DR

repères

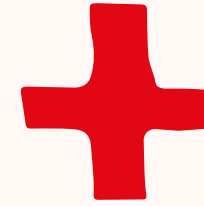
100 000
POLICIER·ES
ET GENDARMES
MOBILISÉ·ES POUR
FAIRE RESPECTER
LE CONFINEMENT.

3 700
ÉLÈVES GENDARMES
ÉGALEMENT
RÉQUISITIONNÉ·ES.

COLÈRE



DOSSIER



À BOUT DE SOUFFLE

Il y a un an déjà, grèves et contestation démarraient dans l'hôpital public pour réclamer plus de moyens. Peu après, ce sont les universités et les laboratoires de recherche publics qui appelaient à la mobilisation. Un virus et un confinement plus tard, une nouvelle fronde s'organise.



© Juliette de Guyenro



© Hippolyte Radisson



© Hippolyte Radisson



© Romain Bouvet

« Une fois la clé tournée, j'étouffe. »

Besoin de prendre l'air...
« Atmosphère!
Atmosphère!
Est-ce que j'ai une gueule d'atmosphère? » »





La recherche publique en détresse

Au pic de la crise, tous les espoirs se tournent vers la science. On veut qu'elle trouve vite, un remède, un vaccin. De quoi raviver la colère d'un monde en souffrance depuis des années.

■ Maëlle Benisty

Avec des « si », on peut refaire le monde. Il y a un « si » auquel tient particulièrement Karine Alvarez, chimiste et chargée de recherche au CNRS: « Si l'on avait eu plus de moyens dès 2002, on n'en serait pas là aujourd'hui. » Avec son équipe du laboratoire Architecture et fonction des macromolécules biologiques, à Marseille, Karine Alvarez travaille sur les coronavirus depuis plus de dix ans. « On fait de la recherche fondamentale pour tenter de caractériser ces virus et développer des antiviraux. Cela nécessite du temps et surtout de l'argent », explique la chercheuse. Désormais, la planète a le regard tourné vers la science et attend un remède au Covid-19. Karine Alvarez ne veut pas refaire le monde, mais elle espère, *a minima*, que le gouvernement « prendra conscience de la triste santé de la



Un doctorant en chimie manifeste contre le manque de postes et de moyens dans la recherche, le 6 février 2020, à Paris.

© Maëlle Benisty

néolibérale nous broie à coups de réformes successives», dénonce Pascale Dubus, enseignante-chercheuse en Histoire de l'art à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Une nouvelle loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) était attendue pour le printemps 2020. Un virus et un confinement plus tard, la colère est intacte. Le Snesup-FSU, syndicat national de l'enseignement supérieur exige « *trois milliards d'euros par an sur dix ans et des titularisations massives* ». Des manifestations numériques s'organisent sur les réseaux sociaux et les grèves post-confinement se préparent.

Un horizon précaire

L'asphyxie du secteur a été progressive. En 2007, la Loi relative aux libertés et responsabilités des universités, dite LRU, a octroyé aux facultés une autonomie budgétaire aux effets pervers. « *Les universités ont récupéré le paiement des salaires, mais le budget qui leur est attribué n'a pas inclus les augmentations liées à l'ancienneté ou au grade des personnels* », explique Christophe Voillot, co-secrétaire général du Snesup-FSU. Les postes de titulaires ont fini par être gelés au profit de contrats précaires: « *70 % des enseignements en licence à Paris 1 sont dispensés par des vacataires* », confie Pascale Dubus. En 2018, le ministère comptait plus de 100 000 vacataires dans les facultés. « *Cela n'étonne plus personne de voir des recrutements sous le statut d'auto-entrepreneur, c'est grave* », alerte Christelle Rabier, maîtresse de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). En plus de leur travail de recherche, les précaires de l'ESR accumulent

recherche publique et en tirera des leçons ». Emmanuel Macron a déjà promis un « effort inédit » de cinq milliards d'euros, sur dix ans, dédiés à la recherche. Pas de quoi calmer les inquiétudes du secteur. La pandémie n'est qu'une loupe grossissante de plus sur le mal-être des chercheurs et chercheuses. Depuis décembre 2019, le personnel de l'Enseignement supérieur et de la recherche (ESR) se mobilise à coups de grèves, de motions et d'actions symboliques pour dénoncer une précarité croissante. Le 5 mars 2020 aurait dû marquer « l'arrêt de la recherche », à l'appel du collectif Facs et Labos en lutte. « *La machine*

Recherche fondamentale et recherche appliquée, quelles différences ?

La recherche fondamentale consiste en des travaux expérimentaux ou théoriques entrepris principalement en vue d'acquies de nouvelles connaissances sur les fondements des phénomènes et des faits observables, sans envisager une application ou une utilisation particulière à court terme. Elle n'a donc, *a priori*, aucune visée économique. Elle est principalement réalisée par des laboratoires ou chercheurs et chercheuses indépendant-es. La recherche appliquée vise, en plus d'acquies de nouvelles connaissances, à répondre à un besoin d'une application ou d'une amélioration de l'existant. Elle est plus souvent encadrée par des entreprises ou des partenariats public-privé. La distinction entre ces deux types de recherche est difficile, puisque certains projets se trouvent à la frontière.



©MFB

Karine Alvarez

est chimiste et chargée de recherche dans le laboratoire « Architecture et fonction des molécules microbiologiques », à Marseille. Elle est entrée au CNRS en 2001 et depuis, ses recherches ont pour objectif le développement de molécules anti-virales contre les virus pathogènes humains (type VIH, hépatite B, virus de la dengue, etc).



©EHESS

Christelle Rabier

est maîtresse de conférence à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) depuis 2013. Responsable de la chaire « Histoire de la médicalisation européenne, XIV^e-XIX^e siècle » depuis 2015, elle s'intéresse à l'histoire des sciences sociales.

des heures de cours « payées en dessous du SMIC et parfois des mois après la fin du contrat », révèle Clément*, doctorant en histoire. Le manque de personnel administratif ne les épargne pas davantage. « On me demandait de faire des surveillances d'examens non payées, de rentrer des notes ou encore de préparer des colloques bénévolement », confie Thomas*, docteur en droit. « La LRU nous a contraints à tout accepter pour espérer la titularisation », se désole Gilles Martinet, doctorant en géographie. Encore en projet, la future loi LPPR annoncée en février 2019 devrait « aller dans le même sens », selon lui. Le jeune chercheur craint un « allongement de la période de précarité » du fait des nouveaux contrats à durée indéterminée « sur projet » ou encore des nouvelles « chaires d'excellence juniors » envisagées par la loi.

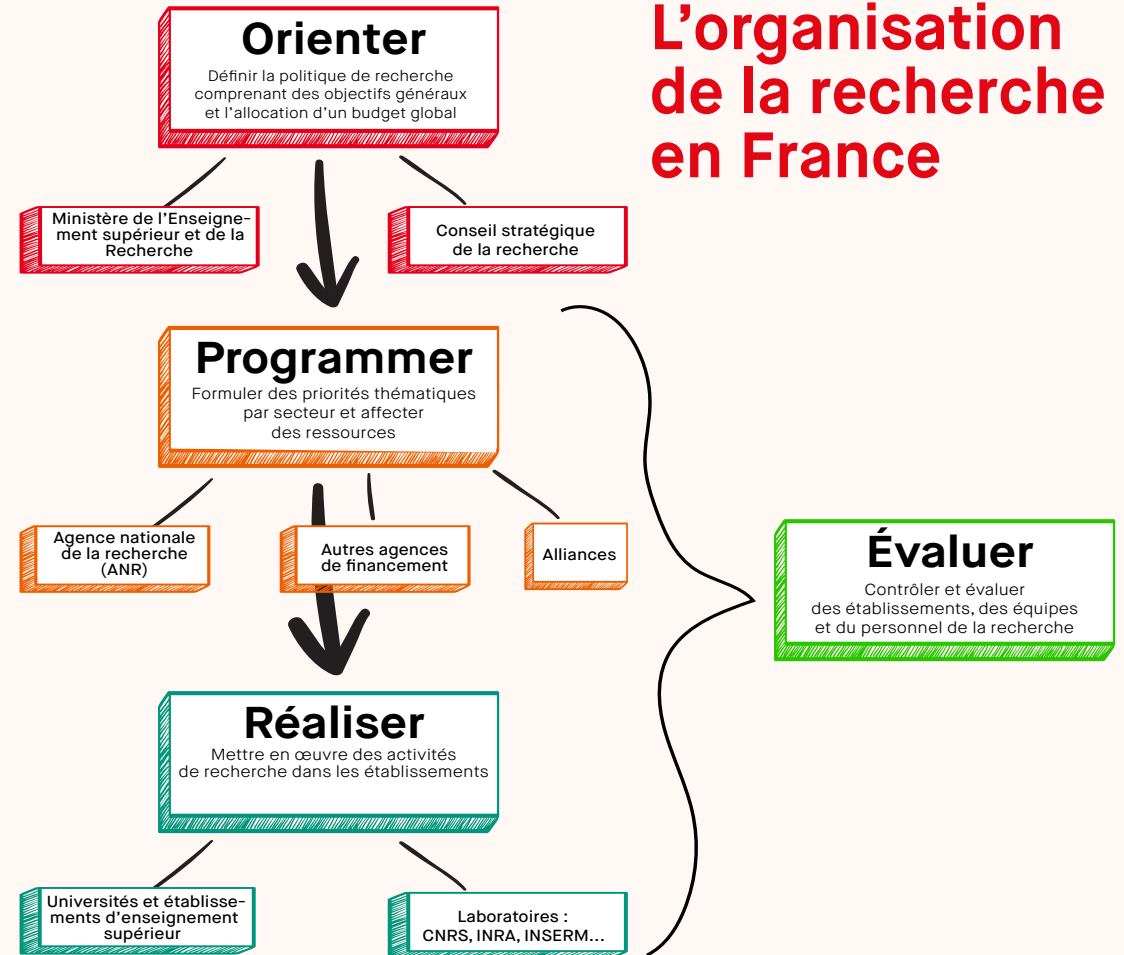
Service public avant tout

La recherche a un prix, l'excellence aussi. « Le gouvernement estime qu'il y a une bonne et une mauvaise recherche et impose une évaluation à outrance », décrit Christelle Rabier. L'Agence nationale de la recherche (ANR) propose des financements par le biais d'appels à projets et jauge ainsi le secteur. « En réalité, on passe plus de temps à trouver de l'argent qu'à faire notre travail de chercheur », lâche Karine Alvarez. La chimiste et son équipe ont passé trois semaines à préparer un dossier de 11 pages pour répondre à un appel urgent sur le Covid-19. Le financement, s'il est autorisé, n'arrivera pas avant septembre selon la chercheuse. Absence de souplesse, priorisation de certaines thématiques et concurrence acerbe entre projets, l'ANR est décriée par une majorité des membres du personnel scientifique. « C'est une machine bureaucratique. Si l'on ne change pas cette organisation, la recherche publique va sombrer », s'inquiète Christelle Rabier. Pour Karine Alvarez, la France devrait s'inspirer davantage de l'Union européenne et « inclure les chercheurs, en amont, dans l'élaboration des appels à projets ». Les difficultés économiques pour les chercheurs et chercheuses arrivent dès la thèse et conduisent parfois à la désillusion. Le nombre de doctorant·es a baissé de 9,5 % en dix ans et de 24 % dans le seul domaine des sciences humaines. Pierre*, thésard en physique, a failli abandonner, « dégoûté par une injonction productiviste à publier plus de résultats et plus vite ». Il s'est finalement rapproché de Sciences citoyennes, une association qui milite pour la réappropriation citoyenne et démocratique de la recherche. « Notre travail doit servir au bien commun et à la transition écologique de nos sociétés. Il faut que les sciences participatives et la vulgarisation soient des priorités désormais », explique Jérôme Santolini, cher-

cheur en biologie et administrateur de l'association. « Cette crise du coronavirus nous rappelle que les politiques néolibérales ont cassé les services publics que sont la recherche et l'hôpital dans une visée purement économique. Plus que jamais, on doit leur redonner du sens », abonde-t-il. Le milieu dans son ensemble est convié, le 20 septembre 2020, à des Assises de la Refondation, par le collectif RogueESR. Un seul mot d'ordre : « Tout repenser. » ■

* Les prénoms ont été modifiés.

L'organisation de la recherche en France



Colère transfrontalière

En Espagne, comme en France, l'hôpital public a encaissé les coups. Argent, personnel, matériel... tout manque. Aujourd'hui, les conséquences désastreuses des mesures néolibérales prises en 2008 par Madrid éclatent au grand jour.

■ Marti Blanco

« Les sutures ont éclaté, mais elles auraient mieux résisté si on ne nous avait pas fait maigrir jusqu'à l'os », assure Carlos Castaño, médecin et président de l'Association des médecins spécialistes de Madrid (AFEM). La capitale et sa région, foyer principal de la pandémie en Espagne, ont été le laboratoire de la politique néolibérale du conservateur Partido Popular (PP). En Espagne, la santé relève de la compétence de chaque communauté autonome*. Et la droite, aux commandes de celle de Madrid depuis 1995, en a profité pour privatiser le système sanitaire d'une des régions les plus riches du pays. La région de Madrid a grossi de 600 000 habitant·es entre 2007 et 2019, mais le budget alloué à la santé n'a pas suivi. La communauté autonome, qui génère 19 % du PIB national, est aussi celle qui dépense le moins en matière de santé : 3 400 € par personne, 1 000 € en deçà de la moyenne nationale. Résultat d'une dizaine d'années d'austérité et de privatisations menées avec zèle depuis 2008 par l'équipe d'Esperanza Aguirre, comtesse de Bornos et présidente de la région entre 2003 et 2012.

D'une part, la baronne du PP madrilène a réduit le budget alloué à la santé publique, de l'autre elle a multiplié les partenariats public-privé, en concédant la gestion d'hôpitaux à des entreprises. « La création de ce modèle a entraîné une réduction annuelle du budget destiné aux hôpitaux publics en faveur

de ces nouveaux établissements privatisés », précise Carlos Castaño. Depuis 2007, la part des contrats de concession dans les dépenses de santé a presque doublé, pour atteindre 915 millions d'euros en 2017.

« La précarité est un marqueur de notre profession »

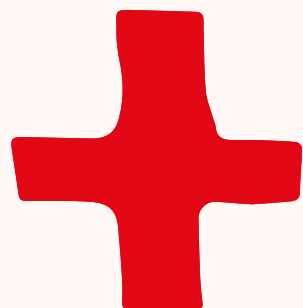
Pendant plus de dix ans, la politique de rigueur économique requise par la Troïka européenne** a accompagné des mesures néolibérales de la droite au pouvoir. La première, munie de ciseaux, a taillé dans le personnel hospitalier : fortes réductions de salaire, non-remplacement des départs à la retraite et baisse drastique des investissements. La seconde s'est jetée sur les restes pour les distribuer au secteur privé. Désormais, la capitale compte 33 hôpitaux publics, dont cinq gérés par une entreprise, face à 50 privés.

Médecins et autres personnels sanitaires s'accordent à dire qu'ils et elles ont payé les conséquences de l'austérité, aggravées par les mesures thatchériennes du Partido Popular. « 40 % d'emploi intérimaire, entre 25 et 30 % de baisse du salaire selon les régions, des services décimés... La précarité est un marqueur de notre profession », se lamente Daniel Ezquerro,



En septembre 2013, la « marée blanche » des soignant·es envahissait les rues madrilènes pour contester la privatisation de la gestion d'hôpitaux publics.

© Barcex





Le personnel sanitaire de Madrid pourrait bien redescendre dans les rues une fois la crise du nouveau coronavirus terminée, comme lors de cette manifestation dans la capitale, en décembre 2012.

© Javier Soriano / AFP

médecin et secrétaire général de l'Association des médecins de Madrid (AMYTS). Son confrère, Carlos Castaño, attribue « la situation actuelle à la politique néolibérale d'Esperanza Aguirre. C'est elle qui a conçu ce plan [ndlr : de privatisation]. »

La plupart considèrent que le système sanitaire ne s'est pas effondré grâce à leurs efforts, malgré la fatigue et la précarité. « Les professionnels de la santé ont fait un énorme sacrifice pour contrer le choc de la crise afin qu'il ne se répercute pas sur les patients », rappelle Rosa Urbanos, économiste de la santé. Mais les hôpitaux étaient déjà au maximum de leurs capacités « et lorsqu'on fonctionne à 100 %, un petit incident peut casser la machine. Le Covid-19 n'a pas été qu'un incident et la machine a volé en éclats », illustre Carlos Castaño.

Mille euros par mois pour 64 heures par semaine

La précarité du métier, les salaires amaigris par la crise et la rareté des places de titulaires ont poussé les jeunes à émigrer, principalement vers l'Union européenne ou les États-Unis. Plus de 10 000 médecins ont dû abandonner la péninsule au plus fort de la crise, entre 2010 et 2014, selon l'Ordre des médecins d'Espagne. Cinq ans plus tard, l'hôpital public reste toujours aussi démuné et les jeunes continuent de partir. En 2019, 4100 praticien·nes quittent le pays pour rejoindre, en grande majorité, l'Angleterre ou la France.

Melisa***, 27 ans, y pense. Elle est interne depuis plus d'un an à l'hôpital 12 de Octubre, dans le sud de Madrid, près du fleuve Manzanares. Pour 1000 euros par mois, elle travaille jusqu'à soixante-quatre heures par semaine. Aucune place ne l'attend à la sortie de ses quatre années d'internat. « Quand j'aurai fini, j'enverrai des CV pour exercer en tant qu'intérimaire, comme la plupart des médecins. Dans mon service, il y a 12 médecins. Seuls trois ou quatre sont titulaires. »

La « marée blanche » monte

La forte mobilisation du personnel sanitaire en plein mouvement des Indignés n'a pas pu freiner cette émigration massive. En 2012, les blouses blanches battaient déjà le bitume des rues de Madrid pour défendre le système de santé publique face aux mesures d'austérité annoncées par le gouvernement. La *Marea Blanca* (marée blanche) madrilène inondait alors les artères de la capitale pour freiner la privatisation de six nouveaux hôpitaux. Avec les années, le mouvement a d'abord perdu de son ampleur, avant de revenir en traversant les Pyrénées. Les revendications du personnel sanitaire espagnol se retrouvaient sur les pancartes des grévistes de l'hôpital public français, en novembre 2019 : « Soignants épuisés, patients en danger », « SOS hôpital public en danger », « Je fais pas d'argent, je soigne les gens »...

En Espagne comme en France, les services d'urgences fonctionnaient en flux tendu bien avant que le nouveau coronavirus termine de les saturer. Mais la crise aura permis à Emmanuel Macron de changer de discours. Il est passé de l'absence d'« argent magique » à considérer les services de santé comme « des biens précieux qui doivent être placés en dehors des lois du marché ».

Sur la péninsule ibérique, les heures de lutte acharnée du personnel sanitaire face à l'épidémie de Covid-19 n'ont pas effacé l'indignation préexistante. « Il va falloir qu'on se mobilise. L'hôpital public ne peut pas fonctionner sur notre dos », assène Melisa, persuadée que la *Marea Blanca* va ressurgir. De l'interne au représentant syndical, les travailleurs et travailleuses des hôpitaux veulent demander des comptes « une fois que tout sera terminé ». Et sur leurs groupes WhatsApp, l'idée de faire grève commence à prendre forme. ■

* L'Espagne est formée par 17 Communautés autonomes, équivalentes des régions françaises, mais avec bien plus de compétences, notamment l'éducation, la culture ou encore la santé.

** La *troïka* européenne désigne le trio formé par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international.

*** Le prénom a été modifié.

« *La machine a volé en éclats* »

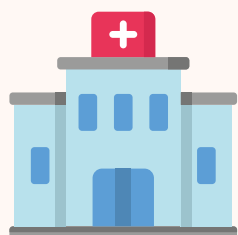


EN FRANCE, LES MAUX DU SYSTÈME DE SANTÉ

Depuis le début de la crise sanitaire, le personnel médical alerte les pouvoirs publics sur les conditions de travail des soignant·es : pas assez de masques, trop peu de gel hydroalcoolique et un manque de lits pour accueillir les malades.

Le nombre d'établissements de santé et de lits n'a cessé de diminuer depuis 2013.

■ Romain Bouvet



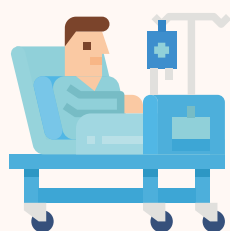
MOINS D'ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES

	2013	2017	évolution
Secteur public	1 458	1 364	-6,45 %
Secteur privé à but non lucratif	712	680	-4,49 %
Secteur privé à but lucratif	1 022	1 002	-1,96 %
TOTAL	3 192	3 046	- 4,57 %

Entre 2013 et 2017, le nombre d'établissements de santé* a baissé de 4,57 %, touchant en particulier le secteur public, qui a perdu 94 établissements sur la même période (-6,45%).

* Établissements sanitaires en France métropolitaine et dans les DROM.

Source : Panoramas de la Drees Santé « Les établissements de santé » : édition 2019.



MOINS DE LITS D'HÔPITAUX

	2013	2018	évolution
France	420 455	402 646	- 4,24 %
Nouvelle Aquitaine*	39 180	37 183	- 5,10 %

*Les chiffres de 2013 combinent les données des anciennes régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes, qui forment l'actuelle région Nouvelle-Aquitaine.

Si la France est dans la moyenne haute de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) en nombre de lits pour 1000 habitant·es, le chiffre est en baisse : en 2000, on comptait 8 lits d'hôpitaux pour 1000 habitant·es, contre 6 en 2017. C'est mieux que le Royaume-Uni (2,5 lits pour 1000 habitants en 2017) et l'Italie (3,2), mais moins bien que la Lituanie (6,6), l'Autriche (7,4) ou encore l'Allemagne (8).

Sources :

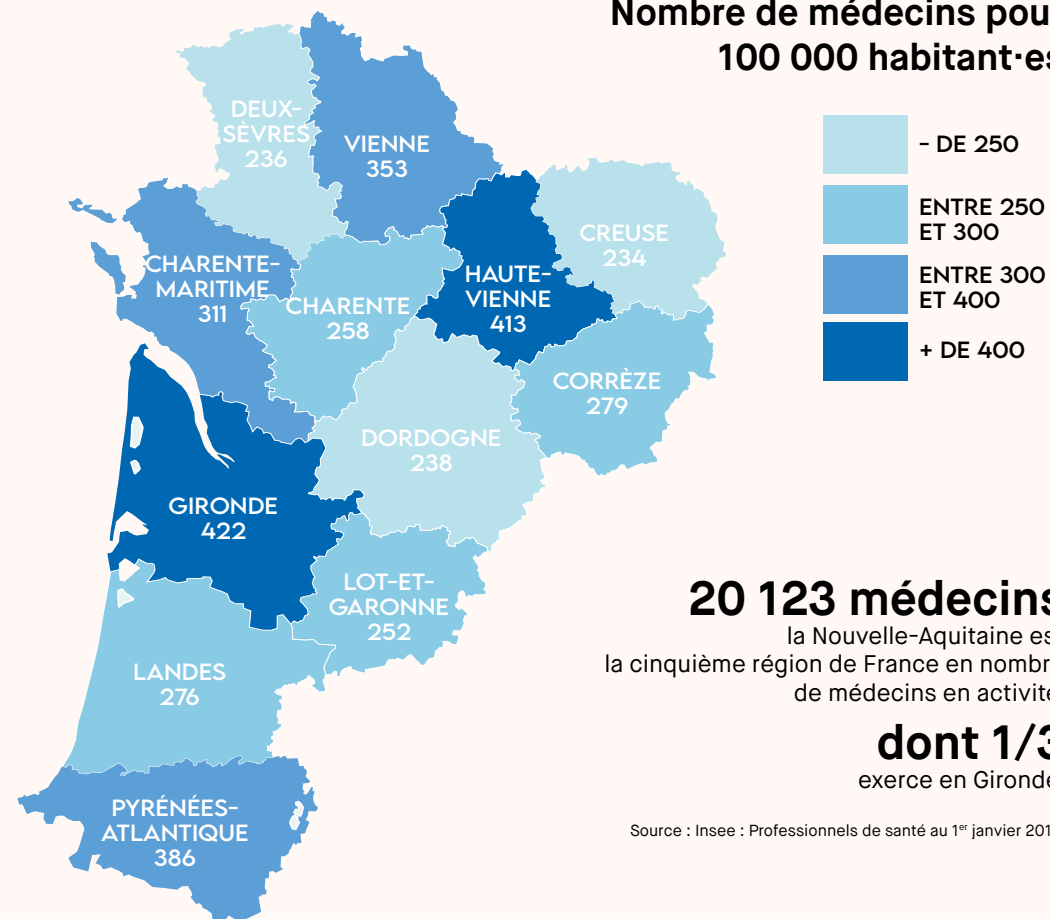
OCDE, comparaison entre les pays en nombre de lits pour 1000 habitants. Enquêtes 2013 et 2018 de la SAE, site Internet SAE Diffusion (Drees).

DISPARITÉS MÉDICALES EN NOUVELLE-AQUITAINE

La région figure parmi les plus attractives de France. Mais derrière des chiffres plutôt bons à première vue se cachent de fortes inégalités : les médecins se concentrent principalement autour des aires urbaines, au détriment des territoires ruraux.

■ Romain Bouvet, Clément Bouynet, Alix Fourcade et Lio Viry

Nombre de médecins pour 100 000 habitant·es



20 123 médecins
la Nouvelle-Aquitaine est la cinquième région de France en nombre de médecins en activité,

dont 1/3
exerce en Gironde.

Source : Insee : Professionnels de santé au 1^{er} janvier 2018.

PAS DE RÉPIT POUR LA CONTESTATION

Confiné·es, oui, mais pas résigné·es!
Si les rues se sont vidées, elles promettent
de se remplir à nouveau et plus fortement après la crise.
Tour du monde de quelques luttes en cours.



Des manifestant·es rassemblé·es à Hong Kong devant le Conseil législatif, 29 septembre 2014.
© Studio Incendio / Flickr



France / Gilets jaunes / Jérôme Rodrigues

« Le coronavirus a mis en lumière ce qu'on dénonce depuis un an et demi »

■ Hippolyte Radisson

« Ils sont mignons, tous, à applaudir à 20 heures à leur fenêtre. Mais ils étaient où quand les blouses blanches manifestaient ? Le Français a la mémoire courte. » Au réveil de sa grasse matinée, Jérôme Rodrigues est visiblement irrité. Le Gilet jaune, éborgné après avoir été touché par un tir de LBD ou un galet de grenade de désencerclement lors d'une manifestation à Paris en janvier 2019, continue de réaliser sur Facebook les vidéos en direct qui l'ont fait connaître. « On peut faire du bruit de chez nous ! », explique-t-il. Et les tuniques jaunes le savent puisque l'acte 71 a quand même eu lieu, aux fenêtres et non pas dans la rue. Il était impensable pour les manifestant·es de laisser le nouveau coronavirus briser la série commencée en novembre 2018. L'ex-commerçant de 41 ans voit dans cette trêve l'occasion de faire perdurer l'« émulation », car la colère, elle, ne connaît pas de pause. « Je suis tout le temps au téléphone. Le Gilet jaune est déjà bavard à la base. Alors quand il a le temps, c'est pire », ironise-t-il. De ces palabres, le fils d'un père portugais et d'une mère française tire un constat : « La crise sanitaire a mis en lumière ce qu'on dénonce depuis un an et demi. Les Gilets jaunes sont des éveilleurs de conscience. »



Fin 2018, la hausse des prix du carburant avait mis le feu aux poudres, entraînant des dizaines de milliers de personnes à protester pour plus de pouvoir d'achat et de participation à la démocratie. © Hippolyte Radisson

Barbe grisonnante bien fournie et casquette vissée sur la tête, le quadragénaire a lancé un appel pour recueillir des témoignages sur « la gestion chaotique de la crise sanitaire par le gouvernement ». Le but ? « Pour suivre l'État en responsabilité. »

« Réfléchir à une autre société »

Son débit s'accélère, le ton est indigné : « Macron était au courant du manque de lits à l'hôpital. Gouverner, c'est anticiper. Il n'a plus de légitimité. » Au-delà de la figure présidentielle, c'est la « mondialisation » et ses failles que Jérôme Rodrigues pointe du doigt.

La pandémie montre « qu'il faut réfléchir à une autre société » et renforcer le « social ». Mais il n'est pas dupe pour autant : « Après la crise de 2008, on a continué de spéculer comme si de rien n'était. » La période n'est « pas encore au combat mais à la réflexion », théorise-t-il. L'objectif, « relancer la machine » après la crise.

Avec l'espoir, pour Jérôme Rodrigues, d'agréger de nouvelles personnes à une lutte de plus en plus transversale : « Cette fois, il n'y aura pas besoin de Gilets jaunes pour les réveiller. Les gens se rendent bien compte qu'on n'a pas fini d'en prendre plein la gueule. » ■





Chili / Mouvement pour la dignité / Francesca Hernandez et Johana Baria

« L'inégalité se voit même pendant la pandémie »

■ François Beneytout



Tous les vendredis depuis le 22 octobre 2019, le peuple chilien s'est réuni place Baquedano pour réclamer plus de dignité. © Carlos Figueroa

Au cœur de Santiago, le nouveau coronavirus a réussi à faire ce que des mois de répression policière n'ont pas accompli. La plaza de la Dignidad (place de la Dignité) a été désertée par les militant·es qui l'occupaient depuis le mois d'octobre 2019. Avant l'apparition des premiers cas au Chili, la grande marche féministe du 8 mars 2020 et un ultime rassemblement marqué par une importante répression, le 13 mars, avaient montré la vigueur de la mobilisation dans le pays. Puis le lieu s'est vidé. « La majorité des manifestants de la place de la Dignidad se sont retirés parce que je crois qu'ils ont conscience, collectivement, que la lutte se fait pour nos vies : pour les retraites, un travail digne, l'éducation gratuite pour tous, la santé publique, l'eau, le féminisme... » Francisca Hernandez est coordinatrice au sein du collectif Paz y Justicia (Paix et Jus-

tice). Engagée depuis le début du mouvement pour une action pacifique, elle a tenté de mettre en place une cantine solidaire. « Les manifestants qui étaient fatigués, qui avaient besoin d'une pause, pouvaient venir manger, se reposer, prier, être au calme. » Le 23 mars, l'endroit a dû fermer ses portes, à la suite d'un contact entre Francisca et une personne testée positive au Covid-19. La dignité est au centre du combat d'un peuple qui manifeste depuis le « #180 » – comprendre le 18 octobre 2019. Dans la capitale, la Plaza Baquedano est devenue le point de convergence des grands cortèges populaires, tous les vendredis. Rebaptisée Place de la Dignité par les manifestant·es, l'endroit a été le lieu d'affrontements violents avec les forces de l'ordre.

Un gouvernement conspué

Pendant cette pause obligatoire, le combat se transforme. Tous les soirs, les « casserolades » retentissent aux balcons et aux fenêtres des immeubles du Chili, pour montrer que la mobilisation ne s'arrête pas et dénoncer la gestion de la crise par le gouvernement. Il lui est notamment reproché d'avoir commencé par imposer la quarantaine dans les communes les plus aisées. « L'inégalité se voit même pendant la pandémie, enrage Johana Baria, militante et avocate de plusieurs victimes de violences

policières. Indigne ! C'est pour ça que les Chiliens se sont unis, pour un confinement volontaire. Si ce n'est pas le Président qui le décrète, nous prendrons soin de nous, nous-mêmes. »

Pour les deux femmes, la mobilisation retrouvera la rue dès que le confinement sera levé. « On prend ce temps de quarantaine comme un temps pour reformuler et repenser la lutte », explique Francesca Hernandez d'une voix douce. Avant de changer de ton, en évoquant les mesures prises par le gouvernement pendant la crise. Elle dénonce une précarisation forcée par le télétravail. « On n'a pas le choix en ce moment, mais pendant de nombreuses années on l'a évité parce que le télétravail n'a pas de régulation. On ne sait pas si les conditions de sécurité sont réunies, combien de temps les gens travaillent, s'ils sont exploités, protégés des accidents du travail... » Pour elle, les manifestations repartiront de ces enjeux. Elles espèrent voir encore plus de monde pour les prochains défilés, comme le dit Johana Baria : « Je crois que la mobilisation va se poursuivre sans visage visible et que de plus en plus de gens vont sortir pour manifester. À toutes les revendications s'ajoute la rage contre la mauvaise gestion que le gouvernement a eue face à la pandémie. » Sans leader donc, mais avec un maître-mot omniprésent : dignité. ■



Alger / Le Hirak / Abdelghani

« Nous reviendrons plus nombreux et plus forts »

■ Louisa Benchabane



Depuis le 22 février 2019, chaque semaine, des milliers d'Algérois·es descendent dans les rues pour protester contre le pouvoir en place et demander du changement. La mobilisation a dû se transformer à l'heure du confinement et songe à l'après. © Louisa Benchabane

À Alger, dans les manifestations du Hirak – un mouvement de contestation populaire pacifique – Abdelghani a l'habitude de laisser son empreinte, armé de pochoirs. Le jeune artiste au visage fin caché derrière une barbe broussailleuse est engagé depuis le 22 février 2019 – première marche à Alger – malgré plusieurs arrestations en marge de la mobilisation. « Avec l'apparition de l'épidémie de Covid-19, on a dû s'arrêter pour protéger les plus fragiles, mais on reviendra plus fort après. » Depuis plus d'un an, des milliers de personnes battent le pavé, deux fois par semaine, partout en Algérie, pour réclamer un changement radical à la tête du pouvoir. L'idée de devoir renoncer à ce rituel quasi reli-

gieux pour prévenir la propagation du nouveau coronavirus a été dure à accepter. « Au départ, les gens ne croyaient pas au corona. On se disait que c'était une maladie occidentale. On a continué de se mobiliser pendant deux semaines, avant d'arrêter en voyant le compteur du nombre de contaminés monter », confie Abdelghani. La menace se rapprochant, plusieurs personnalités respectées de la contestation ont appelé les Algériennes à suspendre leur rassemblement, tout en dénonçant l'immobilisme des pouvoirs publics. « C'était dur à accepter pour beaucoup de Hirakistes en colère. Ils avaient l'impression de se faire confisquer leur seul moyen de protester. »

Une répression toujours présente

Hors de question d'abandonner la lutte pour autant. Sur les réseaux sociaux, l'épidémie est au centre des échanges. Les témoignages de soignant·es fleurissent sur la toile. À bout, ils et elles dénoncent un système de santé délabré, incapable de faire face au virus, à cause du manque d'investissement de l'État pendant plusieurs décennies. « Même ceux qui n'étaient pas politisés et qui ne s'intéressaient pas au Hirak, sont touchés par la crise sanitaire, analyse Abdelghani. Elles et ils nous rejoindront pour pro-

tester à coup sûr. Le corona réussit à faire comprendre à ceux que le Hirak n'arrivait pas à convaincre que le changement est nécessaire pour notre pays. » L'investissement dans le système de santé est l'une des revendications des premières heures du Hirak. « Mais on voit bien que le pouvoir profite de cette pause pour essayer de tuer la lutte. L'État nous nous rassemblement, les procès ont toujours lieu. Plusieurs figures du Hirak sont mises sous mandat de dépôt, à l'instar de Khaled Drareni, journaliste icône des manifestations. Abdelghani l'assure : « Avec ce type de comportement, le régime ne fait que nourrir notre révolte. À l'arrivée des beaux jours, nous serons encore plus nombreux qu'avant pour protester. » ■



Dans les marchés, les Hirakistes regorgent d'imagination pour faire valoir leurs revendications sur des pancartes où des messages forts sont inscrits. © Louisa Benchabane





Hong Kong / Mouvement pro-démocratie / Glacier Kwong

« On est trop en colère pour oublier »

■ Juliette de Guyenro



Pour faire face aux violences policières, les manifestant-es des cortèges de l'été 2019 se sont armés de parapluies, symbole des protestations pro-démocratie à Hong Kong depuis les mouvements de 2014. © Studio Incendo

À Hong Kong, la place du Conseil législatif s'est vidée des millions de manifestant-es qui ont déserté les rues depuis le confinement. « On risque nos vies en sortant. Avec le Covid-19, c'est plus difficile de maintenir l'élan qui nous animait ces derniers mois », rapporte Glacier Kwong. À 23 ans, elle a pris part aux prémices du mouvement pro-démocratique de la région. Mais depuis l'Allemagne. Étudiante en études européennes, cela fait un an qu'elle milite dans le pays. Le 15 mars 2019, un projet de loi autorisant l'extradition vers la Chine a provoqué une levée de boucliers. « J'y ai vu une atteinte aux droits fondamentaux des citoyens », clame la militante. Un mois plus tard, ils et elles ne sont pas moins de deux millions dans les rues, un quart

de la population, soit la plus grande manifestation de l'histoire de Hong Kong. « Ça a marqué un tournant dans le mouvement », estime Glacier. Au mois d'août, elle prendra part aux rassemblements hongkongais. À son retour, elle démarche des député-es allemand-es pour obtenir le soutien de la communauté internationale et faire résonner leur cause dans les médias européens. « Je garde aussi les documents cryptés, sensibles, que mes amis et autres manifestants sur place m'envoient », explique Glacier, sans vouloir en dire plus.

Continuer la lutte, via les réseaux sociaux

Face à l'épidémie, le mouvement s'est essoufflé, sans disparaître. « On ne descend plus dans les rues, mais on continue de faire entendre nos voix, par les réseaux sociaux et par les médias locaux », affirme Glacier. Car même dans la gestion de la crise sanitaire, les revendications sont fortes. « On assiste encore à l'incompétence de Carrie Lam », assène-t-elle. Carrie Lam, c'est la cheffe de l'exécutif de Hong Kong, dont les manifestant-es exigent la démission en plus du retrait du projet de loi ou encore d'un suffrage universel pour la démocratie. Mais dans ce contexte, la cohé-

sion est difficile. « Nous avons aussi nos priorités... La mienne, c'est que mes proches soient sains et saufs », demande-t-elle, alors qu'elle se remémore ses nuits passées pendant la prise de la « Poly-U », l'université polytechnique, en novembre. « Certains de mes amis proches s'y étaient réfugiés, menacés par les forces de l'ordre... Je n'en dormais plus, de peur qu'ils se fassent arrêter et torturer », confie Glacier, avant de balayer ce souvenir pour se préparer à l'avenir « mentalement comme physiquement ». En mai, elle compte retourner à Hong Kong avec un objectif : obtenir 35 sièges aux élections législatives de septembre. Pas moins. « Le gouvernement espère que le virus nous fasse taire, mais on est trop en colère pour oublier. » ■



Glacier Kwong, fondatrice de l'ONG Keyboard Frontline, une association pour la défense des droits de l'Homme, milite depuis le début des manifestations pour faire connaître le mouvement à l'international. © Glacier Kwong



© Maud Martin

3 QUESTIONS À...

Cette crise du Covid-19 met fin à la possibilité des rassemblements. Comment, en tant qu'activiste, vivez-vous cette situation ?

C'est une situation inédite. Il faut donc composer avec ces nouvelles règles de vie. Pour le moment, cela a eu deux effets successifs. D'abord il y a eu un effet abrutissant. C'est la difficulté à réagir qui a dominé chez beaucoup de militants. Et puis chez certains est apparue la nécessité de penser la situation. Mais pour moi, c'est trop tôt. Certes, il y a le juste pressentiment que le système capitaliste va essayer de récupérer l'événement pour se préserver, mais je crois qu'on veut trop rapidement poser une analyse sur ce qui se passe. Un des défis de notre période, c'est d'apprendre à habiter l'incertitude qui nous entoure. Une des manières de lutter contre celle-ci, c'est de commencer par construire la solidarité à l'échelon local, de là où on vit. Ce qui m'intéresse, c'est de voir si on va réussir à inventer des nouvelles façons de faire qui vont nous aider à long terme.

Juliette Rousseau

essayiste, journaliste, traductrice

La trentenaire altermondialiste a écrit, en 2018, un ouvrage* qui explore les chemins de convergence entre les mouvements sociaux, climatiques et féministes à l'échelle globale.

■ Propos recueillis par Matthias Hardoy

Le numérique est utilisé pour organiser la solidarité, la contestation. Pensez-vous qu'il permettra d'unir les luttes à l'avenir à l'échelle du globe ?

Le numérique est ambivalent. Il crée de la présence, mais aussi de l'absence. Plus on est présent sur les réseaux sociaux, moins on est présent dans la vraie vie. Les réseaux permettent du relais d'informations, de la solidarité parfois. Mais nous n'avons pas une culture d'organisation des luttes transnationales comme dans les années 1950 à 1970. On peine à dépasser l'échange de slogans, de symboles. On n'a pas de contingents de Français qui sont allés se battre à Hong Kong, par exemple.

Tirer des leçons de cette crise sanitaire ne va-t-il pas être salutaire pour s'attaquer ensuite à la crise climatique ?

Oui, c'est l'idée partagée par ceux, aux États-Unis, qui défendent un « Green New Deal » mondial et radical. Pour eux, investir dans les énergies décarbonées, c'est la seule sortie possible de la crise sanitaire et une réponse à la crise climatique. Cette pandémie, par rapport aux nombreuses conséquences du réchauffement climatique telles qu'annoncées par le GIEC, n'est pas grand-chose ! Je trouve donc désespérant le manque de réponse de la Gauche politique. Il y a des choses qui apparaissent aujourd'hui évidentes, qui auraient été difficiles à faire entendre il y a quelques années encore. C'est le moment d'avancer des propositions politiques ambitieuses, de rupture claire avec le système capitaliste. Mais rien n'émerge réellement.

* Lutter ensemble. Pour de nouvelles complicités politiques, éd. Cambourakis, 2018.

« C'est le moment d'avancer des propositions de rupture claire avec le système capitaliste »



TRIS TESSE

Les forçats du corona

Le télétravail ? Impossible. Bas salaires, métiers peu reconnus, souvent précaires, ils et elles ont été des millions à aller travailler chaque jour pendant le confinement pour nous permettre de continuer à vivre.



«Revenez tou·tes !
J'en peux plus
de ne plus vous voir,
de ne plus
vous toucher»



Les oubliés du e-commerce

Le monde s'arrête, mais pas les achats sur Internet. Ce sont les salarié·es, la boule au ventre, qui en pâtissent.

■ Alix Fourcade

Fini le temps où Rémi Dias-Veiga tenait le piquet de grève pour réclamer une hausse des salaires, fin février 2020, devant les locaux de Cdiscount à Cestas (Gironde). Depuis le début du confinement, sa hiérarchie a durci le ton. « *En réunion, on nous a clairement dit : "AliExpress a sauvé la Chine, Cdiscount sauvera la France"* », raconte le délégué syndical CGT âgé de 34 ans.

Pas question de réduire la cadence pour le leader français du commerce en ligne qui a enrichi son offre en produits alimentaires « *pour répondre aux besoins fondamentaux des Français* ». Conséquence : entre 200 et 300 intérimaires ont fait leur entrée dans l'entreprise, mi-mars.

« Les clients ne nous voient pas »

« *Impossible de montrer aux nouveaux comment fonctionne la tablette numérique installée sur le chariot de chaque préparateur en restant à un mètre de distance*, confiait Rémi, le 18 mars. *On est donc en contact avec plusieurs personnes tous les jours et on a peur en allant au boulot.* » Avec des gants et du gel, mais sans masque jusqu'au 30 mars [ndlr : depuis, ils disposent de masques et visières]. Les préparateurs et



Une centaine de salarié·es de Cdiscount étaient en grève fin février 2020 pour réclamer une hausse des salaires. © Alix Fourcade

préparatrices de commandes travaillent huit heures, par rotation, en commençant à 5 heures du matin ou à 13 heures. Ils et elles font des paquets qui partent ensuite dans toute la France.

« *Les clients ne nous voient pas. Nous demeurons dans l'ombre. Je pense même que, dans l'inconscient collectif, nous sommes peu nombreux et les entrepôts sont mécanisés* », poursuit Rémi. Salarié depuis 14 ans, il touche un peu moins de 1 400 euros net mensuel hors prime pour 39 heures de travail par semaine. Si Emmanuel Macron a encouragé l'attribution de primes exceptionnelles, la direction n'a pour l'instant pas communiqué en ce sens. « *De toute façon, cela*

ne résout pas le fond du problème et notre sentiment d'être oubliés, regrette Rémi. *Nous reprendrons sûrement la grève, une fois la crise passée.* » ■

ÉCLAIRAGE

Le 3 avril 2020, l'inspection du travail a mis en demeure Amazon. Elle a sommé l'entreprise américaine d'améliorer la sécurité de ses préparateurs et préparatrices de commande. Le 14 avril, le tribunal de Nanterre a contraint Amazon à ne plus livrer que des produits alimentaires, médicaux ou d'hygiène. L'entreprise a décidé de faire appel.

Désarrois sur les étals

Pour faire tourner les commerces de première nécessité, il faut des travailleurs et des travailleuses. Avec ou sans protection, ils et elles ont assuré leur mission.

■ Alix Fourcade

Plexiglas, marquages au sol et masques pour tout le monde. Aurore, 35 ans, hôtesses de caisse dans une grande surface à Talence (Gironde), s'est estimée « *bien protégée* » pendant la crise sanitaire. Son manager avait instauré des règles strictes, interdit les paiements en espèces et engagé plusieurs personnes en CDD pour combler les absences de ses collègues contraint·es de rester à la maison pour garder leurs enfants ou pour raison médicale. « *Alors, oui, certaines personnes âgées ont eu du mal à comprendre qu'on ne pouvait plus payer en billets et en pièces, mais elles s'y sont faits* », reconnaît Aurore.

À l'inverse, Marion, 24 ans, travaillait dans une petite bouche-

rie à Gérardmer (Vosges) sans aucune protection. « *Comme j'ai eu deux pneumothorax, mon médecin a voulu m'arrêter, mais c'est impossible, nous sommes trop peu nombreux. Mes patrons ont besoin de moi* », regrettait-elle, fin mars.

Pourquoi ne pas se regrouper

Pour cause de sous-effectif aussi, Aurore ne s'est vu proposer des congés qu'à partir du 15 avril. Cette mère divorcée a donc pris la décision de laisser sa fille à son père, qui travaille depuis chez lui. « *Cela va être long* », se projetait-elle. Bryan, 28 ans, agent de sécurité dans une grande surface à la gare Saint-Jean de Bordeaux, a fait le même choix. « *Je ne voulais pas prendre le risque de contaminer mes enfants. Ils sont chez leur mère qui a un jardin.* »

Bryan gagne un peu plus du SMIC après sept ans d'ancienneté. Il sait déjà que sa prime exceptionnelle de travail pour ce mois-ci sera de 150 euros. « *Nous ne sommes pas payés en conséquence* », déplore-t-il. Pour lui, confinement ou pas, les contacts sont iné-



Le personnel des grandes surfaces a dû prendre des mesures d'hygiène supplémentaires pendant la crise. © Hippolyte Radisson

ÉCLAIRAGE

Le 26 mars 2020, Aicha Issadounène, 52 ans, hôtesses de caisse en Seine-Saint-Denis est décédée après avoir contracté le Covid-19. Le 19 avril, la CGT Commerce et Services déplorait 13 autres décès liés au Covid-19, dont neuf agents de sécurité, deux personnes en restauration rapide et deux en supermarché.

vitables, même s'il porte gants et masque. « *Nous sommes dans une zone avec pas mal de racailles, de drogués et de personnes sans domicile fixe. Nous devons souvent régler des conflits. Avec parfois des interpellations musclées.* » Le Bordelais aimerait que la préfecture autorise les agents de son entreprise de sécurité à porter une matraque et une gaseuse sur eux car il est déjà arrivé qu'il se fasse agresser. « *Pourquoi pas me regrouper avec d'autres collègues pour appuyer notre demande, suggère l'agent de sécurité. Sans forcément me syndiquer.* » ■

Seules face à la souffrance des ancien·nes

Le personnel des Ehpad est devenu une figure héroïque de la crise. Une reconnaissance qui ne s'accompagne d'aucune amélioration de son statut.

■ Alix Fourcade

« Un soir, j'ai parlé de mes enfants avec une résidente parce qu'elle n'arrivait pas à dormir. Elle m'a dit que c'était son seul réconfort de la journée. Elle avait les yeux grands ouverts, comme devant un film de Spielberg. » Jennifer, 35 ans, a de l'humour. Et il en faut pour cette aide-soignante qui travaille de nuit dans un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) girondin depuis sept ans. Son salaire est de 1 650 euros net par mois à temps plein. Son quotidien : arriver à 21 heures, distribuer des médica-

ments aux personnes âgées, les changer. Mais aussi calmer les angoisses nocturnes de certain·es. Tout cela jusqu'à sept heures, le lendemain matin. Entre les visites interdites et les mesures barrières obligatoires, les résident·es ont tout·es été plongé·es dans un isolement endurci avec le confinement. Il fallait avoir du cran pour continuer à bosser. « Même les anciens qui ont encore leur tête commencent à perdre la boule », appuyait Jennifer, fin mars. Pour Karima, 50 ans, auxiliaire de vie, le constat était similaire : « On a des gens qui ne nous demandent qu'une chose : mourir. » En une matinée, cette dernière rend visite à quatre retraité·es à Bordeaux pour leur préparer à manger, leur faire la toilette, la conversation... « Souvent, nous sommes les seules personnes que les anciens voient de la journée, voire de la semaine. »

« J'ai envie de changer »

« Mes collègues qui sont là depuis plus de 30 ans, "les dinosaures", se retrouvent usées. Il y a davantage d'accidents du travail dans notre secteur d'acti-

tivité que dans le BTP », regrette Karima, qui perçoit un salaire de 1 350 euros net à temps plein après 18 ans d'ancienneté. Elle s'accroche à son rôle de déléguée syndicale pour donner un sens à sa mission. Jennifer souhaite poursuivre son métier d'aide-soignante auprès de personnes atteintes de handicaps mentaux. « J'ai envie de changer et de consacrer plus de temps à mes enfants. Car, après la crise, on ne sera plus des héroïnes aux yeux des gens. On redeviendra les connasses qui ne répondent pas assez vite aux appels des résidents. » ■

ÉCLAIRAGE

177 000
auxiliaires de vie en France.

340 000
aide-soignantes.

Une professionnelle âgée de 48 ans, qui travaillait dans un Ehpad à Mulhouse, est décédée du Covid-19, le 6 avril.

« Ils assurent la continuité de la survie de notre société »

3 QUESTIONS À...



Danièle Linhart

sociologue du travail

et directrice de recherche au CNRS

Elle étudie l'évolution du travail et de l'emploi. « Très durkheimienne, je considère que le travail est une activité sociale qui contribue à créer du lien et à développer un sens commun. On travaille donc pour les autres et pas pour soi-même. »

■ Propos recueillis par Alix Fourcade

Le confinement peut-il faire évoluer la situation des travailleurs et travailleuses précaires ?

On pourrait voir un bon côté à cette crise du coronavirus : l'héroïsation de leur activité. Ils assurent la continuité de la survie de notre société. Dans cette situation anxiogène, face à un danger invisible, les gens qui prennent des risques sont regardés avec courage. À cette reconnaissance pourrait venir s'ajouter un sentiment d'utilité sociale.

C'est-à-dire ?

Au même titre que les ouvriers dans les hauts-fourneaux, ou que les mineurs qui savaient qu'ils se battaient pour fournir de l'acier et du charbon à leur pays, les travailleurs précaires pourraient découvrir, ou redécouvrir, le sens de leur fonction. Dans un monde où le travail est de plus en plus individualisé, ce mouvement pourrait s'accompagner d'un réveil du collectif. Les actifs vont peut-être se tourner à nouveau vers le syndicalisme.

Plus largement, le coronavirus va-t-il bouleverser l'économie ?

Oui, nous sommes en train de nous rendre compte de la vulnérabilité de notre société et de remettre en question le modèle néolibéral. Cela va peut-être aboutir à un mouvement de relocalisation des productions, mais aussi à une remise en question des inégalités salariales. Car, en fin de compte, qui est vraiment utile ? Carlos Ghosn ou un réanimateur dans un hôpital ?

repères

18
MILLIONS
DE
SALARIÉ·ES
n'ont pas pu travailler à distance pendant le confinement*.

9
MILLIONS
D'EMPLOIS
sont concernés par le chômage partiel au 16 avril 2020, soit près d'un salarié du secteur privé sur deux.

1 MILLION
DE
PERSONNES
au moins étaient en arrêt maladie** au 24 mars. 850 000 pour garder leurs enfants, 250 000 car considéré·es comme personnes à risque.

557 500
ÉQUIVALENTS
TEMPS PLEIN
C'est ce que représente la perte d'emplois en intérim entre la première et la seconde moitié du mois de mars 2020***.

* Source : Observatoire français des conjonctures économiques.

** Source : CNAM.

*** Source : Prims'Emploi.

On comptait déjà près de 7 481 morts le 18 avril 2020 dans les Ehpad et autres établissements médico-sociaux, d'après la Direction générale de la santé. © SB

Le plus dur métier du monde

Privé·es de salaire, les professionnel·les du sexe ont fait le choix de l'entraide.

Sans volonté politique, c'est le système D.

■ Philippine Renon

Les règles de distanciation ont privé la plupart des travailleurs et travailleuses du sexe (TDS) de leur fonds de commerce. Leurs revenus, déjà faibles en temps normal, sont désormais proches de zéro. Et puisque les associations communautaires ont dû réorganiser leurs distributions d'aide alimentaire pour respecter les mesures de sécurité, les prostitué·es qui œuvrent dans la rue ont parfois faim. À Toulouse, l'association Grisélidis s'est dépatouillée avec quelques bénévoles pour distribuer des coupons-repas. Mais lors de la première tentative, tout était parti en quelques heures à peine. Une situation qui ne pouvait tenir dans la durée. Pour s'en sortir, les professionnel·les n'ont pas attendu les aides proposées à certain·es par l'État, dont la « putophobie a atteint un degré maximal avec cette crise », juge Amar, secrétaire générale du Syndicat du travail sexuel (Strass). Dès le 16 mars 2020, les plus connecté·es ont pu compter sur l'esprit de corps qui caractérise la profession. Judith, à la tête du compte Instagram @tapotepute, qui rassemble une communauté de plus de 14 000 personnes, avait déjà collecté 15 000 euros début avril. « Je reverse les fonds à des TDS qui me contactent par mail ou Insta car elles ont besoin de sous », s'engage l'escort.

Basculer sur Internet

« On était déjà discriminées, mais ça va être pire avec ce qui se passe », s'inquiète Isabella, installée à Toulouse et prostituée depuis 18 ans. Elle remarque déjà une évolution dans les manières de travailler : les client·es consultent de plus en plus leurs profils sur les sites d'escorting. « Avant j'avais entre 200 et 250 visites par jour, je suis passée à 700 ! Mais personne n'appelle... », constate celle qui continue à voir quelques clients habituels « pour finir le mois, mais en es-



Pendant cette crise, la survie des prostitué·es précarisé·es ne tient qu'à un fil : la solidarité. © Grisélidis

pérant avoir la possibilité de ne pas payer de loyer ». Autre option pour gagner un peu d'argent : basculer sur Internet. « Beaucoup essaient de se mettre à la caméra, de vendre des nudes [ndlr: photos dénudées] mais c'est infime et réservé à celles qui maîtrisent l'outil et disposent d'une connexion stable », révèle June, médiatrice santé et chargée de la communication pour l'association toulousaine Grisélidis. D'autant que le vol de ces images et vidéos peut parfois détruire un anonymat précieux pour ces travailleurs et travailleuses de l'ombre. Jusqu'à nouvel ordre, les associations ont délocalisé leurs maraudes sur la toile pour continuer d'informer, d'écouter, voire de réconforter. ■



Funèbre époque

À Mulhouse, comme ailleurs en France, de nombreuses entreprises de pompes funèbres planifient l'organisation de cérémonies afin d'honorer la mémoire des défunt·es qui n'ont pu bénéficier d'obsèques. © Sebastien Bozon / AFP

Sous-équipé et en première ligne, le personnel des pompes funèbres a peiné à bénéficier de protection. Pour l'avenir, la profession demande une nouvelle gestion gouvernementale.

■ Lio Viry

Des défunt·es laissé·es pour compte à la charge de leur famille, des corps contagieux entassés ici et là et un risque de contamination décuplé... Tel est le scénario - morbide - qu'ont redouté, avant même que le pic de l'épidémie ne soit atteint, celles et ceux dont le métier consiste à prendre soin de nos morts. Car mi-mars 2020, alors en pleine pandémie, thanatopracteur·ices* et opérateur·ices funéraires ont fait face à un manque criant de masques, de gants ou encore de blouses, pourtant nécessaires à leur sécurité. Si à cette époque, personne ne pouvait encore déterminer avec précision la durée de contagion des défunt·es contaminé·es, ces professionnel·les avaient déjà conscience du risque élevé auquel ils et elles s'exposaient. Si bien que certain·es ont dû improviser, parfois à leurs risques et périls. « Un de mes confrères n'a eu d'autre choix que de se vêtir de sacs-poubelles pour récupérer un corps », témoigne, écoeuré, Cédric Ivanès, président du Syndicat des tha-

natopracteurs (SPTIS). Cette situation inédite s'explique par le statut auquel le personnel des pompes funèbres a dans un premier temps été soumis. Bien qu'il fût en première ligne pour répondre à l'urgence de la crise, il n'a été considéré comme prioritaire dans la distribution des équipements de protection qu'à partir du 31 mars. Et ce, malgré les demandes de nombreux et nombreuses employé·es en ce sens dès le début de l'épidémie. Autre problème pointé par Richard Feret, directeur de la CPFM, première fédération patronale du secteur : « Les membres de la profession ne sont pas considéré·es comme personnel sanitaire et n'ont donc pas accès aux dossiers médicaux des personnes décédées en dehors des structures médicalisées, s'exposant alors et sans le savoir, à des corps porteurs du virus. » Conséquence : mi-mars 2020, une augmentation de l'absentéisme se faisait déjà ressentir à l'heure où Justine**, conseillère funéraire à Mulhouse, traumatisée par les cercueils qui

s'accumulaient dans les sous-sols des centres mortuaires de la ville, comptabilisait déjà « trois confrères contaminés ».

Éviter la catastrophe

Dix jours plus tard, les recommandations émises par le Haut Conseil de la santé publique, avant d'être à nouveau invalidées à la demande générale du secteur funéraire le 2 avril, n'ont fait qu'exacerber les inquiétudes des professionnels à bout de souffle. La toilette mortuaire et la possibilité pour les proches de voir le ou la défunt·e avant la fermeture du cercueil avaient été à nouveau autorisées, laissant plus que jamais craindre une propagation post mortem du virus. Pour autant, bon nombre d'opérateurs et d'opératrices funéraires avaient d'ores et déjà décidé de ne pas s'y soumettre et de faire primer l'intérêt collectif. « S'il n'y a plus personne pour entermer nos morts, nous allons nous retrouver avec des cadavres abandonnés, encore contagieux. C'est une vraie souffrance pour les familles, comme pour nous, mais nous ne pouvons pas prendre ce risque », confiait à l'époque Justine.

Elle aussi scandalisée, Claire Sarazin, une thanatopractrice qui s'est mise à l'arrêt dès le début de la crise afin d'éviter la catastrophe tant redoutée, assurait ne pas comprendre cette décision. « C'est inconscient, criminel même, l'État devra payer pour ses manquements », fulminait-elle fin mars, craignant déjà de devoir revivre ce genre de crise à l'avenir, comme le redoutent épidémiologistes et virologues. « Si cela se reproduit, il faudra alors s'en tenir à une mise en bière immédiate pour absolument tous les défunts », estime la thanatopractrice. Seul moyen, selon elle, de protéger les vivant·es. « Le gouvernement doit vraiment prendre la mesure du danger auquel nous sommes exposés pendant les crises sanitaires », avertit Cédric Ivanès. « Auquel cas, prévient-il, nous ferons valoir notre droit de retrait et adviendra ce qu'il adviendra... » ■

ÉCLAIRAGE

Face à l'urgence sanitaire, un hall du marché de Rungis transformé en morgue

À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. Fin mars 2020, face au nombre croissant de morts enregistrés en Île-de-France, alors région la plus touchée par l'épidémie, un hall « excentré et isolé des autres pavillons » du marché de Rungis a été réquisitionné et transformé en morgue. Une décision annoncée par la préfecture de police de Paris dans un communiqué de presse daté du 2 avril 2020. Objectif : « conserver dans les conditions les plus dignes et acceptables du point de vue sanitaire, les cercueils des défunts dans l'attente de leur inhumation ou crémation ». Une mesure destinée à soulager les personnels du funéraire. Mais aussi les hôpitaux débordés qui, pour certains, avaient été dans l'obligation d'entreposer les corps dans des algècos. En 2003, le « ventre de Paris » avait déjà été réquisitionné afin d'accueillir les victimes de l'épisode caniculaire qui à l'époque avait fait 20 000 morts en France.

*Thanatopracteur et thanatopractrice : Personne qui pratique des soins de conservation, d'hygiène et de présentation sur les corps des défunt·e s afin de rendre aux personnes décédées leur dignité ainsi qu'une apparence apaisée.
** Justine : Le prénom a été modifié.

MORTALITÉ EN FRANCE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} MARS AU 6 AVRIL

76 246

décès enregistrés, soit une hausse de 20% comparé à la même période en 2019.

+ 7%

de morts supplémentaires recensés par rapport à 2018. L'épidémie de grippe saisonnière avait été très meurtrière cette année-là.

+ 72%

de mortalité en Île-de-France

+ 55%

dans le Grand Est, les deux régions les plus touchées par l'épidémie.

+ 143%

de mortalité dans le Haut-Rhin, département le plus touché.

+ 101%

de décès en Seine-Saint-Denis par rapport à 2019.

Source : Insee, données publiées le 17 avril 2020.

Krach pandémique

La crise historique qui se profile incite les jeunes opérateur·trices de marchés débutant·es à repenser l'avenir, dans un contexte incertain.

■ Louisa Benchabane

Enfoncé·es dans leurs fauteuils, les yeux rivés sur une multiplicité d'écrans, les traders de Natixis - une banque de financement, de gestion et de services financiers - assistent impuissants à un krach boursier historique. Le jeudi 12 mars 2020 marque une journée noire pour les marchés d'actions. Derrière son bureau au milieu de la salle de marché, Zeinab fixe, sidérée, la plongée interminable des courbes sur son ordinateur. « Je me demandais quand est-ce que ça s'arrêterait. Même dans mes livres, je n'avais jamais vu ça. »

Mais pas de répit. Les sonneries de téléphone envahissent la pièce. Au bout du fil, des client·es inquiet·es. Autour d'elle, ses collègues plus expérimenté·es s'activent pour sauver les meubles. « Dans ce contexte, les investisseurs doivent jouer pleinement leur rôle et ne pas vendre à tout va leurs actions », souligne Sébastien Pougget, professeur de finance comportementale à l'université Toulouse Capitole. Mais pris d'angoisse, ils les cèdent et font chuter les cours. Dans la banque, la consigne est donnée : ne loucher aucun ordre - une requête permettant d'acheter ou vendre des actifs. « Personne ne prenait de pause pour répondre », assure Zeinab.

En janvier 2020, la jeune femme de 24 ans intègrait Natixis pour son stage de fin d'étude au service des sales - intermédiaire entre les parties acheteuses et vendeuses. À la même période, la propagation du Covid-19 en Chine faisait vaciller les cours de la bourse de Shanghai et Shenzhen. « Ça a commencé à aller mal sur les marchés asiatiques. On se disait que ça n'arriverait pas en France », raconte Zeinab. « J'entendais beaucoup de blagues autour de moi disant qu'on courait vers la crise, mais pas de réelle inquiétude », assure Urielle, stagiaire dans la salle de marché de la Société Générale.

Plus d'humain, moins d'algorithmes

Le pire est arrivé lorsque l'épidémie a touché l'Europe, d'abord par l'Italie. Le CAC 40 reculait de 5,94%, les valeurs boursières baissaient de 30 à 40%. « On gardait espoir », indique Zeinab. Mais vite, toutes les manœuvres devenaient risquées. « Nous avons dû partir sans savoir quand nous reprendrions le travail et s'il y en aurait, une fois notre diplôme en poche », signale Urielle. Les fantômes de la crise financière de 2008 hantent encore les dirigeant·es



Changement de cap

Pour sauver l'économie du Covid-19, la Banque centrale européenne a pris des mesures de crise. Déjà mobilisée en 2008, elle a cette fois choisi une tout autre stratégie.

■ Romain Bouvet



Les Bourses de Paris et Francfort ont chuté de plus de 10 % le 12 mars après-midi, après que la Banque centrale européenne a dévoilé une série de mesures pour soutenir l'économie de la zone euro, sans baisser ses taux. © Eric Piermont / AFP

européennes. « Cette fois-ci, les institutions ont réagi beaucoup plus vite qu'en 2008, rappelle Sébastien Pouget. L'objectif est d'éviter que le système se grippe et que l'économie réelle soit durablement impactée. » La Banque centrale européenne (BCE) inonde le marché de liquidités à coup de centaines de milliards d'euros. Au final, malgré une volatilité persistante, les marchés ont été rassurés après leur descente aux enfers. Mais l'économie réelle prend un coup durable. Les mauvais résultats du CAC 40 ne font que traduire la mise à l'arrêt des entreprises. « L'ampleur du choc macroéconomique est inédite », insiste Sébastien Pouget. Tous les secteurs de l'économie sont annihilés. « Il n'y a plus de création de richesse, on s'attend à une perte de dix points de PIB pour l'année et la détérioration de bien-être que cela laisse augurer, décrypte Sébastien Pouget. Une récession jamais vue dans l'histoire sur un laps de temps aussi court. » Pour limiter le coût économique et social, l'État multiplie les interventions auprès des entreprises pour prévenir les faillites et garantir leur solvabilité.

Une crise qui marque durablement les jeunes carrières des financiers. Urielle, désormais confinée loin du quartier d'affaire de la Défense, s'interroge sur l'avenir. « On va tous en parler dans nos mémoires de fin d'études. Peut-être que ce moment offrira une mise à jour du capitalisme », espère-t-elle. La jeune opératrice de marché craint le remplacement des traders par des algorithmes. « Il faut comprendre l'importance de l'humain dans une salle de marché face à la montée de l'intelligence artificielle qui prend beaucoup de place. »

Le procédé reproduit immédiatement des ordres envoyés à des milliers de serveurs. Le tout en une nanoseconde. Les transactions sont exécutées par des logiciels informatiques à grande vitesse. En Europe, 35 % des transactions sont réalisées par des machines. « Lors d'une pandémie, on voit bien que nous sommes confrontés à de multiples inconnues. Un ordinateur ne peut s'adapter aux questions politiques, environnementales et sociales que cela implique, explique-t-elle. D'où l'importance d'une flexion humaine. » ■

Imaginez un hélicoptère survolant nos villes et nos campagnes, qui larguerait d'énormes ballots de billets de banques.

L'image paraît absurde : c'est pourtant une hypothèse de la Banque centrale européenne (BCE), plutôt connue jusqu'ici pour serrer la vis en termes de dépenses. « L'hélicoptère monétaire » : une distribution de monnaie à destination directe des ménages.

Pour le moment, à la mi-avril, la BCE approuve seulement les banques commerciales (BNP Paribas, Barclays, etc) et les États, en leur achetant de la dette. Le 18 mars 2020, l'institution a annoncé un gigantesque plan de rachat de 750 milliards d'euros, courant jusqu'à la fin de l'année, pour contrer la crise économique qui pointe après la crise sanitaire. Elle a aussi décidé de lever la limite de 33 % fixée pour les rachats de dettes d'un même pays, qu'elle avait toujours respectée scrupuleusement. Un revirement exceptionnel ? Pas forcément. L'arrivée de l'Italien Mario Draghi à la tête de la BCE en 2011 avait amorcé une nouvelle dynamique et signé le déclin de l'influence allemande, partisane de la rigueur, au sein de l'institution européenne.

On se souvient que lors de la crise économique et financière de 2008, la banque avait d'abord imposé des mesures d'austérité. En mai 2010, l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) avaient prêté 110 milliards

d'euros à la Grèce en échange de coupes drastiques dans la fonction publique et les retraites. Même coup de rabot sur les dépenses en Italie en juillet 2010.

Une pluie de billets

Cette stratégie semble loin derrière nous. En septembre 2012, la Banque centrale a lancé un premier plan de rachat de dettes pour stimuler la croissance. En mars 2015, inquiète d'une éventuelle déflation [ndlr : une baisse des prix entraînant une diminution des revenus et de la demande], la BCE s'est fendue d'un nouveau plan de rachats de titres de dettes à grande échelle. L'objectif était de faciliter l'octroi de prêts et donc de relancer la consommation. Jusqu'en décembre 2018, c'est près de 2600 milliards d'euros de titres sur les marchés financiers qui ont été rachetés par l'institution. L'exceptionnel est visiblement devenu la norme. Et la générosité une planche de salut. De l'autre côté de l'Atlantique, Donald Trump a annoncé, mi-mars, son intention de recourir à « l'hélicoptère monétaire » en distribuant des chèques aux travailleurs américains afin de contrer la crise économique liée au Covid-19. Dans la zone euro, la flotte héliportée de la BCE pourrait bientôt décoller, faire pleuvoir les billets et sauver le continent d'une faillite à grande échelle. ■



Baby blouse

C'est un jour qui compte, la naissance d'un enfant. Quand les hôpitaux sont débordés et que le Covid-19 rôde, est-il possible de se réjouir autour de bébé ?

■ Juliette de Guyenro et Philippine Renon



À la maternité du centre hospitalier de Versailles, gants et masques sont mis à disposition pour les soignant·es. Mais dès la première semaine de confinement, trois infirmières avaient déjà été testées positives au virus. © DR

Charlottes, gants, lunettes et masques débordent des grands chariots installés devant les chambres des mamans infectées par le SARS-CoV-2. Dans la maternité du centre hospitalier André Mignot à Versailles (Yvelines), une sage-femme est d'astreinte la journée et une autre de nuit pour s'occuper des mères malades. L'établissement est l'un des centres Covid qui a pour mission de traiter les cas de coronavirus en priorité. Au

huitième jour de confinement, fin mars 2020, trois mères étaient porteuses du virus dans le service. Les soignant·es arborent le masque chirurgical pour protéger les patientes et leur bébé. Au 15 avril 2020, au moins un cas de transmission par le placenta avait été recensé dans le monde. En théorie, les mamans devraient faire de même mais «*faute de moyens, on ne peut pas*», explique Sacha*, sage-femme de l'hôpital. *On a même oublié de nous compter pour les stocks de masques*. Alors le rationnement fait loi. «*Bientôt, on sera à court de FFP2 pour les patientes Covid et on devra commencer à y aller sans protection...*»

Une atmosphère pesante

À mesure que le pic approche, les tâches s'accumulent. Les infirmières d'André-Mignot, qui surveillent d'habitude les post-césariennes, ont été réaffectées, laissant leur travail aux sages-femmes. «*On n'est même pas formés pour ces postes*», se désole Sacha. Les anesthésistes, mobilisé·es sur les patient·es atteintes, risquent aussi de manquer pour les péridurales. Des organisations d'autant plus incertaines qu'elles changent «*tous les jours et selon les hôpitaux*», poursuit Sacha.

D'ordinaire joyeux, le service a changé de visage. Le stock de masques est désormais tenu secret et, pour éviter les vols, un seul soignant connaît son emplacement. Sacha ironise : «*Même les couches pour bébé ne sont plus en sécurité!*» Une atmosphère pesante, confirmée par Astrid*, sage-femme à l'hôpital Louis-Mourier de Colombes (Hauts-de-Seine). Sur décision de son chef de service, les papas sont refoulés à l'entrée, ce qui n'est pas le cas de toutes les maternités. «*Alors certains sont en colère*», détaille Astrid. *Et même s'ils finissent par comprendre, c'est difficile de suivre des patientes qui vous font la gueule...*»

Le 31 mars, le ministère de la Santé recommandait la présence du conjoint «*sous certaines conditions [...] sans possibilité de va et vient.*»

Gardes blanches

Pour redonner le sourire aux parents, Astrid tente des alternatives. «*Cette semaine, j'ai fait accoucher une femme avec son mari par Face-Time*», sourit-elle sans céder à l'angoisse. Elle signale par ailleurs une augmentation des «*gardes blanches*», au cours desquelles aucune nouvelle patiente ne se présente à l'hôpital. Les futures mamans, qui craignent le virus et l'absence de leur conjoint «*sont nombreuses à appeler pour demander à accoucher chez elles*», rapporte Astrid. Même constat chez Anjum-Noma Choudhry, sage-femme libérale en région parisienne. «*Après les annonces du président Macron, j'ai eu jusqu'à cinq appels par jour pour des accouchements accompagnés à domicile.*» En temps normal, elle constate un tel niveau de demandes sur trois mois. En France, environ 2 000 naissances ont lieu à domicile, chaque année.

Mais on ne change pas ses plans de naissance à la dernière minute. Anjum-Noma réfléchit depuis deux ans «*avec la Pitié-Salpêtrière à des critères d'éligibilité précis pour accoucher chez soi*». En attendant, elle espère pouvoir prêter

main forte aux pompier·es pour les accouchements inopinés. D'autres sages-femmes assurent le suivi post-opératoire des patientes qui sortent exceptionnellement «*au bout de 24 heures au lieu de deux ou trois jours*», précise Astrid. Mais avec une protection moindre : six masques autorisés par semaine contre 18 pour les médecins généralistes et des assurances pouvant aller jusqu'à 30 000 euros par an, selon l'Association nationale des sages-femmes libérales (ANSFL). Comme la plupart de ses consœurs, Anjum-Noma n'en a pas souscrit et œuvre pour la baisse de leur prix qui, selon elle, empêche l'accouchement accompagné à domicile de se démocratiser. Et limite l'efficacité du système hospitalier en cas de crise. ■

*Les prénoms ont été modifiés.



Malgré son attirail de protection, Sacha tente de redonner le sourire aux parents. © DR

Mon confinement, c'est pas Insta

Sur Instagram, les plannings de quarantaine sont parfaits ! La vraie vie, elle, est sans filtre et loin du faux romantisme de la *claustra*.

Témoignages.

■ Rébecca Laplagne

Bafodé vit chez son cousin, en banlieue lyonnaise, depuis un peu plus d'un an. « Dès que j'ai su que je ne travaillerai pas, je suis rentré chez mes parents, à Clermont-Ferrand », explique le jeune homme d'origine guinéenne. Les sept membres de la famille sont enfermés dans un appartement d'environ 100 m² et pour toute la durée du confinement. Dans ces



Pour passer le temps dans son appartement à Clermont-Ferrand, Céline, 22 ans, a aussi succombé à l'appel des fourneaux mais pas à celui d'Instagram, sur lequel elle ne postera pas ses petits plats. © Céline V.

conditions, la quarantaine est loin de ressembler à celles que l'on peut observer sur les réseaux sociaux et dans les journaux de confinement qui fleurissent chaque jour. Pas facile de se mettre au jardinage dans un HLM. « Je ne fais rien de nouveau, je me repose, c'est tout. Mais le confinement me permet de faire mes prières à l'heure, c'est un point positif », avoue le commercial de 25 ans pour qui le ramadan sera plus propice aux réflexions spirituelles. En attendant le mois sacré, qui aura une toute autre saveur cette année, la famille s'organise et tout le monde y met du sien. Sa mère et ses deux sœurs s'occupent de la cuisine, régaleront tout le foyer avec des plats traditionnels quand son père, ses trois frères et lui même s'occupent du linge et aident pour le ménage. « On s'adapte, et puis ça fait plaisir à ma mère que l'on soit tous là ».

« C'est pas la vie de château chez nous »

Chez Céline, les jours s'enchaînent et se ressemblent. Ménage, télétravail pour l'université, cuisine et Netflix. La jeune étudiante de 22 ans, séparée de son père et de sa sœur aînée, est confinée avec sa mère dans un appartement d'une résidence HLM clermontoise. Énervée par l'oisiveté assumée de certaines, pour elle « c'est facile de dire que le confinement est positif



Depuis son balcon à Clermont-Ferrand, Henriette, 84 ans, n'a pas vu ses proches depuis le vendredi 13 mars. © Sandrine L.

quand tu vas te baigner et profiter de ton jardin du matin au soir. À croire ces gens, tout le monde a une résidence secondaire. Notre quotidien, c'est loin d'être la vie de château ». Céline passe son temps à faire des allers-retours entre le salon et sa chambre, où les volets fermés depuis le début du confinement plongent la pièce dans le noir. Elle est remontée mais accepte volontiers de mettre de l'eau dans son vin : « Ça reste des discours positifs pour nous donner de la force, il n'y a pas de mauvaise intention mais c'est un peu du foutage de gueule, soyons honnêtes. »

Mourir d'ennui

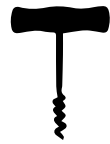
Le temps est interminable, ce n'est pas Henriette, retraitée de 84 ans, qui dira le contraire. La vieille femme vit seule dans 27m² dans une résidence pour seniors du centre de Clermont-Ferrand. Depuis l'annonce du confinement, celle qui a passé toute sa vie dans l'agitation parisienne est coupée du monde. « On ne descend plus manger au réfectoire, on ne va plus au courrier ni à la bibliothèque », souffle l'octogénaire à l'autre bout du combiné. « J'ai l'habitude de ne rien faire, mais cela devient de plus en plus pesant. » Sa seule ouverture sur l'extérieur se résume à un petit balcon qu'elle a aménagé avec un salon de jardin et une jardinière, dans

« Je ne peux pas leur demander de passer la journée au téléphone pour me tenir compagnie »

l'attente des beaux jours. Parfois le téléphone sonne. Ses petits-enfants prennent régulièrement de ses nouvelles, « mais je ne peux pas leur demander de passer la journée au téléphone pour me tenir compagnie », se résigne-t-elle. Alors elle attend patiemment de pouvoir les retrouver avant de mourir d'ennui.

Confinement à double vitesse

Tous les matins, le réveil sonne à la même heure dans la maison de ville de Génillac, près de Saint-Étienne, où Dylan habite avec sa fiancée Ludivine, enceinte. « Le confinement je ne le ressens pas moi, je vis des journées bien remplies. » Il claque la porte de chez lui vers 6 h 30 et enchaîne les livraisons aux établissements bancaires jusqu'à 17 heures pour l'entreprise de son cousin. Son quotidien reste le même qu'avant la crise sanitaire mais cela ne l'empêche pas de s'énerver quand il regarde les réseaux sociaux. « C'est pas normal d'afficher tout ça parce qu'il faut pas oublier qu'il y a des personnes qui vivent dans 10 m². » Les gens qui habitent dans des petits appartements et décident de sortir malgré les risques, Dylan les comprend. Plus facilement que celles et ceux qui crient à tout va de rester chez soi depuis leur transat, verre de thé glacé maison en main. ■



La fête est finie

Visio-apéro, soirées virtuelles...

La fiesta se réinvente sur les réseaux sociaux.

Mais vivement qu'on déconfiner et qu'on se retrouve !

■ Philippine Kauffmann



Henri et ses amis organisent des soirées déguisées sur l'application de visioconférence Zoom. © Henri

Un verre de vin rouge dans la main droite, une cigarette dans la gauche, Tanguy* regarde son ordinateur. Sur l'écran, les amis de ce styliste de 26 ans apparaissent petit à petit. Depuis près de deux semaines, il ne les a vus qu'en virtuel car le jeune homme est confiné seul. Difficile à supporter pour cet hédoniste invétéré, qui sort « presque tous les jours » en temps normal. Depuis l'annonce du confinement, pour beaucoup de fêtard·es comme Tanguy, l'envie de bringue se fait ressentir davantage. « Faire la fête est une manière de décompresser, de casser avec la solitude. Le climat est tellement anxieux et oppressant que, oui, j'ai envie de sortir », lâche Pauline, une étudiante de 24 ans, seule elle

aussi dans un studio parisien de 20 m². Une réaction logique pour l'anthropologue Emmanuelle Lallement, professeure à Paris 8 et directrice de la revue *Éclats de fêtes* : « La fête c'est la promiscuité, la liesse, donc l'exact opposé de la distanciation sociale. C'est pour cela que l'on y pense autant pendant cette période. »

Fêtes palliatives

Malgré la tentation, difficile de trouver des personnes prêtes à transgresser les règles. « J'ai été tenté de sortir pour voir mes amis mais je n'ai pas pu car personne ne veut le faire », avoue Tanguy, légèrement déçu. Alors, comme beaucoup, il s'est tourné vers les alternatives qui ont fleuri sur le net pour rester en contact. Entre apé-

ros Skype et soirées Houseparty**, Henri, 24 ans, confiné dans les Côtes-d'Armor avec sa famille, passe deux ou trois heures en ligne avec ses amis certains soirs. Pauline aussi s'est mise aux soirées virtuelles. « Cela permet de garder le lien autour de ce moment rituel, très français, qu'est l'apéro et que tout le monde connaît déjà », analyse Emmanuelle Lallement. Pour les passionnés de musique, des concerts, des DJ sets et même des festivals sont organisés en direct sur les réseaux sociaux. Tommy Vaudecrane, DJ et président de l'association de musiques électroniques Technopol, salue ces initiatives qui permettent de « vivre la musique qu'on aime, en pantoufles » mais qui ne remplacent pas une vraie soirée. « Il y a des regards, des sourires, des discussions, qu'on ne peut avoir qu'à 4 heures du matin, en boîte de nuit, quand la musique est bonne », affirme-t-il. Un sentiment partagé par Pauline qui déplore l'absence de ses proches : « quand je prends du recul, je me rends compte que je suis seule dans un studio en train de boire des bières ».

Les fêtard·es se sont adaptés mais ne sont pas convaincus par les noces virtuelles qui rythment à présent leur quotidien. « Les soirées en visio ce n'est pas trop mon truc, très peu d'émotions passent à travers un écran », regrette Henri. « Après le confinement, je ne continuerai pas, c'est sûr ! » Pauline partage son avis : « Boire un verre, c'est une des premières choses que je ferai à la fin du confinement », s'enthousiasme l'étudiante, qui s'imagine déjà dans un bar, une pinte à la main.

Retrouvailles incertaines

Cet après, les professionnels du secteur l'appréhendent : « On craint que certaines sociétés déposent le bilan, que la concurrence soit rude car beaucoup d'événements ont été décalés et auront lieu en même temps. On espère aussi que les festivals de l'été, qui ont vendu près de 40% de places en moins, seront remplis », expliquait Tommy Vaudecrane, fin mars. Les foules compactes de jeunes venues des quatre coins de la France pourraient inquiéter celles et ceux qui redoutent le virus. Les grands rassemblements seront-ils délaissés au profit des soirées en petits comités ?

L'alcool triste

Pendant la première semaine du confinement, les ventes d'alcool n'ont pas vraiment augmenté malgré la fermeture des bars et des restaurants. Selon une étude*, au cours des jours qui ont suivi l'annonce d'Emmanuel Macron, toutes les catégories de produits proposés en grande-surface se sont mieux vendues - les ventes de farine ont, par exemple, augmenté de plus de 200 %. Mais il y a une exception : les spiritueux (whisky, rhum, cognac...) et champagnes, dont les ventes ont baissé de 3 %. Les ventes de bières et cidres n'ont augmenté que de 2 %. Chez Pernod Ricard, « on attend avec impatience la fin du confinement car, par ailleurs, nos ventes aux hôtels, cafés, restaurants sont tombées à zéro », affirme Emmanuel Vouin, le responsable des relations médias du groupe. En attendant, le producteur, comme d'autres marques d'alcool, a converti certaines de ses distilleries... en fabriques de gel hydroalcoolique.

*Étude IRI vision arrêtée le 22 mars 2020. Les chiffres sont comparés à ceux de l'année 2019.

L'anthropologue Emmanuelle Lallement, elle aussi, pense à l'avenir. « La fête est un temps de rupture par rapport à notre quotidien et ce quotidien, il va déjà falloir le reconstruire », prédit-elle. Car la fin de la crise ne sera pas la même pour tout le monde. Pour faire la fête, il faut non seulement en avoir les moyens, mais aussi la disposition mentale.

Les périodes comme celle-ci laissent des traces. Selon une étude de la revue *The Lancet****, le confinement peut causer des séquelles comme des symptômes de stress post-traumatique, des dépressions, de la confusion ou encore de la peur. Des troubles difficilement compatibles avec une sortie en boîte de nuit. « Je ne pense pas, par exemple, que les personnes qui auront perdu leur emploi ou leur entreprise auront envie de s'amuser », prévient Emmanuelle Lallement. Avec une question en tête : « Les gens voudront-ils rattraper le temps perdu ou continueront-ils à garder leurs distances ? » ■

*Ce prénom a été modifié.

**Une application de visioconférence qui permet aussi de faire des jeux en ligne.

*** Étude sur les effets psychologiques du confinement, publiée le 26 février 2020, dans cette revue britannique de référence.



PEUR

DOSSIER

TURBULENCES POLITIQUES

Les chef-fes d'État ont déclaré la guerre à l'ennemi commun. Autocratie ou démocratie, État fédéral ou centralisé, le Covid-19 se moque bien de savoir qui est au sommet de la pyramide. Et si le régime tombait à cause d'un virus ?



© Maëlle Bernisty



© Marti Blanco



© Philippine Renon



© Valentin Després

« L'angoisse émerge
une fois la nuit tombée.
Seul réconfort :
mon doudou »



«[...] une seule mission : vaincre le virus. Il n'y a pas de couleurs politiques, il n'y a pas d'idéologies, il n'y a pas de territoires. Nos citoyens passent en premier»

Pedro Sánchez,
président du gouvernement d'Espagne,
le 14 mars

«C'est une collaboration forte qui s'est installée entre nous. [...] La réussite de notre lutte contre le Covid est intimement liée aux efforts de tout un chacun»

Sophie Wilmès,
Première ministre du gouvernement
fédéral belge, le 17 mars

«Nous sommes en guerre, [...] l'ennemi est là, invisible, insaisissable, qui progresse. Et cela requiert notre mobilisation générale»

Emmanuel Macron,
président de la République française,
le 16 mars

Les mots du pouvoir

L'annonce des mesures pour lutter contre la pandémie a donné lieu à des prises de paroles des chef-fes d'État. Des mots forts, pour affirmer une autorité ou asseoir un consensus. Décryptage.

■ Hippolyte Radisson

Quand l'Europe devient le foyer de l'épidémie à la mi-mars 2020, les chef-fes d'État annoncent des mesures de restriction des libertés publiques jusqu'à l'impensable pour une partie de la population. Le président Emmanuel Macron à l'Élysée seul devant la caméra, le chef du gouvernement espagnol Pedro Sánchez debout face aux journalistes et la Première ministre belge Sophie Wilmès entourée des présidents de régions : ces dirigeant-es annoncent toutes et tous l'obligation du confinement à leur population, mais le langage et la posture divergent. Ces écarts de discours s'expliquent par des différences de «culture politique», selon Pascal Perrineau, chercheur au

Les grandes dates de la pandémie

■ Philippine Kauffmann

Premier cas de Covid-19 à Wuhan en Chine, selon un rapport gouvernemental publié par le *South China Morning Post*, un quotidien de Hong-Kong.

17 nov. 2019

Un cas du nouveau coronavirus est signalé pour la première fois à l'Organisation mondiale de la santé (OMS)

31 dec. 2019

Arrivée en France d'un touriste chinois contaminé, premier cas avéré dans l'Hexagone.

16 janvier 2020

Les habitant-es de Wuhan ont interdiction de quitter la ville.

23 janvier

À Wuhan, un hôpital construit en dix jours ouvre ses portes.

3 février

L'application *Corona 100 m* est lancée en Corée du Sud, elle permet de géolocaliser les personnes infectées par la maladie et atteint rapidement le top 10 des applications les plus téléchargées.

11 février



Pascal Perrineau

Politologue né en 1950, il a présidé le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) de 1991 à 2013. Il enseigne encore aujourd'hui les sciences politiques à l'IEP de Paris. Ses recherches ont notamment porté sur le vote d'extrême-droite en Europe. Désigné comme l'un des garants du Grand débat national initié par Emmanuel Macron, il a écrit *Le grand écart - Chronique d'une démocratie fragmentée* (2019).

Centre de recherches politiques de Sciences Po Paris (Cevipof) : d'un côté, la France, « régime semi-présidentiel » et de l'autre, la Belgique et l'Espagne, « au modèle plus parlementaire ». Pour ces derniers, « l'important, c'est la construction d'un consensus entre les diverses forces politiques. Le ton est donc bien plus modeste », détaille-t-il. Loin du discours belliqueux de Macron, qui use six fois du mot « guerre » et déroule le champ lexical du combat. « L'État reste très central en France, poursuit le politologue. C'est l'autorité du président chef de guerre et chef d'orchestre qui est à l'œuvre ».

En Belgique, régime fédéral, cette figure est absente. La libérale Sophie Wilmès, en fonction depuis octobre 2019, gère jusque-là les affaires courantes. Son gouvernement minoritaire a été investi de pouvoirs spéciaux le 17 mars, afin d'affronter l'épidémie. En alternant français et néerlandais, la Première ministre essaie de composer avec un pays divisé. « C'est une adresse à chacun des Belges quel que soit leur enracinement politique, culturel ou linguistique », détaille Pascal Perrineau.

Une scission que connaît aussi Pedro Sánchez en terre ibérique. Le socialiste est confronté à des communautés autonomes très fortes et parfois en opposition avec le pouvoir central, comme le Pays basque ou la Catalogne. Avec la déclaration de « l'état d'alerte » le 14 mars, l'exécutif s'est doté de pouvoirs exceptionnels, temporairement confisqués aux régions. D'où le « ton coordonnateur » du chef de gouvernement, estime le politologue.

Ces discours vont « faire date », pense Pascal Perrineau. Aussi distincts soient-ils, ils confirment tous des « mesures autoritaires et verticales ». ■

Régime de crise

En temps d'urgence, les institutions de la V^e République accordent des pouvoirs exceptionnels au ou à la chef·fe d'État. Gare aux dérives.

■ Clément Bouynet

La Seconde Guerre mondiale a eu raison de la III^e République. La Guerre d'Algérie a mis en bière la IV^e. Inutile de s'appeler Nostradamus pour deviner que la V^e République survivra à l'épidémie de Covid-19. Taillé pour un homme, le Général de Gaulle, dans une situation exceptionnelle - la guerre d'indépendance algérienne - ce régime politique a été capable de traverser les crises majeures de ces 60 dernières années. Mai 68, chocs pétroliers, marasme économique et vagues de terrorisme ont usé les gouvernants successifs. Jamais le mode de gouvernement. Rien d'étonnant pour l'historien de la politique Jean Garrigues : « Un système démocratique, confronté à une situation de crise, est dans l'obligation de s'adapter. La V^e République donne



14 février

Un touriste chinois de 80 ans décède à l'hôpital Bichat, à Paris. Il s'agit du premier cas mortel du Covid-19 en France.

Le confinement total est instauré à Wuhan.

17 février



22 février

Codogno et neuf autres villes italiennes de la région de Lombardie sont mises en quarantaine. L'Italie est le pays le plus touché d'Europe.

Lors d'une conférence de presse, le vice-ministre de la Santé iranien, Iraj Harirchi, est visiblement malade. Il est testé positif au Covid-19. Avec 12 décès, l'Iran est alors le pays, en dehors de la Chine, où l'épidémie est la plus meurtrière.

24 février



9 mars

L'Italie étend ses mesures de confinement à tout le pays.

Trente touristes italiens sont expulsés de Tunisie après avoir refusé de se mettre à l'isolement à leur arrivée. La Mauritanie avait déjà renvoyé 15 autres touristes italiens pour les mêmes raisons.

11 mars





a priori une légitimité et des capacités de réactivité à l'exécutif, supérieures à celles d'un système parlementaire.»

Autrement dit, les débats permanents dans les hémicycles pourraient ralentir la prise de décision, dans des situations où l'urgence commande. Dans les périodes de doute, la Nation aurait besoin d'un chef, tout-puissant. Jean Garrigues dresse même des parallèles : « Clemenceau en 1917, De Gaulle en 1958, mais aussi Pétain en 1940... » Fabrice Hourquebie, professeur de droit constitutionnel à Bordeaux, abonde en ce sens : « La lecture gaullienne de la Constitution de 1958 fait peser de facto sur le Président de la République la responsabilité de la continuité de la Nation dans la crise. »

Voilà pour le volet politique. Le seul valable pour l'ancien Garde des Sceaux, Jean-Jacques Urvoas : « Le droit n'est qu'un moyen. L'exécutif est là pour décider et surtout pour rassurer la population. » Président de la commission des lois de l'Assemblée Nationale au moment des attaques terroristes de 2015, celui qui est retourné enseigner le droit à l'Université de Bretagne a pris du recul sur les événements. « Quand il y a l'attentat de Charlie, la catharsis, c'est la manifestation dans les rues. La catharsis du Bataclan, c'est le vote de l'état d'urgence. La catharsis de l'épidémie de Covid-19 restera le confinement décidé par l'allocution présidentielle du 16 mars 2020. » Ce soir-là, le discours d'Emmanuel Macron aura été suivi par plus de 35 millions de personnes. L'allocution était attendue, les mesures prises aussi. Leur fondement juridique, l'état d'urgence sanitaire, un peu moins, comme l'explique la professeure de droit constitutionnel Anne Levade : « L'exécutif a jugé que les outils existants n'étaient pas suffisants pour agir donc il a fait voter l'état d'urgence sanitaire le 23 mars. »

Concentration des pouvoirs

La pratique de la V^e République, ou l'art de créer du droit pour des situations d'exception. Le vote de l'état d'urgence de novembre 2015 à novembre 2017, puis celui de l'état d'urgence sanitaire depuis mars 2020, en sont la confirmation. Dans ces périodes, la répartition des compétences est cham-

boulée au bénéfice de l'exécutif. L'historien Jean Garrigues le résume ainsi : « Nous pratiquons une sur-présidentialisation. » Fabrice Hourquebie entre dans le détail : « L'exécutif est autorisé à légiférer par ordonnances. Cette possibilité est critiquée par certains, notamment concernant les domaines d'intervention : droit du travail, aides aux entreprises donc possibilité de nationalisations... »

Dans le film *Spider-Man*, Sam Raimi fait dire à l'Oncle Ben qu'un « grand pouvoir implique de grandes responsabilités ». Si le pouvoir élyséen est grand en temps de crise, sa responsabilité y est inversement proportionnelle, au moins le temps du mandat. Les parlementaires de l'opposition souhaitent créer une commission d'enquête à l'automne pour mesurer les effets de l'état d'urgence sanitaire. L'équilibre des pouvoirs l'impose.

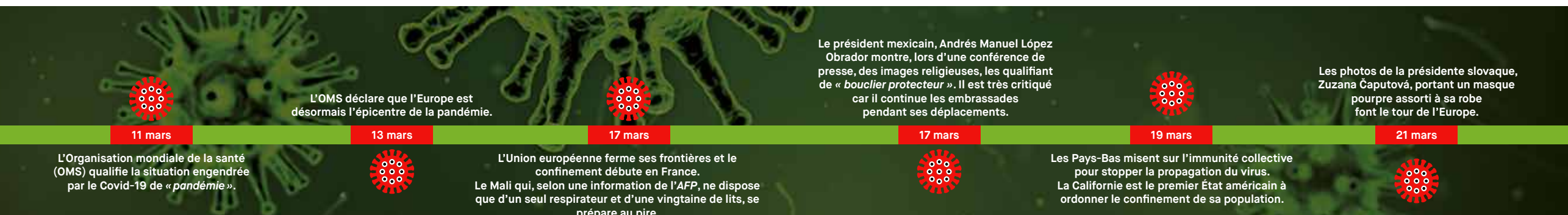
Fonction renforcée

L'exécutif a-t-il pris l'épidémie à sa juste mesure ? La réponse de l'Assemblée nationale et du Sénat sera scrutée. En outre, plusieurs plaintes sur la gestion de la crise et la pénurie de masques de protection ont déjà été déposées devant la Cour de justice de la République par le personnel médical. Elles visent le Premier ministre Édouard Philippe et le ministre de la Santé, Olivier Véran. Emmanuel Macron en sera l'Arlésienne. « Le chef de l'État est le cœur de la V^e République mais il est juridiquement irresponsable. » Aussi paradoxal pour Fabrice Hourquebie, que limpide dans l'article 67 de la Constitution : « Le président de la République n'est pas responsable des actes accomplis en cette qualité. »

C'est sur le plan politique qu'Emmanuel Macron peut commencer à cogiter. « Le corps électoral a pris l'habitude d'associer le président à des événements dramatiques, dont il souhaite tourner la page. La page François Hollande, marquée



« Un grand pouvoir implique de grandes responsabilités »



par les attentats terroristes, a été tournée en 2017.» Gaspard Gantzer faisait partie du premier cercle du Corrèzien. Il se souvient de la manière dont le chef de l'État s'était révélé à l'époque: «*Gérer une crise, c'est le job du président. Sa cote de popularité a rebondi en 2015, c'est un fait.*» Nicolas Sarkozy en avait bénéficié en 2008, au plus fort du choc économique. Jacques Chirac aussi, en 2003, lorsqu'il avait refusé l'intervention française en Irak. Jean Garrigues relativise ces effets de popularité éphémères: «*La fonction présidentielle est sortie incontestablement renforcée ces dernières années, en dépit d'un désir d'horizontalité et de l'impopularité des individus qui l'ont exercée.*»

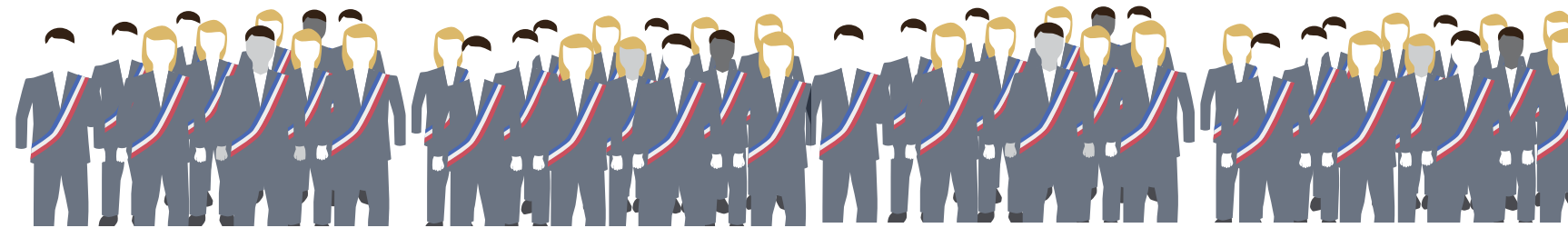
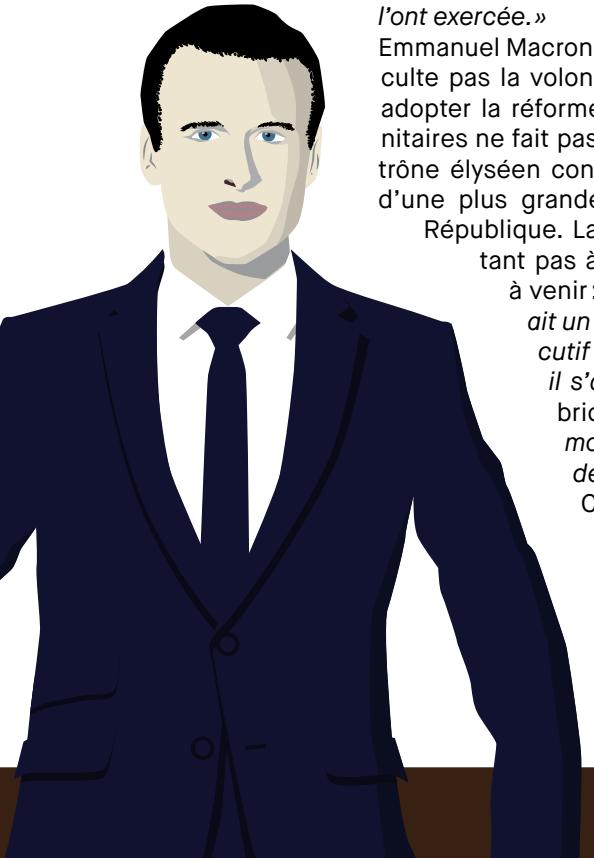
Emmanuel Macron n'échappe pas à la règle. Le Covid-19 n'occulte pas la volonté d'utiliser l'article 49 alinéa 3 pour faire adopter la réforme des retraites. Le blanc des masques sanitaires ne fait pas oublier le jaune des Gilets. Jupiter sur son trône élyséen conforte toujours un peu plus les partisans d'une plus grande participation citoyenne, voire d'une VI^e

République. La professeure Anne Levade ne croit pourtant pas à un changement de régime dans les mois à venir: «*Il n'y a aucune raison pour que l'épidémie ait un impact sur l'équilibre des institutions. L'exécutif a pu prendre des décisions. Politiquement, il s'agira de savoir si ce sont les bonnes.*» Fabrice Hourquebie va plus loin: «*Dans une démocratie, il faut respecter les temps. Il y a celui de l'action, puis celui de la responsabilité.*» Celle d'Emmanuel Macron se jouera dans les urnes en 2022. ■

Les fourmis de la république

Les élus des collectivités locales ont joué un rôle majeur. Le « plus petit échelon du service public » attend toujours une reconnaissance.

■ Thibaut Ghironi



24 mars

En Inde, confinement de plus d'un milliard d'habitants.



25 mars

L'Espagne connaît à son tour un nombre de mort-es qui dépasse celui officiellement annoncé en Chine. Des doutes émergent sur la véracité des chiffres chinois.



26 mars

L'Afrique du Sud est le premier pays du continent à instaurer un confinement total alors qu'il n'y a pas encore eu de décès dû au Covid-19 sur son sol.



27 mars

Deux jours après le Prince Charles, Boris Johnson, le Premier ministre britannique, révèle être atteint du Covid-19. En France, le confinement est prolongé jusqu'au 15 avril.



28 mars

Le Portugal régularise temporairement les immigrés sans papiers, leur assurant ainsi un accès aux soins et aux aides financières pendant la crise.



29 mars

Des policiers indiens se déguisent en virus pour sensibiliser aux dangers de l'épidémie tandis que d'autres utilisent des bâtons pour frapper celles et ceux qui ne respectent pas le confinement.

Décentralisation

Acte I

Loi Defferre du 2 mars 1982. La tutelle administrative du préfet sur les actes pris par les collectivités territoriales est supprimée.

Acte II

Loi constitutionnelle du 28 mars 2003. La décentralisation est inscrite dans la Constitution et l'autonomie financière des collectivités territoriales proclamée.

Acte III

Loi du 7 août 2015 NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République). Les compétences des intercommunalités sont clarifiées, et les régions redécoupées.

« On est là. » Trois mots que Cécile Gallien, maire LREM de Vorey (Haute-Loire) et vice-présidente de l'Association des maires de France (AMF), martèle comme un mantra. « *Qu'on soit élu des villes ou des champs, on est là. Et nos fonctionnaires territoriaux sont là.* » Si Emmanuel Macron a déclaré la guerre à l'épidémie de Covid-19, les maires se sont métamorphosés en médiatrices et médiateurs. Leur mission : « *Assurer la continuité de service au public* », résume Philippe Ducène, maire LR de la petite commune de Val de Louyre et Caudeau (Dordogne). Ce fut leur priorité : déposer des autorisations de sortie, mettre en place des listes d'inscription pour les courses et la pharmacie, distribuer des colis alimentaires d'urgence, échanger avec les plus isolés... En plus de leurs fonctions habituelles, les édiles ont retrouvé un véritable « *rôle d'accompagnement social* », comme le définit Dominique Dumeaux, maire sans étiquette de Fercé-sur-Sarthe (Sarthe). Souvent sans même savoir si le résultat du premier tour des municipales serait valable et si elles et ils seront encore aux manettes dans quelques mois. La crise a été gérée à l'échelle nationale, les élus ont porté une responsabilité locale. Certain·es ont assumé un rôle de père fouettard et sont allés plus loin que le confinement national. Philippe Ducène, renforcé depuis sa réélection assurée au premier tour, a pris un arrêté pour interdire tous les rassemblements de plus de deux personnes sur les lieux publics de sa commune : « *Être à la campagne donne un sentiment de liberté. Au bout d'une semaine, j'ai vu que ça ne pouvait plus durer.* » D'autres ont préféré la mise en place d'un couvre-feu comme à Nice, Montpellier ou Perpignan, ou ont imposé le port du masque comme à Sceaux. La goutte d'eau pour le Conseil d'État qui a décidé de limiter le pouvoir des maires le 17 avril 2020. À l'inverse, d'autres ont joué les grands frères et ont rivalisé de créativité pour rester au plus près de leurs administrés : « *Une dizaine de familles n'avait pas les moyens d'imprimer les cours de leurs enfants. C'est un élu qui s'en est chargé et qui est allé mettre les cours dans l'ancienne cabine téléphonique* », se félicite Dominique Dumeaux. En colère devant la pénurie de masques, Benjamin Delrieux, conseiller régional PS de la Nouvelle-Aquitaine

et conseiller municipal de Siorac-en-Périgord, s'est rendu lui-même « *chez un artisan récupérer des masques FFP2 qui dataient du H1N1. Et après on les a distribués à l'EHPAD et au centre intercommunal d'action sociale.* »

Le spectre des Gilets jaunes

« *On est là.* » Ce fut aussi l'incantation récitée par des milliers de Français·es chaque samedi, sur les ronds-points et dans les centres-villes. Un chant pour se faire remarquer, porté par une population jusqu'alors invisible. « *On l'a vu avec les Gilets jaunes, les gens se sentent toujours abandonnés. L'épidémie montre ce qui dysfonctionne de manière exacerbée* », alerte Benjamin Delrieux. Dominique Dumeaux va dans le même sens : « *L'éloignement du numérique, le manque de service public, tout cela devient encore plus évident.* » La crise sanitaire a bien souvent renforcé la vocation des élus. Mais toutes et tous regrettent un certain manque de considération : « *Cela fait deux fois en deux ans que les maires de petites communes jouent un rôle important : les cahiers de doléances des Gilets jaunes et la gestion du Covid-19* », revendique le maire de Fercé-sur-Sarthe.

La sortie de crise provoquera-t-elle un nouvel acte de décentralisation ? C'est ce qu'espère Benjamin Delrieux : « *Il faut donner des compétences très claires aux régions sur la question économique et pour les départements en matière sociale. Et les budgets qui vont avec.* » Depuis 2014, les collectivités locales dénoncent de régulières baisses de la dotation globale de fonctionnement (DGF). Mais dans le cadre des mesures sanitaires, Cécile Gallien s'est estimée « *bien contente d'avoir les aides gouvernementales pour les TPE et les indépendants.* » La maire de Vorey se veut optimiste et aspire à plus de solidarité pour le futur : « *Que chacun prenne conscience de sa responsabilité vis-à-vis de son territoire. Et inversement, que l'État s'appuie sur les forces des territoires pour réagir le plus finement possible et répondre à leurs attentes.* » En réaction au mouvement des Gilets jaunes, Edouard Philippe avait déclaré que « *l'acte II du quinquennat [serait] celui des territoires.* » L'avenir nous dira si c'était un vœu pieu. ■

Projet de loi 3D

Le projet de loi 3D (décentralisation, différenciation, déconcentration) est porté par Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales. Prévus pour le printemps 2020, son examen devant le Parlement a été reporté. Il a pour ambition de « *repenser la manière dont la décentralisation doit être conçue.* »

Les États-Unis rachètent une commande de masques à destination de la France sur le tarmac d'un aéroport chinois. Ils auraient payé, en espèces, le triple du montant négocié par les Français·es, selon plusieurs président·es de régions. Les autorités américaines démentent.

30 mars

Après la République Tchèque et la Slovaquie, l'Autriche et la Slovénie rendent obligatoire le port du masque dans les lieux publics.

1^{er} avril

Wuhan entame la fin de son confinement. Il aura duré plus de deux mois.

8 avril

À Guayaquil en Équateur, cadavres et cercueils sont abandonnés dans les rues car les services de pompes funèbres et les morgues sont saturés. La ville enregistre l'un des taux de mortalité les plus élevés d'Amérique latine.

9 avril

Avec 18 860 morts, les États-Unis dépassent l'Italie et deviennent le pays le plus touché par la pandémie.

11 avril

Le pape donne sa bénédiction de Pâques, quasiment seul dans la basilique Saint-Pierre de Rome.

12 avril



Crash test pour l'écologie

Plus de proximité, moins de mondialisation : c'est la première leçon de la crise. L'occasion de penser un autre modèle, plus écologique.

■ Romain Bouvet

Sophie n'avait pas mis les pieds dans un supermarché depuis un bon moment. Le confinement, décrété deux semaines plus tôt, l'a forcée à revoir ses habitudes. Elle a dû retourner, sans gaieté de cœur, dans ces temples de la consommation. «*Je n'ai pas eu trop le choix. Ça fait bizarre de faire de grosses courses.*»

L'étudiante aux Beaux-Arts de Rennes est une adepte du mode de vie zéro déchet depuis près d'un an et demi. Elle fréquente habituellement une épicerie spécialisée, mais avec le confinement, «*les entrées sont régulées*». Même problème à l'autre bout du pays pour Marie-Sarah. «*On vit un peu le confinement comme une régression*», confie la jeune Vosgienne, une autre convertie.

Redécouvrir le circuit court

À la base de leur motivation, une volonté écologique. «*Je consommait exactement comme ma mère me l'avait appris, sans même réfléchir à ce que ça pouvait engendrer*», déclare Marie-Sarah, diplômée en management des unités commerciales. Elle a débuté avec son compagnon, «*qui n'a pas eu trop le choix, mais qui a vite commencé à y prendre du plaisir*».

Zéro déchet, circuit court ou produits bios : les pratiques de consommation alternatives

connaissent le succès. Un exemple : entre 2001 et 2015, plus de 2000 Amap (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne, des groupements de consommateurs-rices et d'agriculteurs-rices favorisant la production locale) ont été créées dans toute la France, selon le réseau Miramap.

Sophie est elle-même membre d'une Amap, dont l'activité a été suspendue pour éviter les rassemblements. Dans le supermarché où elle s'est rendue, les bacs de fruits et légumes étaient pratiquement vides. La fermeture des frontières était passée par là. «*Cette crise va pousser les gens à s'intéresser à ce qu'il y a autour de chez eux, ce qui se fait localement. C'est vraiment important de privilégier le circuit court, éthiquement et écologiquement.*»

La crise sanitaire a mis en lumière l'ultra-dépendance de nos économies entre elles. Et c'est ce qui pousse certain·es responsables politiques ou expert·es à sonner le tocsin. «*Il faut réguler cette interdépendance*», estime Noël Mamère, ancien candidat à l'élection présidentielle, ex-député de la Gironde et écologiste de longue date.

Un constat partagé par Séverine Durand, chercheuse associée à l'unité mixte de recherche Pacte de Grenoble et spécialiste des questions portant sur la transition écologique. «*Il est difficile de freiner les échanges dans cette si-*

tuation. Si on avait une économie régionalisée, on serait beaucoup plus résilients.» La relocalisation de l'économie, une piste à creuser ? Noël Mamère se montre plus nuancé. «*Il faut imposer certaines règles en matière de circulation. Par exemple, se battre contre le TAFTA ou le CETA [ndlr : des traités de libre-échange] et renforcer les normes sociales et environnementales.*» Bref, privilégier une économie qui va moins vite, plus proche des êtres humains, avec de nouvelles pratiques de consommation.

La crainte du statu quo

«*Il y a une prise de conscience de la fragilité de notre modèle*», estime la chercheuse. «*Un événement comme la pandémie nous recentre sur l'humain. On peut faire des rapprochements avec les catastrophes naturelles : ça nous rappelle notre vulnérabilité, on voit des élans de solidarité massifs et la capacité de l'humanité à s'auto-organiser.*» Toutes et tous veulent croire en la résilience de notre espèce, sa capacité à tirer les leçons des crises passées. Les marches pour le climat, l'appropriation de l'écologie par la jeunesse, ce sont des signes qui ne trompent pas pour l'ex-député écolo. «*La crise économique à venir [voir notre article Krach pandémique page 75] doit nous amener à repenser un modèle plus écologique*», précise Séverine Durand.

Mais la possibilité que rien ne bouge, ils et elles l'envisagent aussi. «*Je ne pense pas que cette crise va entraîner une*

prise de conscience globale, doute Marie-Sarah. Mais la fracture entre les personnes «*éco-responsables*» et les autres va être beaucoup plus marquée. Même avis du côté de Noël Mamère. «*Après Hiroshima, on a compris qu'il y avait une menace de destruction massive. Avec le nouveau coronavirus c'est pareil, toute proportion gardée. Le dérèglement climatique, lui, n'est toujours pas considéré comme une menace immédiate.*»

L'apparition de dérives autoritaires inquiète aussi, tout comme «*certaines formes dépravées du libéralisme au nom de la sécurité sanitaire*», avance l'ancien député vert. L'élan de solidarité nationale qui prospère dans le pays depuis le début du confinement, les nombreux messages de soutien adressés au personnel soignant, la grogne face à la destruction du système éducatif sont autant de signes qui tendent à prouver que le modèle peut changer. Et c'est le peuple qui en est à la base. Séverine Durand tranche : «*Les conséquences de cette crise vont beaucoup conditionner l'avenir. Plus la crise actuelle sera profonde, plus la réaction sera forte.*» ■

«*Cette crise va pousser les gens à s'intéresser à ce qu'il y a autour de chez eux, ce qui se fait localement*»



Parmi les 2000 Amap qui existent en France, certaines ont dû fermer à cause du confinement pour éviter les rassemblements. Pour les adhérents, difficile de s'approvisionner, en fruits et légumes notamment. © L'ImaGraphe (Flickr)

La fiction, antidote à la peur

La crainte que l'humanité soit anéantie par un virus nous habite. Les œuvres de contagion peuvent nous aider à soigner le mal par le mal.

■ Thibaut Chironi et Pierre Larquier

Le marché chinois bat son plein. Au milieu des étals, des chauves-souris sont suspendues par les pattes pour attirer le chaland. Quelques-uns de ces mammifères volants passent de main en main. Un mois plus tard, un virus fait des milliers de mortes de par le monde. Les victimes présentent des symptômes de grippe. Bien que semblable à la réalité qui nous a frappés, ce récit est celui d'une fiction : le film *Contagion* de Steven Soderbergh, qui date de 2011. À sa sortie, le thriller n'a pas marqué les esprits. Il aura fallu attendre neuf ans pour qu'il se retrouve en septième position des films les plus téléchargés sur la plateforme iTunes. *La Peste* d'Albert Camus regagne une place de choix dans les bibliothèques de chacun. En moyenne 500 exemplaires du livre sont vendus chaque semaine en France, mais plus de 3 000 ventes ont été enregistrées lors de la

première semaine de mars 2020. Le jeu vidéo *Plague Inc.* dont le principe est de créer l'agent pathogène parfait pour éradiquer l'humanité, s'est retrouvé en février en tête des ventes des applications payantes un peu partout dans le monde. À tel point que le jeu a été banni de l'App Store chinois.

Un reflet de notre réalité

Ces exemples sont révélateurs d'une tendance lourde en cas de crise majeure : le besoin de confronter ce que l'on vit à son imaginaire. Se tourner vers la fiction d'épidémie, quel que soit le support, est devenu un réflexe pavlovien pendant les semaines de confinement. « *Les gens ont besoin de comprendre leur situation. Les œuvres de contagion nous donnent une image de ce qui nous arrive et de ce qui pourrait nous arriver* », analyse Aurélie Palud, agrégée de lettres modernes et autrice d'une thèse sur le récit



Par rapport à janvier 2019, les ventes de *La Peste* d'Albert Camus (1947) ont été multipliées par quatre en France, tandis que celles de *L'Aveuglement* de José Saramago (1995) ont augmenté de 180 % en Italie.

d'épidémie contemporain. Des romans comme *La Peste* ou *L'Aveuglement* de José Saramago sont ainsi apparus comme des reflets déformés de la situation liée à l'épidémie de Covid-19. Consacrer du temps à une œuvre de contagion en pleine pandémie ne relève pas du masochisme. Jean-Paul Engélibert, professeur de littérature comparée et auteur d'un ouvrage sur les fictions d'apocalypse y voit à l'inverse plusieurs vertus : « *Le ralentissement, puisqu'on sort de l'urgence du flux d'info en continu. Le fait de voir les choses sous un autre angle et avec un autre vocabulaire aussi. Et la revitalisation de l'imaginaire, essentielle alors qu'une préoccupation unique nous bombarde*. » Notre mode de pensée en sort ragaillard, mieux préparé face aux discours politiques assésés en temps de crise : « *Trump parle de virus chinois alors que le virus n'a pas de frontières. Macron déclare la guerre au Covid-19 alors que le virus se combat par la solidarité. N'importe quel récit d'épidémie le montre* », tranche l'universitaire, irrité.

Ce que l'art dit de nous

Les œuvres d'épidémie ne se contentent pas de poser des questions sur l'humanité et nos modèles de société. Elles diffusent aussi des

messages. Hugo Clémot, docteur en philosophie du cinéma, a observé en l'espace de deux décennies une prise de conscience sur grand écran : « *À la fin des années 1990, beaucoup de films nous apprenaient à nous méfier du réel comme Le Sixième Sens ou Matrix. Et puis les films de contagion et post-apocalyptiques se sont multipliés depuis 28 jours plus tard en 2002. Maintenant on ne doute plus. La fin du monde va arriver, il va falloir s'y préparer*. » Figure du *Masque et la Plume* sur *France Inter*, le spécialiste du septième art Michel Ciment voit dans les films de contagion un défi enthousiasmant pour le cinéma : « *Depuis Aristote, l'essence du drame, c'est le conflit. L'épidémie en est un mais il est doué d'une supériorité fantasmagique. La force de ce genre réside dans le caractère invisible de l'ennemi. C'est ce qui attire les metteurs en scène d'horreur, de films fantastiques*. »

En littérature, *La Peste* et *L'Aveuglement* cochent toutes les cases du comportement humain en temps d'épidémie : l'entraide, la redécouverte d'autrui et des plaisirs simples, l'héroïsme... Mais aussi la transgression des lois, la recherche de bouc émissaire, le développement d'un marché noir. Aurélie Palud retient du propos de Camus « *qu'il y a plus de choses à admirer en l'homme qu'à mépriser. Il nous demande de ne pas céder à la médiocrité ou à des*



Parmi les films les plus regardés pendant le confinement, *Contagion* de Steven Soderbergh (2011) et *28 jours plus tard* de Danny Boyle (2002).



Bonaparte visitant les pestiférés de Jaffa. Peint en 1804, le tableau d'Antoine-Jean Gros représente Napoléon Bonaparte comme un roi thaumaturge, guérissant les malades grâce au simple toucher.

pulsions». En peinture, le tableau *Bonaparte visitant les pestiférés de Jaffa*, d'Antoine-Jean Gros, évoque une scène de guérison thaumaturgique lorsque Napoléon touche un malade de sa main. «*De la propagande pro-Bonaparte*» selon Sabine Gignoux, critique d'art à *La Croix*. L'art figuratif a d'ailleurs plus de mal à représenter l'épidémie frontalement ; les corps souffrants ne montrent généralement rien des ravages de la maladie.

Des artistes exaltés

Fortes de leur potentiel traumatique, les crises sanitaires ont toujours inspiré les artistes. Dès le milieu du XIV^e siècle, l'écrivain florentin Boccace assiste aux ravages de la peste noire et en tira le *Décameron*, premier recueil de nouvelles européen. «*Un genre littéraire émerge de la peste à ce moment-là, parce qu'on s'intéresse à un phénomène récent qui a frappé tout le monde*», relate Jean-Paul Engélibert. La peur de la mort et de la contagion ne nourrit d'ailleurs pas les artistes de la même manière selon leur culture. Michel Ciment observe la quasi-ab-

sence de ces thématiques dans le cinéma français : «*Le film de contagion questionne l'aspect métaphysique des choses. Le cinéma fantastique a très peu d'existence en France. La mort est bien plus présente dans les cultures anglo-saxonne, italienne, russe ou japonaise.*»

La pandémie de Covid-19 inspire déjà les plumes les plus contemporaines. Sur la toile, les écrivain·es ont accouché d'une multitude de journaux de confinement, sans attendre les neuf mois réglementaires. Certains risquent de devenir des livres dans quelques mois. «*Je ne sais pas s'ils auront beaucoup de succès mais ils seront aussi la mémoire de ce qu'on a vécu*», se projette Aurélie Palud. Dans un futur lointain, les œuvres tirées de l'épidémie sortiront logiquement du récit quotidien terre-à-terre et joueront de la métaphore, comme ont pu le faire *La Peste* de Camus et certains morts-vivants de George A. Romero. «*Les œuvres de contagion perdurent parce qu'elles sont actualisables. Elles ne sont pas ancrées dans un contexte trop précis mais disent quelque chose de l'humanité et de ce qu'il s'y joue.*» ■

Stress post-traumatique

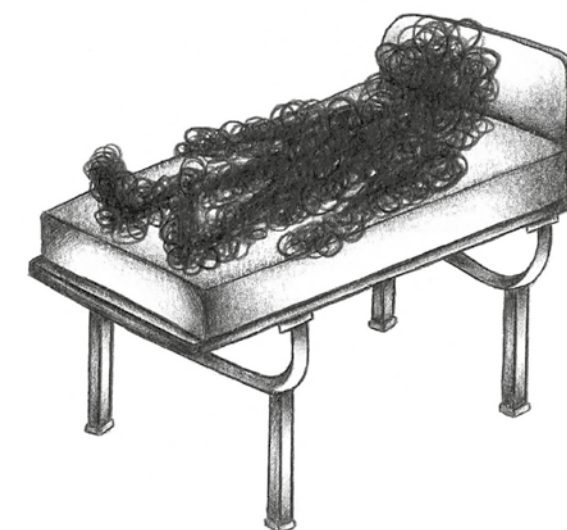
Le confinement soulève certaines angoisses dans les unités psychiatriques, pour les patient·es comme pour les soignant·es. Se pose la question du bien-fondé de l'hospitalisation, encore monnaie courante en France.

■ Lio Viry

Nous en avons quasiment toutes et tous fait l'expérience, mais pour certain·es, le confinement s'est apparenté à un double enfermement. Covid-19 oblige, les patient·es des services de psychiatrie ont vécu cette crise depuis leur chambre d'hôpital, coupé·es physiquement de leurs proches, visites et sorties étant temporairement interdites. Des mesures qui n'ont d'autre but que d'assurer la protection des patient·es, mais qui ne sont pas sans conséquences.

Anxiété

Comme l'explique Didier Delhay, psychiatre à la Maison de santé Les Pins à Pessac, «*il est plus compliqué pour les patients de faire face à leurs difficultés psychiatriques sans le soutien de leurs proches*». Conséquence : après seulement quelques jours de confinement, on subissait d'ores et déjà les effets négatifs d'une quarantaine généralisée, avec des patient·es souffrant plus qu'en temps normal de symptômes dépressifs. À savoir, une perte de plaisir face aux choses habituellement agréables, une plus grande difficulté à gérer ses émotions ainsi qu'une baisse de la motivation.

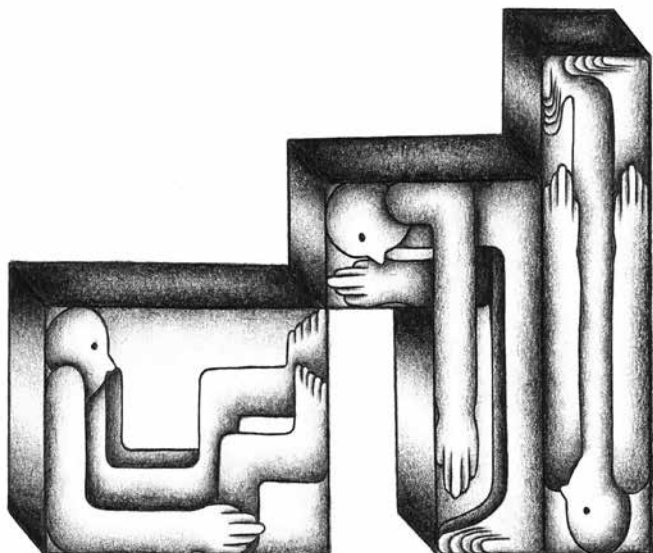


lui, redouté une hausse de décompensation, c'est-à-dire une dégradation de l'état psychiatrique, « même si, notait-il après une semaine de confinement, il n'y a eu qu'un cas matérialisé par un trouble obsessionnel compulsif de lavage ». Un phénomène récurrent lors des pandémies, mais qui survient et perdure parfois des mois, voire des années après. « Dans les pays touchés par Ebola, on s'est rendu compte que certaines personnes ont pendant longtemps continué à se laver tout le temps les mains et ne voulaient plus toucher les autres par peur de la contamination », précise le médecin.

C'est ce qu'on appelle un stress post-traumatique. Les personnes plus fragiles sur le plan psychiatrique y étant plus exposées, « la mise en quarantaine doit durer le moins longtemps possible », avertissent donc des chercheurs et chercheuses du département de psychologie de King's College London.

Hors les murs

Dès lors, se pose la question du bien-fondé de l'hospitalisation. Une réflexion qui a vu le jour en France dans le sillage de Mai 68 et qui n'a cessé d'être débattue depuis. Soixante ans plus tard, André Britton, président du Cercle de réflexion et de proposition d'actions sur la psychiatrie, reste ferme sur la question : « L'enfermement prive les citoyens de leur liberté et ne soigne pas », juge celui qui dénonce en outre « un recours abusif à la médication et à la contention ». Didier Delhaye se veut quant à lui plus nuancé. « Dans certaines unités difficiles, l'enfermement est très strict, mais l'hospitalisation reste nécessaire lors des crises », assure-t-il. Un point de vue partagé par Jean-Luc Roelandt, directeur du Centre collaborateur de l'OMS pour la recherche en santé mentale. Ce psychiatre, qui s'est battu toute sa vie contre l'enfermement, milite pour une psychiatrie hors les murs à l'image de ce qui est



expérimenté à Lille. Là-bas, seule une dizaine de lits accueille les patient·es, « mais uniquement en temps de crise et pour des périodes relativement courtes », détaille Marianne Ramonet, psychiatre en banlieue lilloise. Les soins sont pleinement intégrés dans la cité grâce à des équipes mobiles qui interviennent aussi bien dans des structures de jour qu'au domicile de celles et ceux qui en éprouvent le besoin.

Mais ce système de santé, qui a déjà fait ses preuves en Suède, en Italie ou encore en Angleterre, peine à se démocratiser en France. « Nous avons du mal à sortir de cette culture de l'hospitalisation car nous en sommes à l'origine. Mais du fait de ce confinement qui affecte la santé mentale de tous, j'ai l'espoir que cette réflexion soit relancée », confie Jean-Luc Roelandt, même s'il croit peu à une prise de conscience généralisée. En partie, parce que cette mise en quarantaine reste éloignée de ce que vivent les personnes psychiatriquées. Comme l'explique Valérie Gaillet, psychomotricienne, « nous n'avons pas vécu cette épreuve seuls, mais tous ensemble et avons continué à échanger avec le monde extérieur, ce qui est plus facile à accepter ». Un confinement qui, certes n'a pas toujours été évident à gérer, mais qu'il convient de relativiser au regard de ce que vivent au quotidien les milliers de patient·es des services de psychiatrie. ■

Pas de distanciation en surpopulation

Promiscuité, insalubrité, la crise a renforcé les problèmes des détenu·es. Certain·es espèrent un avenir meilleur, sans vraiment y croire.

■ **Philippine Kauffmann**



« Comme on n'a pas de masques, des détenus utilisent des filtres à café ou des gants de toilette pour s'en créer », raconte Martin*, 29 ans, depuis sa cellule de la maison d'arrêt de Fresnes, en Île-de-France. « Je l'ai fait au début mais j'ai arrêté car je pense que ça ne protège de rien. » C'est dans cette prison du Val-de-Marne qu'un premier détenu français est mort du Covid-19, le 16 mars 2020. « L'ambiance a beaucoup changé, les gens sont plus stressés, nerveux, sur la défensive », témoignait Martin, deux semaines plus tard, craignant que certain·es craquent, redoutant même le pire : « J'espère que personne ne va se suicider. »

À Fresnes, les détenu·es ont l'habitude des cafards dans les cellules, des rats dans les couloirs, de la nourriture « dégueulasse » et des douches à l'eau brûlante. Mais après l'annonce du confinement de la population, il a fallu affronter de nouvelles épreuves : annulation des parloirs, des cours, du sport. Il reste quand même la promenade, raccourcie à 45 minutes par jour et limitée à 15 personnes en même temps. « Les cours de promenade sont d'anciens boxes à chevaux. Les surveillants nous disent de garder nos distances mais, vu la taille, c'est impos-

Pour un tourisme éthique

Le secteur, touché de plein fouet, doit remettre en question les pratiques aux impacts écologiques destructeurs. Entretien avec Saskia Cousin, anthropologue.

■ Propos recueillis par Matthias Hardoy et Guillaume Ptak

sible », soupire Martin. Difficile, pour le jeune homme, de respecter les gestes barrières alors qu'il partage sa minuscule cellule avec deux codétenus : « *On a un robinet donc on se lave les mains, mais la cellule est tellement sale que nos mains ne sont jamais vraiment propres.* »

« Les gens se droguent au Doliprane »

Avec la fin des parloirs, se procurer du cannabis est devenu de plus en plus difficile. « *Certains sont en manque et deviennent agressifs* », s'alarme Martin. La consommation de stupéfiants et de médicaments contribuerait grandement, en temps normal, à maintenir un calme relatif dans la prison. Comme pour les masques, les prisonnières ont fait preuve d'inventivité : « *Certains se droguent au Doliprane, je ne savais même pas que c'était possible* », s'étonne le jeune détenu.

Au début de la crise, le ministère de la Justice a misé sur un désengorgement des établissements pénitentiaires. Entre le 15 et le 30 mars 2020, près de 4 000 détenues ont bénéficié de mesures de libération anticipée. La démarche n'est pas allée assez loin pour Anne-Sophie Wallach, secrétaire nationale du syndicat de la magistrature : « *Même avec 5 000 détenus en moins, la surpopulation carcérale perdure.* » Au 1^{er} mars 2020, 72 400 personnes étaient emprisonnées en France alors que les prisons avaient une capacité d'accueil de 61 080, soit un taux d'occupation de 119%. « *Même avec un taux de 100%, les règles de distanciation ne peuvent pas être respectées* », affirmait, le 28 mars, la magistrate. Deux semaines plus tard, le ministère de la Justice annonçait avoir libéré « *près de 8 000 détenus* » en un mois et réduit le taux de d'occupation des prisons à 107%. Ronan Roudaut, secrétaire adjoint du syndicat UFAP-UNSA Justice de Bordeaux et surveillant pénitentiaire

à la maison d'arrêt de Gradignan, désapprouve quant à lui la libération de détenues : « *La conséquence c'est qu'on remet en liberté des gens dangereux*, estime-t-il. *Cette crise ne va rien produire de bon.* »

D'autres, plus critiques envers le système carcéral, se projettent aussi dans l'avenir. Anne-Sophie Wallach observe que certaines magistrates « *revoient leurs critères de détention à la hausse* » depuis que les prisons sont devenues plus dangereuses à cause du risque sanitaire. Une réflexion qui, elle l'espère, perdurera, même si elle n'est « *pas sûre que les réflexes changent* ».

Audiences en visioconférences

Alors sera-t-il plus facile de dénoncer le système carcéral français après la pandémie ? Pas forcément pour Luce, du Genepi, une association qui demande l'abolition de toutes les prisons. « *Cette crise a permis de visibilité un peu plus les détenus, c'est l'aspect positif, mais d'un autre côté, je crains beaucoup la répression des mutins, ces leaders et leadeuses qui ont porté des mouvements de protestation dans certaines prisons* », s'alarme la militante, qui redoute aujourd'hui que de nouvelles peines soient prononcées à leur rencontre.

Luce dénonce également la « *généralisation des audiences en visioconférences* » qui empêchent le public d'y assister, bien qu'il s'agisse d'un principe fondamental de la justice. Si plusieurs des audiences de Martin se sont déroulées de cette façon, il ne souhaite pas que cela continue, une fois le virus disparu : « *On transmet moins d'émotions que lorsque l'on est face à la juge* », glisse-t-il depuis sa maison d'arrêt. Derrière les barreaux, difficile de se projeter dans le futur. Martin n'a qu'une idée en tête : sortir. ■

* Ce prénom a été modifié.



Saskia Cousin est chercheuse au Centre d'anthropologie culturelle et sociale de Paris. Elle est l'auteur de *Sociologie du tourisme* (2009, éd. La Découverte).

Un tourisme éthique est-il possible ?

Ce n'est possible qu'avec un changement de paradigme, en modifiant la définition actuellement imposée par son industrie. On promeut 1,4 milliards de touristes en ne comptabilisant que les arrivées internationales et on dévalue depuis toujours les pratiques popula-

ires consistant par exemple à partir s'installer pour quelques jours ou quelques semaines dans un camping ou chez sa famille. Il faut changer d'indicateurs, s'intéresser aux différents usages, aux motivations des personnes et arrêter de mesurer avec les instruments biaisés que sont les arrivées internationales.

Le tourisme ne va-t-il pas redevenir l'apanage des plus riches, des élites comme lorsqu'il est né au XIX^e siècle ?

C'est déjà le cas, le tourisme ne concerne toujours qu'une petite minorité d'humains ! À notre échelle, il faut savoir que plus de 40% des Français ne partent pas en vacances, et 80% de ceux qui partent restent dans le pays. Je pense que le problème pour la majorité des

personnes est d'avoir accès à du temps libre et aux congés payés. La France vient d'autoriser les entreprises à imposer, fractionner ou reporter les congés payés de leurs salariés. Selon moi, cela constitue un motif d'inquiétude supplémentaire.

De mondial, le tourisme peut-il devenir seulement continental, voire national ?

Pour cela, il faut également changer d'imaginaire : tant que le voyage à l'autre bout du monde sera valorisé, il y aura des candidats au départ. Si partir une semaine en Thaïlande devient ridicule ou grotesque, on pourra penser le voyage autrement. C'est aussi le rôle des médias. Il faut arrêter de moquer les classes populaires qui pratiquent le même camping depuis des générations, et cesser de s'extasier sur les écolodges [ndlr : hébergement touristique porteur d'un label environnemental] à l'autre bout du monde. Mais cela passe aussi et surtout par des politiques publiques volontaristes, à toutes les échelles.

Le « tourisme d'extinction » n'est-il pas la preuve que le tourisme pourra toujours s'adapter cyniquement au pire ? On commence bien à parler de tourisme spatial...

Tous les secteurs économiques et financiers cherchent à s'adapter au contexte pour en tirer du profit, ce n'est pas propre à l'industrie touristique. Pour ce qui concerne le tourisme d'extinction, il s'agit toutefois d'un cas extrême, mis en exergue par les médias en quête de sensationnalisme. Une adaptation de la pratique avec des conséquences sociales et écologiques majeures, c'est plutôt la manière dont le tourisme balnéaire s'approprie l'ensemble du littoral des Caraïbes, étalant le modèle de Cancún avec ses spoliations de terre et sa mise en monoculture touristique.

Le tourisme regroupe d'énormes enjeux économiques. Une évolution vertueuse ne risque-t-elle pas de susciter des résistances? Croire à un changement de paradigme est-il illusoire?

Il n'y a aucune raison pour que les industries aérienne et hôtelière, et j'inclus dedans les plateformes type Airbnb, ne cherchent pas à retrouver le modèle industriel qui a fait leur fortune. Ce changement ne viendra pas de l'industrie qui impose depuis les années 1950 ses indicateurs et ses valeurs. Il peut venir des sociétés qui réalisent, par exemple, l'importance et l'intérêt de villes moins polluées. Il doit venir également de l'imposition de normes de régulation internationales, favorisant le train au profit de l'aérien par exemple. Il faut se souvenir que le foule lourd des bateaux de croisière n'est taxé et que le trafic aérien est régi par la convention de Chicago entrée en vigueur en 1947, qui interdit de taxer le carburant. La possibilité d'un changement ne peut donc venir que d'une profonde réévaluation des valeurs assignées aux mobilités, notamment internationales, vis-à-vis d'autres pratiques et biens communs. ■

Année blanche pour le tourisme en Nouvelle-Aquitaine

Près d'un dixième des richesses de la Région proviennent du tourisme. L'épidémie de Covid-19 ne va pas laisser ce secteur indemne, d'autant que les activités pourraient tarder à reprendre.

■ Guillaume Ptak

« Au vu de l'ampleur du secteur touristique dans la Région, cette crise pose un gros problème », explique Michel Durrieu, directeur général du Comité Régional du Tourisme de Nouvelle-Aquitaine. Avec des destinations reconnues telles que les vignobles du bordelais, la Grande Plage de Biarritz ou le Futuroscope, la Nouvelle-Aquitaine s'est imposée comme la première destination des touristes de l'Hexagone. Elle reçoit ainsi 32 millions de touristes

chaque année, dont 28 millions de Français-es. En 2019, le tourisme est devenu le premier secteur économique du territoire (devant l'agriculture et l'aéronautique) avec 18 milliards d'euros de revenus, soit près d'un dixième des richesses totales produites dans la Région. En tout, le secteur représente 140 000 emplois directs, gravement menacés par la crise actuelle. Alors que le Comité Régional du Tourisme prépare l'après-crise avec une nouvelle

campagne de communication, les professionnel·les du secteur ont conscience que les modes de consommation pourraient être durablement transformés par le SARS-CoV-2 : « Lorsque les mesures de confinement seront levées, il est évident que le premier besoin des gens sera de retrouver leurs proches, et donc d'aller chez eux, pas nécessairement dans des hôtels ou campings », observe Michel Durrieu. Le retour à la normale est encore loin. ■

Protéger avant de visiter

Le confinement a accordé un peu de répit au patrimoine préhistorique du Périgord. Si le donner à voir au plus grand nombre est une nécessité, sa préservation reste une priorité.

■ Clément Bouynet

On dit que les copies ne remplacent jamais l'œuvre originale. À Lascaux, elles la préservent. Fermée à la visite en 1963, la « Sixtine de la Préhistoire » a bien failli disparaître à cause du tourisme de masse. « Lorsque la grotte a été aménagée, le biotope qui lui avait permis de rester stable durant des millénaires, a été détruit. Durant les 15 ans d'ouverture à la visite, un million de personnes sont rentrées, amenant avec elles des bactéries se développant sur les parois », constate Thierry Félix, préhistorien originaire du département. « La fermeture de la grotte originale a fait naître un fantasme. Les gens ont ressenti un besoin de découvrir la cavité, autrement. » Comme Rocky ou Rambo, Lascaux aura donc droit à des déclinaisons : les fac-similés. Une manière de faire découvrir au plus grand nombre les peintures époustouffantes de la salle des taureaux, et de laisser les parois originales à la seule vue des chauves-souris. L'une des copies, Lascaux III, est itinérante. Au gré de ses voyages dans les capitales mondiales, elle séduit un public qui n'a pas besoin de se déplacer en Dordogne pour découvrir le chef d'œuvre de l'art pariétal. Un choix d'avenir pour son responsable André Barbé : « La crise du Covid-19 ne fait que confirmer le virage que nous avons pris depuis des années. Nous devons apprendre à gérer nos entreprises touristiques autrement. »

Jean-Max Touron partage ce constat. Avec sa fille Marie-Luce, il est propriétaire de la grotte

du Sorcier aux Eyzies. Depuis l'inscription de la cavité avec 14 autres sites de la vallée de la Vézère sur la liste originelle du patrimoine mondial de l'UNESCO, le nombre de visiteurs et visiteuses a été drastiquement limité. « On doit envoyer des relevés très régulièrement au laboratoire biologique de Champs-sur-Marne. La moindre anomalie nous pousse à fermer la grotte aux visites. »

Le septuagénaire n'en reste pas moins un homme d'affaires reconnu dans la région. « Les pressions sur les sites sont trop fortes, surtout l'été. Après la crise, il faut à tout prix qu'on arrive à échelonner les visiteurs dans le temps », sous peine de voir ce patrimoine se détériorer. Un risque que ne veut pas prendre Jean-Max Touron : « Toute œuvre humaine est périssable dans le temps. C'est à nous de retarder au maximum la date. » ■



Après la fermeture de l'originale en 1963, Lascaux IV, la reconstitution de la grotte, s'est confinée à son tour le 15 mars 2020. © Le Secret des bois de Lascaux, Thierry Félix

JOIE





© Alix Fourcade



© Eve Guyot



© Clara Echarri



© Clément Bouynet

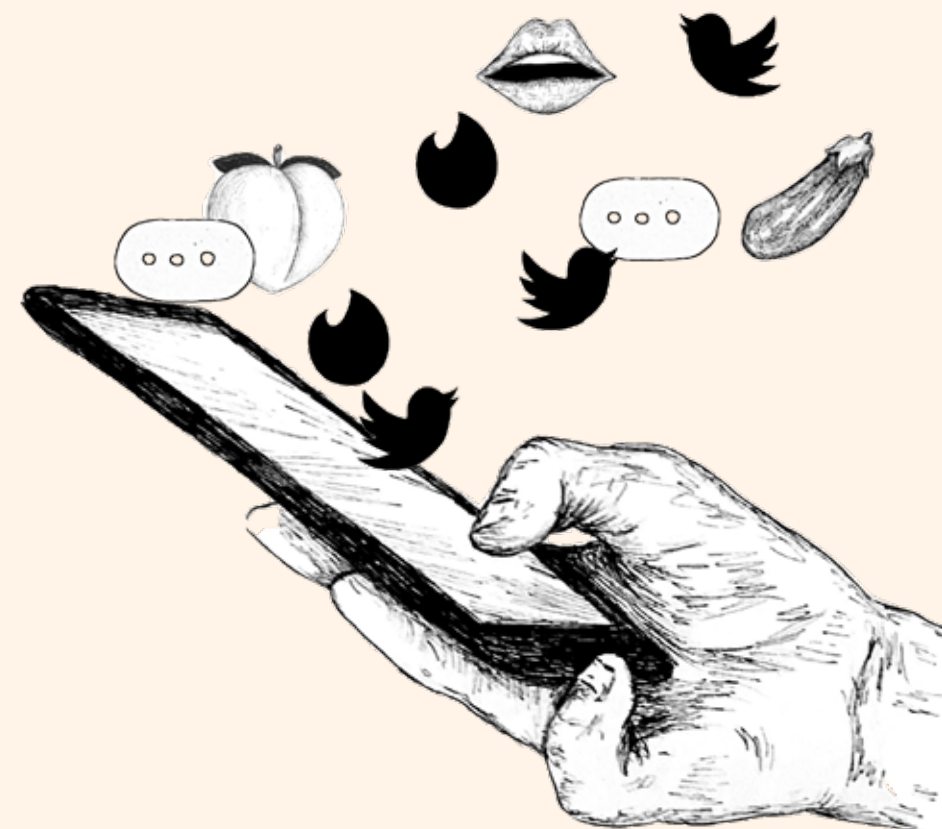
**« Les maigres consolations
de l'isolement.
J'essaie de faire
une richesse
de chaque instant »**



DOSSIER

PLAISIRS COUPABLES

Par temps de distanciation, les désirs et les plaisirs charnels deviennent obsédants. Comment se dire des mots tendres et partager des caresses ?





SEX VIBES ET CORONA

Printemps 2020, la saison des rencontres a pointé le bout de son nez. Mais les couples ne sont pas de sortie, ni les célibataires. L'amour en temps de confinement se fait à coup de SMS et de petites attentions numériques.

■ Rébecca Laplagne et Pierre Larquier

Les journées sur le téléphone ont un parfum redondant. Heureusement, certains moments sont propices au piment. Pour en découdre ou pour flatter son ego, Tinder et son marché numérique sont encore là. Mais depuis le début de l'épidémie, la température a baissé sur l'application à la flamme qui, elle-même, indique la marche à suivre à ses adeptes échaudés : « On glisse dans ses DM's [ndlr: messages privés]... et on y reste, pour l'instant c'est là que ça se passe. » Certain·es utilisateurs et utilisatrices se mettent au diapason. Laura, 21 ans, annonce la couleur depuis sa bio : « Bon... on se voit après le confinement, salut ! » Quarantaine oblige, il ne suffit plus seulement d'avoir l'accord de l'autre pour goûter au charme d'une histoire sans lendemain. « La restriction du sexe fait émerger le problème de la responsabilité individuelle. Où est-ce que je me situe par rapport à des consignes qui sont les mêmes pour tout le monde ? », explique Claire Alquier, sexologue dans un hôpital parisien et thérapeute de couple libérale. Cet exercice d'introspection est difficile pour certain·es. Gabrielle, 25 ans, est archéologue et marche au feeling. Depuis son inscription sur Tinder début mars 2020, la jeune femme a matché 30 fois et reçu huit messages. « Deux garçons étaient trop entreprenants à mon goût, ils me posaient des questions

orientées sous prétexte du confinement. Il y avait même un jeune médecin qui était prêt à sortir malgré les restrictions. Bien sûr, j'ai dit non. » Depuis chez elle, Claire Alquier continue d'accompagner ses patient·es par Skype. Elle distingue plusieurs comportements qui dépassent les cadres de la sexualité : « Il y a ceux qui ne se sentent pas concernés. Ils voient bien qu'il se passe un truc mais ils ne mesurent pas bien le rôle qu'ils pourraient avoir en ne suivant pas les règles. Et puis il y a ceux qui sont bien conscients du risque. Ils agissent par pulsion, par addiction, par réaction un peu inverse : "On m'interdit de faire quelque chose, alors je vais le faire." »

Thérapie numérique

Camille, 22 ans, a aussi décliné les projets d'un jeune intrépide. « Il me disait qu'il habitait près d'un Carrefour Market et qu'il me suffisait d'une attestation pour le rejoindre, souffle-t-elle. Je ne vais pas risquer 135 euros d'amende pour du sexe avec quelqu'un que je ne connais pas. » Si la jeune femme a pris son mal en patience, c'est aussi parce qu'elle a découvert une autre manière d'appréhender l'application de rencontre. « Sur Tinder, ça va parfois un peu vite parce qu'on sait que la personne nous plaît physiquement. Là, j'ai le temps de voir si la personnalité me va aussi », relativise Camille.

Au milieu de l'angoisse des informations qui inondent les réseaux sociaux se cachent parfois des notifications plus douces. Sur Twitter, où l'humour graveleux est roi, il suffit de scroller pour voir que l'ambiance est réchauffée. Des femmes se lancent dans des *nudes challenge* en publiant quotidiennement des photos d'elles dans leur plus simple appareil. D'autres utilisateurs et utilisatrices de la plateforme n'hésitent pas à parler très librement de leurs envies dévorantes. « Ma libido est tout sauf confinée, cette s****e », tweete @blvckfull. Ce ressenti crûment explicité aurait choqué sur Facebook, il n'a pas déplu sur Twitter. Quarante mille mentions « j'aime » en une semaine. Avec Instagram, l'heure est davantage à la pédagogie et à la découverte. Nombreux sont les comptes spécialisés à proposer des vidéos en direct pour parler sexe. Vaginisme, masturbation, infections sexuellement transmissibles, pornographie, amour, tout y passe. Claire Alquier est formelle : « Cette situation de confinement, malgré les inconvénients qu'elle a, permet de s'accorder du temps pour soi et c'est la meilleure des manières de se connaître, de maîtriser son corps, ses fantasmes et du coup de développer ce que l'on appelle le potentiel érotique. » Les couples séparés et les célibataires peuvent attendre de consommer les délices du rapprochement en vivant leur sexualité autrement. En deviendront-ils ou elles de meilleur·es partenaires pour les futurs moments de douceur à deux ou à plus ? ■

*Les prénoms ont été modifiés.



Dernier rapport d'un confiné

■ Pierre Larquier

Le président de la République venait de l'annoncer, nous étions à l'aube d'un confinement aux contours inconnus. Et moi sur mon canapé. J'avais un fond de parfum au cou, la boule au ventre, prêt à partir chez une étudiante que je ne connaissais pas. Entre nous, il y avait cette attirance physique, née quelques jours auparavant, au cours d'une soirée, dans un bar sur les quais. Mais rien ne semblait justifier des ébats si prématurés. Les raisons de cette impatiente union se trouvaient ailleurs. Dans le goût que l'on partageait pour l'aventure et, en ce qui me concerne, parce qu'il y avait un parfum unique de dernière nuit avant la fin du monde. L'État, en mal de providence, avait omis d'ajouter le motif « plaisir » aux attestations de sortie. Alors le premier soir, je me suis jeté dans la nuit. J'ai croisé le regard soupçonneux des promeneurs de chiens et j'ai guetté le képi à l'angle des rues. Mon cœur battait la chamade, je ne savais pas pourquoi. Elle avait le plus parfait de tous les sésames brandi à bout de bras pour avoir le droit d'arpenter les rues. Une carte du centre hospitalier. Stagiaire en hôpital.

Ce bout de plastique, d'ordinaire accessoire, devint, bien plus que son laissez-passer, mais le moyen pour nous deux de nous retrouver, en chair.

J'étais pris de passion, je me perdais en rêveries... Un rendez-vous interdit évoquait le maquis que je n'avais jamais connu. Un laissez-passer, un ennemi, deux insouciantes. Le plan était parfait.

Les jours passèrent. La menace, qui avait le visage d'un timbre fiscal à 135 euros, devint bien plus sournoise. C'était une menace invisible, de type viral, accompagnée d'une forte toux et d'un aller simple pour les urgences. Soudain pris de raison, je me suis résolu à confiner ma flamme, laissant le risque aux autres et faisant comme tout le monde. Nos retrouvailles n'en seront que plus fiévreuses. ■

L'HUMOUR VIRAL

Pour contrer l'angoisse collective, la jeune génération fait circuler à grande vitesse des « mèmes » au ton décapant.

■ Marti Blanco, Eve Guyot et Rébecca Laplagne

Une semaine après le début du confinement, Lola, 23 ans, étudiante en master d'histoire et bloquée dans son appartement parisien, ne ressent « même pas » le côté anxiogène de la crise sanitaire. Son remède miracle : rire. Rire de cette situation angoissante, rire des mèmes blagues que son entourage, peu importe si elle sont mauvaises. Rire pour tenir. Dans son fil d'actualité Twitter, Instagram ou Facebook, qu'elle fait défiler à longueur de journée, s'entremêlent des extraits de *Shining* pour aborder les conséquences psychologiques du confinement, des recettes de cuisine à base de papier toilette pour moquer la ruée dans les supermarchés et des centaines de détournements d'attestation sur l'honneur.

Les millenials, ces extraterrestres qu'on ne comprend pas

Pour survivre à la période de crise, la génération des millenials*, souvent vissée sur son canapé, les yeux rivés sur les écrans, est nourrie au biberon par les comptes humoristiques actifs sur les réseaux sociaux. Parmi eux, des profils entièrement dédiés à l'humour mais aussi ceux d'inconnues qui, le temps d'une blague, deviennent des génies du Web.

Qu'il s'agisse de « mèmes », de « GIFS » ou de courtes vidéos, l'humour est toujours léger mais affuté. Ainsi, une catastrophe d'ampleur mondiale peut facilement être tournée en dérision.

Quand les gens galèrent au bout de 9 jours de confinement alors que toi ça fait 9 ans.



Le « mème », langage des millenials

Une situation, une image et quelques mots. C'est à cela que tient le « mème », message humoristique partagé en masse sur les réseaux sociaux et caractéristique de la nouvelle génération. Pour que le comique opère, il faut que la cible visée puisse saisir la référence en quelques secondes. Sur l'image ci-dessus, par exemple, la clé de compréhension est à la fois émotionnelle et culturelle : il faut se sentir concerné-e par les effets du confinement et avoir suivi un tant soit peu la fameuse affaire Dupont de Lignonès. Le contenu fait régulièrement l'objet de variantes et de parodies et peut facilement devenir viral.

Un des symptômes du Covid est la perte du goût.

Le patient zéro :



Quand quelqu'un se dévoue pour aller faire les courses :



Quand je rentre dans une room houseparty sans être invité :



« Cette forme d'humour inédite est devenue indispensable dans les moments de crise », explique le sociologue Rémy Oudghiri. En transformant la catastrophe en un objet humoristique, on la met à distance et on tente de conjurer le phénomène, « comme les Grecs le faisaient avec la tragédie ».

Angel Perez-Taberero est le créateur du compte Instagram humoristique *Postureoespañol*, qui réunit plus d'un million d'abonné·es. La période lui rappelle les débuts de l'épidémie d'Ebola en 2014. « Au début, personne n'est vraiment conscient de ce qui se passe, alors tout le monde fait des blagues, sans aucun filtre. » Pour Rémy Oudghiri, ces formes d'humour simples et épurées sont caractéristiques d'une jeunesse qui s'est émancipée des modes de communication traditionnels. « Tout passe par l'émotion, et par des références à des tendances ou des situations qui rassemblent les gens. Ce qui explique la dimension universelle », affirme-t-il. Résultat, certaines publications deviennent virales et font le tour des réseaux sociaux en quelques heures seulement.

Un humour collectif contrôlé

À travers ce nouveau langage dont certain·es peinent à définir les limites, la raillerie se mue facilement en humour noir. Sur les réseaux on évoque un virus « *Boomer Remover* » [ndlr: littéralement « *qui nous débarrasse des vieux* »]

et on ironise sur la pénurie de masques qui s'abat sur les soignant·es. Rémy Oudghiri le reconnaît, ces nouveaux codes humoristiques peuvent « *déstabiliser les anciennes générations* ». Mais la légèreté n'est pas incompatible avec le respect.

« Notre humour n'est pas incontrôlable. Dans ce genre de crise, il nous aide et nous rassemble. Il connaît une sorte de pic, puis les gens s'informent et ça redescend », explique Angel Perez-Taberero. Sa ligne de conduite repose sur le sens de l'humour mais aussi sur la morale. « Quand on est suivi par plusieurs centaines de milliers de personnes, on sait qu'on a une responsabilité. D'ailleurs, si on peut aider, on le fait ! », affirme celui qui n'a pas hésité à faire circuler #MeQuedoEnCasa (#JeResteALaMaison), au début du confinement.

« La désinvolture est liée à l'âge. C'est la manière dont elle s'exprime qui est un fait de génération », assure Rémy Oudghiri. En se saisissant des outils technologiques à leur disposition, les millennials ont créé leur mode de communication et leurs propres codes humoristiques. « De quoi faire face collectivement aux épreuves », selon le sociologue. Une situation, une image, et quelques mots : la recette est simple. Et si fin du monde il y a, les millennials la vivront avec humour, un sourire au coin des lèvres et un « mème » sur l'écran. ■

* Jeunes adultes âgés de 18 à 30 ans.

Le pangolin lé innocent.



LE MONDE ENTIER EST À NOUS

Restez chez vous, mais visitez New York !

Injonction contradictoire ? Pas tant que ça.

Les nouveaux outils numériques ont apporté leur lot de bonnes surprises aux populations confinées.

■ Rébecca Laplagne

Les jours se sont enchaînés, alors que nous étions enfermés entre quatre murs. Les portes étaient verrouillées, chacun·e chez soi. Une fenêtre est restée, elle, bien ouverte sur le monde extérieur : Internet. Même celles et ceux qui croyaient en avoir déjà fait le tour ont découvert de nouvelles manières de se cultiver, se divertir et même faire de l'exercice physique. Le Web est devenu la plus grande salle de sport qui n'ait jamais existé. L'offre en ligne a explosé. Alors que les coaches privés ont envahi Youtube, Basic-Fit et Décathlon ont organisé des séances d'entraînement via Instagram TV. Même les moins habitués ont, à un moment ou à un autre, enfilé les baskets.

Conserver les mêmes rites

Une fois le repas préparé en direct sur Instagram avec un chef étoilé, de nouvelles échappatoires se sont offertes à nous pour ne pas tomber dans l'ennui. Le monde de la

culture a répondu à l'appel en proposant un nombre incalculable de films, de séries et d'ebooks sur plusieurs plateformes, payantes ou non. L'univers du spectacle vivant a continué d'exister en proposant des concerts en direct de chez l'artiste, dans une ambiance plus intime, mais toujours avec des milliers de « visiospectateurs » et « visiospectatrices ». Le festival *Je reste à la maison* a même vu le jour. Une quarantaine de concerts. Quarante-vingt-quinze artistes. Des centaines de milliers de vues sur les vidéos.

Le confinement n'a pas non plus empêché de voyager. Les avions sont restés cloués au sol mais des milliers de confinés ont traversé le globe pour admirer le MET de New-York derrière leur écran. On savait que c'était possible mais, honnêtement, qui avait déjà pris le temps de le faire ?

Le temps du confinement, tout est devenu facilement accessible. Même étudier à Harvard sans jamais y avoir mis les pieds ! Quentin a



tenté l'expérience sur edX, une plateforme créée en 2012 par l'Institut technologique du Massachusetts (MIT) et par la prestigieuse université américaine. « Pour moi, il était inimaginable d'avoir un jour accès à ces cours », s'enthousiasme le jeune homme.

À la nuit tombée, les bars et les terrasses ont semblé d'une autre époque quand des milliers de webcams se sont simultanément allumées pour des apéritifs virtuels. Un boom pour les applications vidéos comme Houseparty, qui a

profité du confinement pour se faire une place de notre côté de l'océan, quatre ans après sa création. Chacun·e derrière son écran, un élixir reconfortant à la main. Sans le joyeux tintement des verres qu'on entrechoque, mais « ça a permis de combler le manque », souffle Charlène, conseillère bancaire. Le manque, voilà un mot qui a résonné plus fort que d'habitude en ce printemps 2020. Et bien qu'Internet ait permis d'y faire face, rien n'a le même goût que la vie, la vraie. ■

La sélection coup de cœur de la rédaction

madelen.ina.fr

Le service de streaming de l'INA baptisé Madelen. Ouvert le 19 mars 2020. La plateforme propose trois mois de visionnage gratuit avec plus de 13 000 programmes audio et vidéo sélectionnés parmi ses archives.

Google Arts and Culture

Google accourt à la rescousse des confinés. Créée en 2011, la plateforme propose de visiter près de 3 500 musées à travers le monde. Notre coup de cœur ? The Hubei Provincial Museum, à Wuhan.

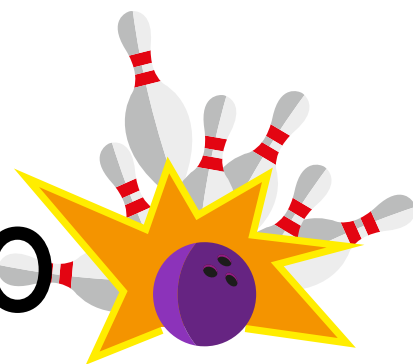
Google Maps

Ras-le-bol de la Terre ? Visitez le système solaire en passant par Google Maps. Avec la NASA et l'agence spatiale européenne, Google a ajouté 12 nouvelles lunes et planètes.

foldnfly.com

Vous êtes plutôt du genre manuel·le ? Sur le site Foldnfly vous trouverez de quoi vous occuper avec 44 modèles d'avions en origami à réaliser.

LES BUGS DE L'AN 2020



■ Clément Bouynet et Thibaut Ghironi

UN CALENDRIER CHAMBOULÉ

17 mars au 30 mai

REPORT DE LA PHASE FINALE DE LA LIGUE DES CHAMPIONS DE FOOTBALL

Quand ce n'est pas la *remontada* qui prive les joueurs du Paris Saint-Germain des quarts-de-finale de la plus grande compétition européenne de football, c'est une épidémie. Il se murmure que les propriétaires qatariens souhaiteraient recruter les meilleur-es épidémiologistes du monde lors du mercato. Un échange Neymar Jr/Didier Raoult serait envisagé.

20 et 23 mars

ANNULATION DU SALON DU LIVRE

Un gros coup d'arrêt pour le monde de l'édition. Heureusement, la sortie de ce neuvième numéro de Visó donne du baume au cœur.

22 mars

REPORT DU SECOND TOUR DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Est-ce que les municipales doivent avoir lieu ? Les élections municipales auront lieu ! Euh, seulement le premier tour en fait. Le deuxième tour se tiendra en juin ! Ou plus tard ! Mais ça veut dire que 4816 communes - celles qui ne sont pas arrivées à élire un conseil municipal le 15 mars - vont devoir revoter... Et encore, on n'en est pas aux sénatoriales. Ohlala le chantier !

Début avril

REPORT DE LA RÉFORME DES RETRAITES

Le gouvernement n'aura pas eu besoin de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution pour instaurer l'état d'urgence sanitaire. La plaisanterie aurait été de mauvais goût. Toujours est-il que la réforme des retraites est reportée *sine die*. Âge pivot, valeur du point, *bonus, malus*, personne n'y comprenait rien de toute façon.

12 avril

REPORT DE LA COURSE CYCLISTE PARIS-ROUBAIX

« *La dernière raison des peuples, le pavé.* » Victor Hugo ne parlait pas de Paris-Roubaix, mais de la Commune. Lorsqu'au printemps 1871, le peuple s'est muni de blocs de pierre pour manifester sa colère. Comme en mai 1968. C'est un fait, en France, les pavés fleurissent au printemps. Priver les spectateurs et spectatrices des chutes des cyclistes sur la chaussée, c'est agir contre le cycle des saisons. Après tout, le Tour de France a bien été reporté en septembre.

16 mai

VERSION ALTERNATIVE DE L'EUROVISION, SANS CONCOURS

Cocorico, l'honneur de la France est sauf. Le ridicule d'une énième dernière place nous a été évité.

24 mai au 7 juin

REPORT DU TOURNOI DE TENNIS DE ROLAND-GARROS

Qui imaginait réviser les épreuves du bac sans un œil sur la petite balle jaune ? Personne. Le bac aménagé (voir ci-dessous), Roland-Garros décalé du 20 septembre au 4 octobre, l'affaire paraît tout de même réglée. Car à la fin, c'est (presque) toujours Nadal qui gagne.

17 juin au 24 juin

UN BAC AMÉNAGÉ

En 2018, le ministre Jean-Michel Blanquer réformait le lycée et le baccalauréat. Après moult tergiversations, il avait été décidé que le contrôle continu compterait pour 40 % de la note. Le SARS-CoV-2 n'a pas pris de gants, lui, et a tout simplement fait disparaître les épreuves finales de l'équation. Mais personne n'a défilé dans la rue en criant « *Covid, démission!* »

24 juillet au 9 août

REPORT DES JEUX OLYMPIQUES

Pour s'enthousiasmer devant les exploits sportifs attendus à Tokyo, il faudra patienter jusqu'à l'été 2021. Note pour Pierre de Coubertin : penser à enrichir la devise olympique. « *Citius, Altius, Fortius, Coronavirus.* »

Au moins jusqu'à mi-juillet

FERMETURE DES LIEUX ACCUEILLANT DU PUBLIC

En avril, ne te découvre pas d'un fil. En mai, fais ce qu'il te plaît. Sauf si c'est un festival. Ou si tu veux aller au bar. Ou au cinéma. *Le French art de vivre* en prend un coup, à défaut d'en boire.

DES ACTUALITÉS ÉCLIPSÉES

9 mars

DEUXIÈME CAS DE GUÉRISON DU VIH

Un virus en chasse un autre. Le SARS-CoV-2 est tellement terrifiant que tous les autres sont passés aux oubliettes. Même le VIH et ses 32 millions de victimes. Adam Castillejo, 40 ans, s'en est sorti lui. Il est depuis considéré comme le deuxième cas de rémission fonctionnelle après plus de 30 mois sans traitement antiviral.

9 mars

AU MEXIQUE, LA GRÈVE GÉNÉRALE A PLUS D'EFFET QUE LE CONFINEMENT

Dans un pays qui compte plus de dix féminicides par jour, les femmes ont pris part à une grève nationale le lendemain de la journée internationale des droits des femmes. École ? Travail ? Aller au supermarché, à la banque ou chercher de l'essence ? Non, les Mexicaines sont restées chez elles. Confinées et courageuses.

12 mars

REPORTERS SANS FRONTIÈRES CONSTRUIT UNE BIBLIOTHÈQUE LIBRE DANS MINECRAFT

Un dôme principal de 300 mètres de largeur, 12,5 millions de briques et trois mois de travail acharné. Voilà ce qu'il aura fallu aux journalistes de Reporters sans frontières pour construire la première bibliothèque virtuelle dans le jeu vidéo le plus populaire au monde. L'avantage, c'est que Minecraft n'est censuré nulle part. Et surtout, le SARS-CoV-2 reste bloqué à la frontière du jeu.

18 mars

LA NOUVELLE-ZÉLANDE DÉPÉNALISE L'AVORTEMENT

Ce beau pays progressiste qu'est la Nouvelle-Zélande a enfin dépénalisé l'avortement. Jusque-là, l'IVG était considérée comme un délit passible de 14 ans de prison. Corriger la loi faisait partie des promesses de campagne de la Première ministre Jacinda Ardern. Ses prédécesseurs ne s'intéressaient pas autant qu'elle aux droits des femmes. Bizarre.

19 mars

L'ANCÊTRE DE LA MAIN HUMAINE REPÉRÉ CHEZ UN POISSON FOSSILE

Il s'appelle *Elpistostege watsoni*. Il mesure 157 centimètres et un examen d'un spécimen complet daté du 19 mars nous apprend que le bougre cachait des proto-doigts dans ses nageoires pectorales. C'est à se demander si l'évolution nous est bénéfique : lui n'était pas obligé de se laver les mains toute la journée pour échapper au Covid-19.

22 mars

UN SÉISME DE MAGNITUDE 5.3 FAIT UN MORT À ZAGREB

La capitale croate a subi d'importants dégâts. Une manière de rappeler que si le confinement a changé le quotidien de plus de 4,5 milliards d'habitants, la Terre, elle, ne s'est jamais arrêtée de trembler.

24 mars

MORT D'ALBERT UDERZO

L'illustrateur s'en est allé rejoindre son compère d'*Astérix*, René Goscinny. Par Toutatis, on ne saura jamais si parmi les potions de Panoramix, il y avait le vaccin contre le Covid-19...

26 mars

LES ÉTATS-UNIS INCULPENT LE PRÉSIDENT DU VENEZUELA NICOLAS MADURO POUR NARGO-TERRORISME

Wanted. Aux États-Unis, les avis de recherche à l'effigie du président vénézuélien en exercice ont remplacé celles des frères Dalton et d'Al Capone. L'État américain promet même une prime de 15 millions de dollars pour toute information menant à sa capture. En 1803, Napoléon avait vendu la Louisiane aux États-Unis pour le même prix. Le saviez-vous ?

4 avril

INCENDIE À PROXIMITÉ DE TCHERNOBYL

Il ne manquait plus que ça. Un incendie dans la zone du pire accident nucléaire de l'Histoire. Pas de chauve-souris ou de pangolin en cause mais un jeune vivant près de la zone d'exclusion de la centrale qui a mis le feu « *pour s'amuser.* ». Ni Kiev, ni la France n'avaient détecté d'élévation anormale de la radioactivité à la mi-avril. Et puis tout le monde sait qu'un nuage radioactif ne peut pas franchir les Alpes...

15 avril

L'INCENDIE DE NOTRE-DAME A UN AN

Un an déjà ? Il n'en reste donc plus que quatre pour reconstruire l'édifice gothique. Le 15 avril 2019, Emmanuel - le président de la République - sonnait le rassemblement de la Nation pour relever la cathédrale. Le 15 avril 2020, Emmanuel - le gros bourdon de la Tour Sud - sonnait le soutien de la Nation pour remercier les soignants-es.

TEST QUEL TYPE DE CONFINÉ·E ÊTES-VOUS ?

Lors de l'annonce du confinement le lundi 16 mars 2020, le président de la République a affirmé que nous étions « en guerre ». Quelle a été votre réaction ?

- ▲ Il ne s'en rend compte que maintenant ?
- Le frère du cousin de ma belle-sœur travaille pour le cabinet du Premier ministre, et apparemment, on en aurait pour au moins deux mois.
- * « Il est plus facile de faire la guerre que la paix », disait Georges Clemenceau. À méditer.
- ★ Ça y est, c'est la fin.
- ◆ Cool, j'ai vu que *La Grande Vadrouille* passait à la télé.

Si vous aviez pu choisir vos deux partenaires de confinement, vous auriez plutôt opté pour :

- ★ Britney Spears et Michel Houellebecq
- * Arielle Dombasle et Francis Cabrel
- ◆ Paga des Marseillais et Jean-Jacques Goldman
- Olivier Véran et Hermione Granger
- ▲ Pablo Servigne et un scout à-tout-faire

Lorsque, par malheur, il vous arrivait d'éternuer, quel était votre premier réflexe ?

- ★ Appeler ma mère pour lui dire une dernière fois combien je l'aime. Et prendre rendez-vous avec les pompes funèbres.

- Pas de fièvre, ni de toux sèche. Santé.gouv a dit qu'il n'y avait absolument aucune inquiétude à avoir.
- ▲ Parfait ! Il ne manquait qu'un peu de morve pour finaliser ma crème maison.
- * Ce qui ne nous tue pas nous rend plus fort·e . Et au pire, la mort n'est qu'un éternel recommencement.
- ◆ Ben euh, me moucher ?

Qui dit confinement, dit forcément passe-temps. Et vous, à quelles activités vous êtes-vous adonné·e ?

- * Relire *La Peste* de Camus.
- ▲ Faire du pain et fabriquer des produits cosmétiques 100 % bio.
- Actualiser convulsivement la page « Informations Coronavirus » mise en place par le gouvernement
- ★ Boire, manger, dormir : y a plus rien à faire d'autre de toute façon.
- ◆ *Netflix and chill*. Comme avant quoi !

Fermeture des cinémas oblige, le 7^e art s'est invité à la maison. Ce soir, ce sera :

- * *Captain Fantastic*, vous qui prévoyez justement d'aller vivre reclus·e dans la forêt.
- ◆ *Forrest Gump*, un classique pour ne rien changer.
- ★ *Projet X*, en souvenir de la bonne époque.
- ▲ *The Revenant*, pour se préparer au pire.
- *Pandémie*, la nouvelle série Netflix que tout le monde devrait regarder.

Vous y avez passé l'essentiel de vos journées. Chez vous, c'était plutôt ?

- ▲ Des stocks de courses à n'en plus s'y retrouver, vous êtes le nouveau roi ou la nouvelle reine du Tetris.
- Un intérieur minutieusement délimité. Si personne ne se touche, personne ne se contamine.
- * Une bibliothèque en désordre, des piles de livres qui s'entassent un peu partout et une forte odeur de cigare.
- ◆ Propre et rangé, comme à votre habitude.
- ★ Volets fermés, vaisselle qui s'agglutine et mouchoirs usagés cachés sous votre lit.

TEST

Vous avez un maximum de ★

Le ou la déprimé·e

→ Vous êtes celui ou celle qui a clairement mal vécu son confinement. Vous qui étiez habitué·e à sauter d'une soirée à l'autre, toujours sur les quatre chemins, vous voilà seul·e, chez vous, à vous ennuyer à mourir. En plus de ça, votre dealer vous a lâché·e. Votre ordinateur aussi. Et même Frédérique, votre grand amour de toujours. Allez courage, la saison des festivals arrive (ou pas) !

Vous avez un maximum de *

Le ou la philosophe

→ Vous auriez pu être confiné·e dans un 9m² à Dijon, au chômage, sans chat, ni connexion internet, vous auriez gardé le sourire. Vous avez l'art de prendre du recul, de relativiser et

rien ne vous atteint vraiment. D'ailleurs, on se demande si le SARS-CoV-2 n'aurait pas perdu son temps en essayant de vous contaminer.

Vous avez un maximum de ▲

Le ou la survivaliste

→ Ça fait cinq ans que vous saulez tout le monde avec ces histoires de fin du monde. Bingo, l'heure de gloire a enfin sonné. Tout le monde vous demande comment vous avez construit ce bunker tant détesté par vos voisin·es. Qu'ils et elles aillent se faire voir, vous avez mieux à faire. Avec Josie la fleur et Yan le dreadeux, vous êtes déjà sur un tout nouveau projet de communauté alternative.

Vous avez un maximum de ■

Le monsieur ou la madame je-sais-tout

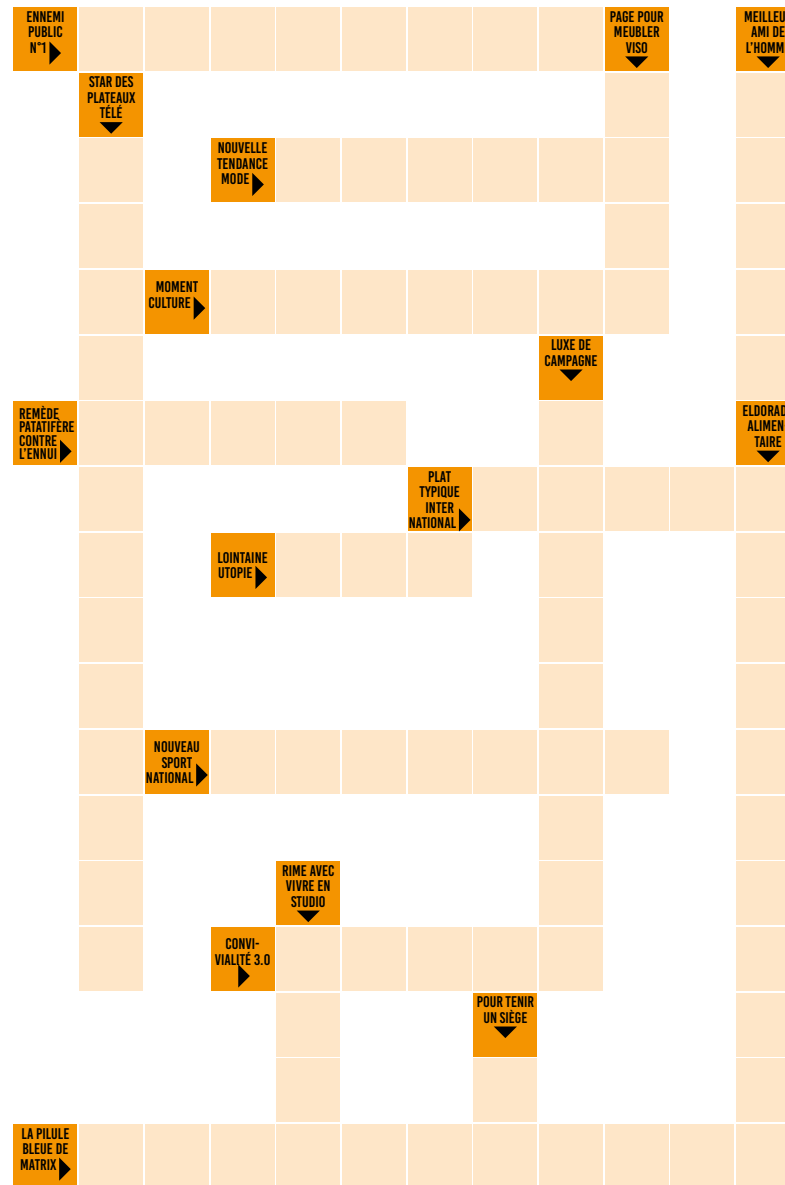
→ Vous avez des contacts au gouvernement, dans les hôpitaux et même chez les épi-

démiologistes. Vous connaissez par cœur l'ordre d'apparition des symptômes et l'évolution des courbes. Vous êtes un peu le BMF-TV de votre famille, de vos ami·es et même de votre communauté Twitter. D'ailleurs, vous les avez tous et toutes convaincu·es de laver à la javel le moindre de leurs achats. Oppressant·e ? Pas du tout.

Vous avez un maximum de ◆

L'indifférent·e

→ Corona quoi ? Apparemment, un virus ravagerait le monde, mais vous n'en avez pas grand chose à faire. De toute manière, « avec toutes les bêtises que racontent les médias », vous préférez continuer à vivre votre vie, comme si de rien n'était. Et finalement, vous êtes plutôt adepte du confinement. Au moins, il y a moins de monde dans les rues et au supermarché.



1 → INFO Mercredi 18 mars 2020, un habitant du village de Poceé-les-Bois, en Ille-et-Vilaine, a utilisé son drone pour livrer un paquet de gâteaux apertifs à son voisin, un ami proche. 2 → INTOX · 3 → INFO Initialement publié dans le journal d'informations parodique *Le Gorff*, la nouvelle s'est finalement avérée quelques rns plus tard, notamment dans les rues de Bayonne, Lyon et Paris. 4 → INTOX · 5 → INFO Faute de trouver du gel hydroalcoolique, le maire de la commune de Mayac, en Dordogne, a rempli un pulvérisateur avec de l'eau-de-vie que son beau-père avait conservé en grande quantité. 6 → → SKYPE

VRAI OU FAUX

Ennemi public numéro 1 → PANGLIN · Star des plateaux télé → INFECTIOLOGUE Nouvelle tendance mode → MASQUE · Moment culture de la journée → NETFLIX Remède patatifère contre l'ennui → CHIPS · Page pour meubler Visé → JEUX Luxe de campagne → JARDINAGE · Plat typique international → PÂTES Lointaine utopie → BAR · Meilleur ami de l'homme → CHIEN Eldorado alimentaire → SUPERMARCHÉ · Nouveau sport national → FOOTING Rime avec studio → SOLO · Convivialité 3.0 → SKYPE Nécessaire pour tenir un siège → PQ · La pilule bleue de Matrix → CHLOROQUINE

MOTS FLÈCHÉS

VRAI OU FAUX

Ces titres de presse sont-ils des infos ou des intox ?

1 « Confiné en Bretagne, il se fait livrer des Curly par drone pour l'apéro »

2 « Un habitant de l'île de Ré quitte sa villa pour aller se confiner dans son appartement parisien de 20m² »

3 « Un SDF verbalisé pour non-respect des règles de confinement »

4 « Isabelle Balkany demande à ce que son mari réintègre sa cellule après avoir été confinée une semaine avec lui »

5 « Dans une commune du Sud-Ouest, les électeurs se désinfectent les mains à l'eau de vie »

6 « Décathlon offre ses masques de plongée aux soignants pour pallier la pénurie d'équipements »

Guillaume Le Blanc enseigne la philosophie sociale et politique à l'université Paris Diderot. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont le dernier en date *Vaincre nos peurs et tendre la main*, est sorti en 2018 aux éditions Flammarion.



GRAND ENTRETIEN

« LE GOÛT DE LA LIBERTÉ EST EN PÉRIL »

■ Juliette de Guyenro et Philippine Renon

Cerné par deux étagères remplies de livres floutés par la visioconférence, le philosophe et écrivain Guillaume Le Blanc, professeur à l'université Paris Diderot, livre sa vision de la crise sanitaire et du confinement. Une expérience qu'il qualifie d'universelle, où chacun·e est à la fois séparé·e et lié·e au reste du monde.

Cet épisode de nos vies va-t-il engendrer des changements sociétaux et apporter davantage de solidarité, d'écologie, voire une remise en cause de la mondialisation ?

J'ai peur d'être un peu pessimiste. Cet événement historique ne peut être sans conséquences, mais comme toujours, les forces mondialisées feront tout pour que les choses redeviennent comme avant. Une frénésie de maximisation économique va déferler dans les mois d'après-confinement. De même qu'après la crise des *subprimes* [ndlr: en 2007-2008]. Les volontés d'alternatives seront portées à la marge par des comités de citoyens, de nouvelles formes de militantisme. Vont entrer en lutte les forces réactionnaires du marché et des manières de vivre de plus en plus radicales agglomérées à l'écologie. Le discours du changement en dit long sur la perception que nous avons de nos existences. Peut-être révèle-t-il un malaise qu'il faut interroger. Pensez à ces personnes sans domicile fixe verbalisées pour non-respect du confinement... Les gens ne sont pas à égalité. Il faut être modeste sur cette idée du renouvellement.

« Une frénésie de maximisation économique va déferler dans les mois d'après-confinement »

Sommes-nous en train d'assister, en plus d'une crise sanitaire, à une crise de la dignité ?

Je préfère le terme de décence en me référant au philosophe israélien Avishai Margalit. Une société décente, c'est celle dont les institutions n'humilient pas les gens. En ce sens, nous ne sommes pas encore dans une société décente parce que nos institutions ne parviennent pas à ne pas humilier certaines populations qui sont marginalisées, exclues. On voit aujourd'hui comment la logique du confinement échoue à sécuriser suffisamment les existences en voie d'exclusion et renforce les violences envers elles.

Du point de vue philosophique, comment penser le sentiment d'exclusion sociale qui, pour certaines populations, s'accroît tout au long de cette crise ?

Je pense en particulier à l'invisibilité sociale et à la « mortalité sociale ». Avoir cette impression d'être privé de tout ce à quoi les autres ont droit en temps normal mène au sentiment d'une existence spectrale. Mais dans la crise actuelle, la peur que cette mort devienne physique est réelle. Car on n'a plus les ressources nécessaires, comme les banques alimentaires, pour survivre. C'est une perception de l'annihilation totale de soi qui nous fait réfléchir sur ce qu'est un individu aujourd'hui. Un individu à l'air libre, confiné ou pas, n'existe jamais : il est toujours pris dans des relations sociales.

La santé est la première condition de notre liberté menacée par cette épidémie. Que peut-on apprendre de notre propre vulnérabilité ?

Nous sommes en train de nous rendre compte que la santé a une sacrée valeur, qu'il faut en prendre soin. Il y a déjà une grande injustice dans l'expérience que les uns et les autres ont de leur propre santé. Éprouver ce que beaucoup de personnes qui l'ont perdue ressentent nous oblige à une forme de modestie face à l'existence.

Vous qui avez travaillé sur la santé vue par Michel Foucault, comment qualifieriez-vous le « pouvoir médical » à l'heure de la débâcle de l'hôpital public ?

L'art politique ne vise plus à produire les règles de la bonne vie en société, ce qui relève pourtant de sa fonction traditionnelle. La ré-

flexion sur la vie en commun a disparu des radars. L'idée, beaucoup plus archaïque, de se préoccuper de la vie biologique et de la survie des personnes, est passée au premier plan. Michel Foucault avait défini ainsi la « biopolitique », préoccupée à faire proliférer les caractéristiques biologiques d'une population. On est en plein dedans ! Ce n'est pas un hasard si l'on assiste à une sorte de mise en place d'une société hospitalière. Le problème étant qu'une société ne peut pas se développer comme un hôpital, sauf peut-être pour le temps de l'épidémie. Le danger serait que l'on s'habitue à cette gestion hospitalière du social, car cela nous renverrait en priorité au besoin de protection. On en oublierait la vision du citoyen qui a des droits et des libertés à défendre.

Vous parlez du plein pouvoir du médical mais l'hôpital est très concrètement affaibli par le cruel manque de moyens...

La fonction médicale est majorée puisque le nombre de vies à sauver augmente et ainsi, la responsabilité des médecins. Mais ce phénomène apparaît à l'intérieur d'un long processus, disons d'une vingtaine d'années, de fragilisation de l'hôpital. Le sommet de cette fragilisation surgit dans un moment où l'on se rend compte de son importance. C'est là le drame d'une société qui s'est réveillée néolibérale et a mis tous ses œufs dans le panier de la bataille économique. Pour que ce combat ait lieu, il faut un système souterrain qui prenne soin des personnes dites « improductives » : enfants, personnes âgées, personnes en situation de handicap, etc. Le système hospitalier et l'ensemble des manières de prendre soin se révèlent aujourd'hui vitaux. Or, nous sommes dans une société ultra hospitalière et paradoxalement, nous ne sommes pas encore dans une société du « prendre soin ».

Cette épidémie mène nos médecins jusqu'aux limites de leur serment d'Hippocrate. Comment se confronter à la cruauté des choix éthiques ?

À l'heure où nous parlons, nous ne pratiquons pas encore en France une médecine « de guerre ». Mais la question du choix des patients à réanimer ou pas est en train de se poser. Nous arrivons à ce point limite, insupportable et scandaleux du point de vue moral, au-delà duquel toutes les vies ne se valent pas. Cela nous renvoie à une com-

« Le danger serait que l'on s'habitue à cette gestion hospitalière du social »

« Il faut maintenir la réflexion sur la démocratie car ce régime doit être sensible, en temps de péril, à l'égalité de toutes les existences »

mune vulnérabilité puisque le virus ne discrimine pas entre les riches ou les pauvres et il est transnational. Seules les réponses sociales, politiques et économiques qu'on lui oppose nous différencient. Il faut donc maintenir la réflexion sur la démocratie car ce régime doit être sensible, en temps de péril, à l'égalité de toutes les existences.

De nouveaux mouvements sociaux sont-ils encore possibles ?

Le moment présent fait apparaître nos interdépendances écologiques. Allons-nous les accepter ou allons-nous tenter de les effacer pour maintenir l'Homme néolibéral et maître de la nature ? Nous en sommes là : la bataille entre l'hyperproductivisme et la demande de vie improductive. De nouvelles formes de revendications écologiques radicales vont entrer en lutte avec l'arrogance du marché qui tentera de reprendre ses droits.

Comment notre rapport à nos libertés fondamentales va-t-il évoluer ?

Un des risques de ce confinement est que nous consentions à ce que la sécurité l'emporte sur nos libertés. Rien ne serait pire que d'entrer dans la justification d'un régime extrêmement fort. S'il n'est plus cultivé, le goût de la liberté est en péril. Je me soucierai de réveiller cette saveur après le confinement. Si le sécuritaire l'emporte, nous envisagerons notre citoyenneté seulement comme une vie devant être sécurisée. Un *Léviathan* façon Thomas Hobbes [ndlr : en référence à l'ouvrage du philosophe anglais où le monstre biblique est l'allégorie d'un État privateur de libertés] ne risque pas d'arriver mais il peut se mêler à une culture de la peur.

D'autres transformations peuvent advenir, notamment dans le domaine du travail. Comment penser d'éventuelles évolutions ?

La possibilité d'avoir un rapport réinventé à nos métiers, par le télétravail, peut être une utopie mais aussi un cauchemar. Je pense qu'il y a des inventions possibles qui vont peut-être rester dans certaines organisations. Mais le revers de la médaille serait d'affranchir les travailleurs de l'espace de l'entreprise. Au risque de faire pénétrer encore davantage le professionnel dans le personnel et d'en faire dépendre l'intégralité de l'existence.

Quel est le rôle d'un penseur ou d'une penseuse et quels sont ses questionnements dans un moment si particulier ?

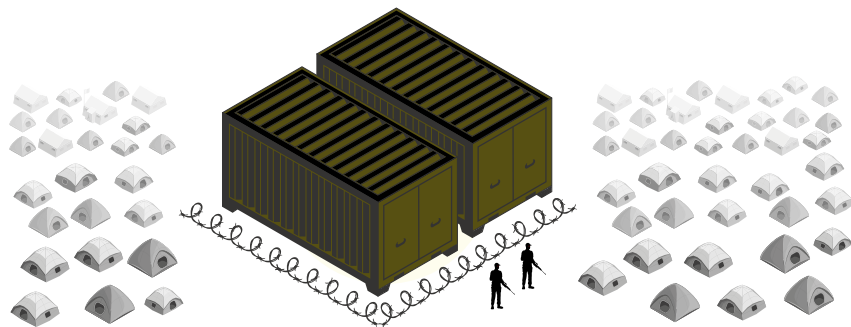
Faire porter l'attention sur la puissance de vie des existences face à la force illimitée de la tristesse et de la mélancolie. Je déteste les philosophes qui sont dans la déploration ou la prophétie. Je préfère envisager la philosophie comme un accompagnement à l'ordinaire, qui permet de penser les puissances créatrices de l'existence jusque dans les épreuves les plus terribles. La joie selon Spinoza [ndlr : philosophe hollandais qui place cette émotion comme l'un des trois affects fondamentaux] consiste à augmenter notre puissance d'être dans l'adversité. Le rôle de la philosophie est de continuer à rendre paradoxalement joyeux en ce sens-là.

Quels philosophes classiques conseillez-vous à nos lecteurs et lectrices pour penser la période que nous traversons ? Et vous, que lisez-vous ?

Pour penser le confinement d'une manière absolument non joyeuse [rires], il y a un ouvrage qui est extraordinaire mais qu'il faut lire par petites pages parce qu'il est terrible, c'est le *Journal de l'année de la peste* de Daniel Defoe. Il décrit la grande peste de Londres de 1665 avec une méticulosité incroyable. C'est très troublant, on a l'impression qu'on est dans un nouveau temps de la peste aujourd'hui. Et je relis *Les Furtifs* d'Alain Damasio, vraiment incroyable. Je termine aussi *Les Innocents, moi et l'inconnue au bord de la route départementale*, la dernière pièce de Peter Handke qui parle du dernier bout de terre sauvage sur lequel vit quelqu'un qui cherche des occupants. Et cela fait un bien fou de penser à un monde du dehors pas tout à fait étatisé, on en a besoin. ■

ANTICORPS

■ Pierre Larquier et Philippine Renon



Pavel terminait d'enfiler la dernière couche de sa combinaison de protection lorsque son regard se perdit sur la porte du baraquement 57. Cela faisait presque un an qu'il arpentait les allées du centre de quarantaine sanitaire, édifié sur le parking de l'hôpital. Depuis le discours de guerre du président Macron, Pavel visitait, chaque jour, les patient·es infecté·es. Au début de la crise, il leur faisait écouter les lettres de leurs proches, préalablement enregistrées sur un petit dictaphone. Mais à mesure que l'épidémie avait progressé, son temps avec les malades avait diminué. Il n'y passait désormais que 45 secondes. Montre en main.

À la fin de chaque journée, sur le chemin des tentes militaires où il habitait désormais, il apercevait une paire de conteneurs en préfabriqué. Cercle de barbelés, cette zone où à sa connaissance personne ne pénétrait, était surveillée par deux colosses en armes. Mais toute la ville charriait les rumeurs les plus folles sur ce qui s'y tramait. Dans la salle de stérilisation où il croisait matin et soir les autres agent·es de conversation convalescente, Pavel avait entendu dire que dix scientifiques y étaient confiné·es depuis plus de dix mois et planchaient sur L'Antidote.

*
« Ils doivent être sacrément bien payés les bougres », pensa-t-il. Dès lors qu'il avait trouvé ce job, Pavel

s'était révélé, à lui-même et à ses proches, un obsédé de l'ascension sociale. Et il pouvait se targuer de n'avoir pas trop foiré. Avec 2500 euros net par mois, logé, nourri et blanchi, Pavel était grassement indemnisé. Il avait même de quoi faire baver toutes les CSP+ dont les actions avaient chuté, et dont les métiers s'étaient avérés inutiles à la survie du pays. Rares étaient celles et ceux qui gagnaient encore plus de 2000 euros par mois. C'est comme s'il avait flairé le bon tuyau. À vrai dire, ce qui l'avait mis sur la piste du soutien à la patrie, c'était la courbe des morts chez les classes aisées. Conséquence de l'exode des riches dans leurs résidences secondaires, souvent situées dans de véritables trous paumés où les hôpitaux n'avaient pas tenu le coup. « Ça leur a bien servi de refaire le monde sur leurs transats », marmonna Pavel sur le chemin de son dortoir.

*
À la radio officielle, qu'il écoutait religieusement le soir, Pavel entendit, parmi la longue liste des morts, celle de Rowan Atkinson, le plus pataud de toutes les Anglais·es, mieux connu sous le nom de Mr. Bean. Pavel se surprit à ressentir un petit pincement au cœur en se souvenant des premiers temps du confinement, qu'il passait à regarder en boucle les vidéos du gaffeur british. Émotion suffisamment rare pour être notée par cet ancien

épicière muté en fonctionnaire d'État aseptisé. Ce soir-là, il avala avec encore moins de conviction que d'ordinaire son petit salé aux lentilles du jeudi. Tel un pantin désarticulé, il alla s'allonger sur la paillasse qui lui servait de lit. Le lendemain matin, il eut du mal à s'extirper de son sommeil. Cela ne lui était jamais arrivé. Toute la journée, il évolua dans une mélancolie poisseuse. À la pause déjeuner, les collègues parlaient des héritages que les riches commençaient à reverser dans la recherche. Celle de L'Antidote. Avec ses nouvelles fonctions, Pavel mordait drôlement dans tout ce qui avait trait au nouveau coronavirus. C'est même lui qui, malgré un naturel peu loquace, avait un jour expliqué aux gars pourquoi et comment un simple vaccin ne fonctionnerait jamais. Il se rappelait du temps qu'il avait pris pour détailler, avec tout plein de pédagogie, les phénomènes de mutation du virus, et autres ergoterics scientifiques dont les agent·es de conversation se fichaient pas mal ! Mais, ce midi-là, il ne lâcha pas un mot. Il gambergeait. Mr. Bean. Ses 45 secondes réglementaires. La désinfection du matin. La désinfection du soir. Les mort·es à la radio. Les impénétrables conteneurs.

*
Pavel se surprit à ne plus supporter la situation. Pour la première fois depuis un an, il s'imagina, au mieux un avenir meilleur, au pire un après. Il continuait de cogiter sur cette affaire d'héritage. Il avait déjà vu passer des trucs sur des successions reversées à des associations caritatives, mais là c'était autre chose. Dans la bouche des gars, ça avait l'air d'un mouvement d'ampleur. Comme une mode contagieuse. Tous les midis, Pavel terminait son repas par une cigarette roulée sur la terrasse du pavillon G. Vingt mètres carrés de béton qui conféraient à ses usagers et usagères un formidable point de vue sur les allées et venues autour de la zone ultra surveillée. Margaux, du service dépistage, était souvent là, à la même heure, pour les mêmes raisons. Il et elle ne s'en parlaient jamais mais les deux partageaient la même curiosité à l'égard de ce qui se mijotait en contrebas. Pavel avait fini par connaître le temps exact que prenait la relève des gardes. Une minute. Il savait

aussi que Margaux connaissait le code d'accès de l'impénétrable secret de l'hôpital. Elle observait minutieusement l'index des gardes taper sur le boîtier d'entrée pendant que Pavel examinait leurs armes. Il avait peu de temps pour s'exécuter.

*
Pour arriver au sas d'entrée, Pavel avait dû maîtriser ses jambes, son index et sa montre. S'il avait tardé, ne serait-ce que de quelques secondes, les fusils d'assaut HK G36 de la patrouille de l'après-midi auraient sévi. Margaux avait vu juste. Elle lui avait soufflé la bonne combinaison à l'oreille avant de le quitter. 19COV21. La pièce, recouverte de mousse alvéolaire, était insonorisée. Elle renfermait en son centre un cube de verre épais, pressurisé. La lumière des nombreux écrans permettait à Pavel de s'y repérer. La symphonie des machines couvrait ses pas. Il y avait de la vapeur, le sol était jonché de fils et de tuyaux. Sur une table en inox, éclairée par une lampe d'un blanc chirurgical, un corps était à moitié découvert. Pas de scientifiques à son chevet. L'homme, livide, avait l'air d'avoir été privé de ses cinq litres de sang. Pavel reconnaissait son visage sec et émacié. Il croisait ce gars dans le temps, quand il allait au bureau de poste. Il se déplaçait toujours avec un ours en peluche, un peu du même style que le *teddy bear* de Mr. Bean. Il diffusait dans le quartier son fumet d'urine et d'alcool. C'était un ancien fonctionnaire, un vieux garçon rétrogradé à la rue, oublié par le confinement. Il errait dans la ville, jusqu'à sa disparition.

*
Quinze secondes. C'est le temps qu'avait mis Pavel pour capter l'essentiel du dossier abandonné sur un tableau de contrôle. Certes, le sujet immunisé numéro 1 n'avait pas survécu au 235^e jour de test. Mais à la fin, dans les conclusions de l'expérience, il remarqua ces mots en rouge, soulignés à la main : « Analyses moléculaires très encourageantes. Antidote en cours d'élaboration. » Pavel sortit du bâtiment dans la minute, son cœur avait ralenti une fois les barbelés passés. Il retourna au travail sans être inquiet. Pourtant, il venait de pénétrer le berceau de la guérison du monde entier. Et en connaissait le secret : L'Antidote était fait du sang du pauvre. Personne ne le saurait jamais. ■

VISÓ

Directeur de la publication : Arnaud Schwartz

Coordination : Sophie Dufau, Nathalie Kouyoumdjian, Maria Santos-Sainz, Arnaud Schwartz

Rédactrice et rédacteur en chef : Maëlle Benisty, Hippolyte Radisson

Chef et cheffe d'édition : Thibaut Ghironi, Rébecca Laplagne

Cheffe de planning : Eve Guyot

Cheffes iconographie : Juliette de Guyenro, Philippine Renon

Illustration :

Une et ouvertures de chapitres : Margaux de Guyenro. Pages intérieures : Nicolas Fleury, Thibaut Ghironi, Jade Missuwe, Guillaume Ptak, Victoria Quiring, Pauline Senet

Portfolio : Rahma Adjadj, Alix Fourcade, Hippolyte Radisson

Directrice artistique : Fred Augry

Rédactrices et rédacteurs

Rahma Adjadj [@rahma_adj](#) · Louisa Benchabane [@Louisa_Ben](#) · Marti Blancho [@MartiBlancho](#)
Maëlle Benisty [@MaelleBenisty](#) · François Beneytou [@F_Beneytou](#)
Romain Bouvet [@RomainBouvet1](#) · Clément Bouynet [@CBouynet](#) · Alix Fourcade [@AlixFourcade](#)
Thibaut Ghironi [@Thibaut_Ghironi](#) · Juliette de Guyenro [@Juliette_DG](#) · Eve Guyot [@EveGuyot](#)
Matthias Hardoy [@MatthiasHardoy](#) · Philippine Kauffmann [@PhilippineKfmn](#)
Rébecca Laplagne [@rebeccapl](#) · Pierre Larquier [@PierreLarquier](#) · Guillaume Ptak [@guillaume_ptak](#)
Hippolyte Radisson [@H_Radisson](#) · Philippine Renon [@phili_renon](#) · Lio Viry [@LioViry](#)

Remerciements

Brigitte Besse et Erwan Desplanques
pour leurs précieuses relectures.

Nicolas Fleury, Jade Missuwe, Victoria Quiring et Pauline Senet,
pour avoir mis à notre disposition, à titre gracieux, leurs talents artistiques.

Antonio Meucci et Alexander Graham Bell,
les inventeurs du téléphone, ainsi que les créatrices et créateurs des outils modernes
de communication, pour nous avoir permis de réaliser ce Visó dans des conditions singulières.

L'ensemble des personnes interviewées, pour leur disponibilité dans cette période complexe.

Et bien sûr, la promo du love pour ces deux années magiques.

Visó, revue éditée à 1 200 exemplaires
et réalisée par les étudiant·es de Master 2 en spécialité presse écrite/web/multimédia.
Numéro spécial, ISSN en cours.



Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine
1, rue Jacques-Ellul · 33 800 Bordeaux · 05 57 12 20 20

www.ijba.u-bordeaux-montaigne.fr
[@VisoMag](#) · [@IjbaOfficiel](#)

Imprimeur : BLF impression
4, rue Ariane, ZA Toussaint Catros, 33 185 Le Haillan
Distributeurs : Relay, SAD

Visó est disponible sur commande sur le site de l'Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine



LA RÉDACTION DE VISÓ

confinée à

Bordeaux (Gironde), Bruges (Gironde), Journiac (Dordogne),
Échourgnac (Dordogne), Creil (Oise), Saint-Étienne (Loire),
Durtal (Maine-et-Loire), Paris (Île-de-France),
Madrid (Espagne), Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine)
et Le Mans (Sarthe).

**« Ils ne pensent qu'à leur petite
personne. Bizarrement, le bruit des
cloches ou l'odeur des animaux
ne les effraient plus »**

Evelyne, habitante de Journiac (Dordogne).

p. 18

**« Le gouvernement espère
que le virus nous fasse
taire, mais on est trop
en colère pour oublier »**

Glacier Kwong, militante hongkongaise
exilée en Allemagne.

p. 62

**« Après la crise, on ne sera
plus des héroïnes aux yeux
des gens. On redeviendra
les connasses qui ne
répondent pas assez vite
aux appels des résidents »**

Jennifer, aide-soignante en Gironde.

p. 70

**« On l'a vu avec les Gilets
jaunes, les gens se sentent
toujours abandonnés.
L'épidémie montre
ce qui dysfonctionne
de manière exacerbée »**

Benjamin Delrieux, conseiller régional
de la Nouvelle-Aquitaine.

p. 97

**« Notre humour n'est pas
incontrôlable. Dans ce genre
de crise, il nous aide
et nous rassemble »**

Angel Perez-Tabernero, créateur du compte
Instagram humoristique *Postureo Español*.

p. 119

4,50 €

N°9 • mai 2020
Revue annuelle

VISÓ

est une publication de
l'Institut de Journalisme
Bordeaux Aquitaine

ijba
Institut de
journalisme Bordeaux
Aquitaine

UM Université
BORDEAUX
MONTAGNE

Visó n°9 • 2020 • 4,50 €



3 177 0003 1575 238